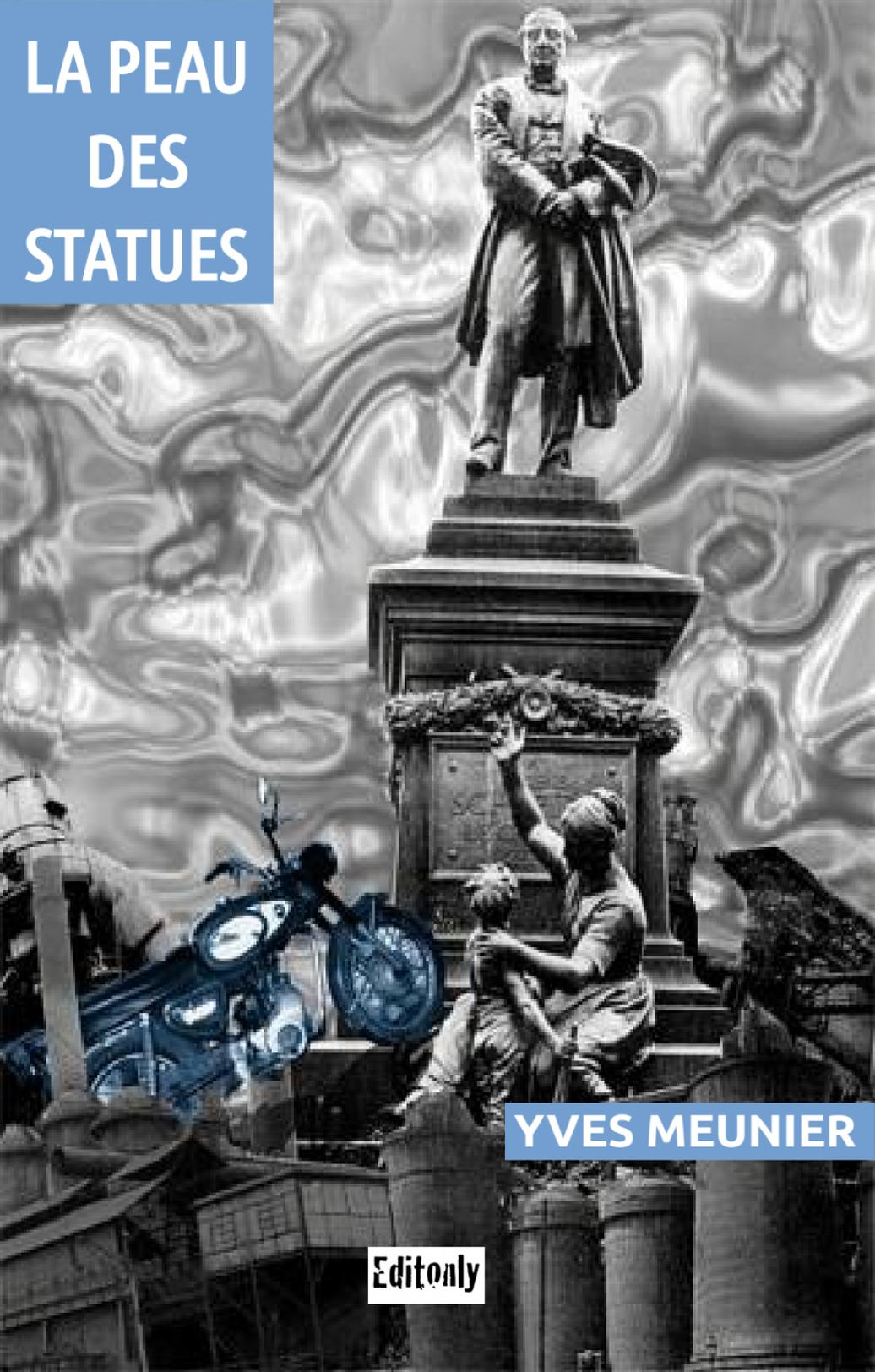


# LA PEAU DES STATUES



**YVES MEUNIER**

**Editonly**

*La peau des statues est un polar historico-politique. Son action se déroule dans la ville du Creusot (Saône-et-Loire). Trois époques en tissent le décor, des mouvements sociaux de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle (grèves et Commune), jusqu'aux élections municipales de 2001 en passant par le lycée de la fin des années 70.*

*Pour avoir enfin la peau de La statue, suivre les roues de la mobylette bleue.*

\*

Édition originale  
Yves Meunier / Editonly 2002  
ISBN : 2-9518134-0-6

1<sup>re</sup> réédition Editonly 2008  
ISBN : 978-2-9518134-4-1

Présente édition numérique  
Editonly 2020

\*

Illustration de couverture :  
Anne Mallet

# LA PEAU DES STATUES

YVES MEUNIER

**Editonly**

## *Avant-propos à cette édition numérique*

Yves Meunier, Saint-Étienne, juin 2020

18 années ont passé depuis la première édition de *La peau des statues !* Bientôt une génération...

Je ne sais pas si cela vous parle, mais pour moi qui suis maintenant grand-père, « y'a du larsen dans la sono » !

À l'époque, mon père vivait encore. Je faisais toujours l'instit dans une école toulousaine et mettais la dernière main à ce texte quand mes fenêtres ont explosé. L'usine AZF venait de partir en miettes...

Le livre sortit quelques mois plus tard en 2002, auto-édité. 500 exemplaires s'écoulèrent et provoquèrent de belles rencontres...

Puis :

- 1) J'ai quitté le syndicat
- 2) J'ai quitté la mère de mes enfants
- 3) J'ai quitté Toulouse
- 4) J'ai quitté l'enseignement

Tout ça dans l'ordre. Une ligne de fuite pour me sentir encore vivant...

Devenu stéphanois, cette histoire de prolos révoltés à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle dans mon natal pays minier me poursuivait encore. Alors, de 2010 à 2017, j’y replongeai. À fond... Ce long travail de recherche et d’écriture aboutira à la publication de mon livre *La Bande noire* aux éditions de l’Échappée en avril 2017. Nouvelles rencontres et discussions, le sujet ne m’a plus quitté. Une obsession. Je fouille encore les grimoires du temps pour y déceler les traces de ces anarchistes ouvriers qui firent péter des charges sous les croix et les chapelles de la région de Montceau-les-Mines...

*La peau des statues*, polar historique, fut le détonateur. Ancien élève du lycée du Creusot à la fin des *seventies*, je me suis servi de ce cadre pour y faire se chevaucher trois époques et ainsi tisser une énigme<sup>1</sup>.

---

1 "Un livre qui serait à la fois une chronique sociale de la vie des prolos de la grande époque, une enquête historique sur les nombreuses grèves qui secouèrent les mines, une analyse des différents courants révolutionnaires, un polar sordide qui s'étale sur pas moins de trois siècles et enfin la clef de l'énigme qui se trouve dans le roman qui s'écrit sous nos yeux !"

Greg Kérautret dans *Combat syndicaliste*, sept. 2002 à propos de *La peau des statues*.

Récemment, un ami écrivain émérite et ancien journaliste me suggéra de réécrire *La peau des statues* en simplifiant sa construction alambiquée. D'autant que 2021 marquera les 150 ans de la Commune -des Communes<sup>2</sup>- dont il est fort question dans ce livre...

J'ai essayé. Puis j'y ai renoncé.

Ce livre a changé ma vie. Tel quel. Quelle puissance ! J'en suis encore tout ébouriffé. J'ai donc choisi de lui garder sa charge nostalgique et de mettre cette édition numérique de la version originale à la disposition de tous, gratuitement.

Cadeau d'anniversaire communard.

---

2 À l'instar de Paris, plusieurs villes de province connurent une Commune en 1871. Certes éphémère, mais Commune quand même ! Le Creusot fut l'une de ces villes.

# Première partie

*Il est bien entendu que nous ne ferons pas de politique. Il est utile de bien définir ce que nous entendons par ce mot : la conquête des pouvoirs publics.*

*La période électorale avec toutes ses compétitions, ses manœuvres louches, ses compromissions, ses déclarations hypocrites, sa prostitution... la foire électorale n'aura pas sa place ici, car par expérience, nous pensons que le prolétariat ne conquiert nullement les pouvoirs publics, mais que ce sont les pouvoirs publics qui conquièrent le prolétariat. D'ailleurs le pouvoir n'est pas à conquérir, mais à supprimer.*

*Guerre à l'autorité, place à la liberté !*

*Le Cri de Saône-et-Loire : organe révolutionnaire.  
n°1, 5 avril 1908.*

*L'autorité, dans cet excellent pays ne s'appelle pas Schneider père, elle ne s'appelle pas Schneider fils, elle ne s'appelle pas tel ou tel chef des travaux ; elle ne s'appelle pas même légion ; mieux que ça, elle s'appelle : Usine.*

*Le Grelot. 2 avril 1870.*

# *Prologues*

## **Juin 1980**

Tout le monde a passé la grille sans encombre... le pion était de l'autre côté.

Les salles de sciences sont dans le bâtiment le plus récent auquel on accède par un tunnel qui passe sous la rue Jean Jaurès. D'un côté le vieux bahut, de l'autre le nouveau ; le tout forme le lycée polyvalent Jean Jaurès, un des plus mal classés de France dans le palmarès annuel du *Monde de l'Éducation*.

Le cours est commencé depuis vingt-cinq minutes, des histoires de reproduction chez les souris... Quand le professeur réveille l'auditoire d'une voix tonitruante :

- Monsieur Mérévitch va venir au tableau schématiser ce que l'on vient d'observer.

Rémi s'exécute et dessine un superbe spermatozoïde équipé d'un flagelle conséquent.

- Contre cet animal-là, de nos jours, il y a la ... ? L'enseignant marque un temps d'arrêt puis lance : PILULE, triomphant.

Tenant là son sujet favori, à savoir la sexualité de ses élèves, M. Zaïde, professeur de sciences naturelles persiste. Il demande à une petite boulotte si ses kilos en trop sont dus aux œstrogènes

des pilules contraceptives. M. Zaïde est d'une bêtise crasse.

Sylvie essaie d'attirer l'attention de Rémi pour lui faire passer une feuille de cahier pliée en quatre. La feuille arrive à destination. La jeune fille a réussi à négocier de l'acide pour ce soir. Marc lui a cédé à bon prix une « étoile rouge » et une barrette de « marocain », dans le tunnel tout à l'heure. Elle a envie que Rémi soit au courant tout de suite, qu'ils essaient ce truc ensemble. Elle lui écrit « enveloppe aluminium, déchirure maximum », fière d'elle, elle n'a pas pu attendre.

Ce ne sont pas des punks mais dans leur tête, ils vont vers le *no future*. En phase avec le cul-de-sac social local, ils sont assortis au décor.

Ce cours passionnant a heureusement une fin. De plus, c'est le dernier de la matinée et même de la semaine... Rendez-vous est donné pour le soir, c'est samedi... au bistrot place Schneider. Anne-Marie, Rémi et Sylvie.

\*\*\*

Au beau milieu de la place Schneider, il y a Eugène. Eugène est une statue, il ne bronche pas quand Sylvie dépose à ses pieds un bel étron fumant.

- Regardez, dit-elle en se rhabillant, Eugène a les pieds dans la merde...

Aux pieds d'Eugène, il y a en fait deux autres personnages de bronze, une mère qui montre le « bienfaiteur » à son fils. Dans le cas présent, elle

semble lui dire qu'Eugène Schneider va tout nettoyer.

- Allez sors de là, lui dit Anne-Marie, on va se faire repérer.

- Repérer ! Y'a personne ici, sauf Eugène...

Anne-Marie n'insiste pas, elle en a marre de ces conneries. Elle, elle va aux toilettes publiques au bout de la place.

- Hé Rémi, tu viens ? appelle Sylvie.

- Arrête...

Il passe tout de même par dessus la petite grille qui entoure la statue. Avec la bière, il a du mal à coordonner ses mouvements. Il s'en faut de peu qu'il ne tombe dans les bras de la maman de bronze... C'est Sylvie qui le rattrape et l'attire contre elle. Elle lui colle une paume de main au sexe, formant une coquille, comme celle que porte un gardien de handball.

L'haleine chargée de la même bière, en prolongeant leur baiser, ils feraient de la mousse.

- Tiens, tu vas nous en rouler un p'tit.

Sylvie tend à Rémi le petit morceau d'aluminium ; elle casse un peu l'ambiance.

- C'est pas malin de m'envoyer ce papier en cours, il m'a dans le collimateur ce con de prof depuis que je me suis endormi sur la paille.

Sylvie se marre, elle se rappelle cet épisode. C'est même écrit sur le bulletin trimestriel de Rémi : « Dors en cours. »

- C'est parce que tu fumes des trucs qui t'endorment ; j'ai quelque chose de plus stimulant, regarde.

Elle sort de la poche de son jean un petit morceau de plastique bullé transparent comme ceux qui servent à emballer les objets fragiles. Dans le plastique, il y a un tout petit machin rouge en forme d'étoile.

- Putain qu'est-ce que c'est encore ?

- Une étoile, t'avales une de ces branches et tu t'accroches au cosmos.

Rémi hésite, il vient d'allumer un joint qui suffit amplement à son bonheur. Sylvie a déjà avalé une des branches...

- Allez, dépêche-toi, sinon on va pas être synchronisés.

C'est sûrement la confiance que Sylvie affiche qui le décide, Rémi avale sa part...

Après quelques minutes, ils sont toujours adossés au pied de la statue, invisibles, sur la place vide et très peu éclairée. Sur la droite, il y a la brasserie Le lion de Belfort où ils étaient attablés plus tôt dans la soirée. Sylvie fixe l'écran noir et blanc, traversé de flèches de couleurs. Harmonie électrique, écho et tension. Les effets de la drogue... Elle sent Rémi lui soulever doucement la tête qu'elle a sur une de ses cuisses et la reposer sur sa veste. Puis elle le voit sauter la grille qui entoure la statue d'Eugène Schneider et se diriger vers les toilettes publiques.

Dans les chiottes à la turque, il en profite pour se rouler une clope, l'allume et se dit que finalement l'acide, ça se maîtrise. L'intestin libéré, il regarde autour de lui et ne voit pas de papier toilettes... C'est le pantalon sur les chevilles qu'il

pénètre dans le chiotte d'à côté à la recherche de papier.

Là, il y en a bien un rouleau, mais son contenu est dans la bouche d'Anne-Marie, les yeux révoltés, étendue à moitié nue sur le carrelage dégueulasse.

**29 novembre 2000**

*Le carton se consumait, j'ai jeté le pétard dans la cuvette.*

*J'ai eu du mal à remonter mon pantalon, c'est très exigü les chiottes d'un Corail...*

*Dans le miroir, j'avais la tête d'un type qui a oublié de dormir. Je me suis souri en coin et j'ai actionné la chasse d'un talon victorieux. L'objet du délit, article L.628 du code de la santé publique, est tombé sur la voie, avec le reste.*

Retour à mon siège côté couloir sans encombre, je me sens lucide. L'épisode du pétard dans les toilettes me plaît bien, formulé comme ça. Ce sont mes premiers mots, moment solennel.

Je tente d'écrire, d'écrire un livre.

Adolescent, je m'essayais plutôt au genre « poésies-chansons ». À presque quarante ans, un livre. Là, dans ce train, ça me paraît soudainement crétin : qu'est-ce que je vais bien pouvoir y mettre ? Pour commencer, je tiens ce journal, je pense que c'est une bonne idée pour me mettre en condition.

Récapitulons : je suis parti sur l'idée d'un polar à base historique, une histoire avec du sang, des salauds, et de la politique ; voilà qui est dans l'air du temps... Le genre Poulpe, « personnage qui puise dans les désordres apparents du quotidien de quoi pourfendre la bête immonde qui relève la tête... ».

Donc, s'arrêter à Mâcon, plonger dans les archives, puis filer au Creusot pour se remettre dans l'ambiance, l'ambiance du Creusot...

Mon voisin de train, un tout jeune mec avec des vêtements taillés pour deux voyageurs mode XXL, vient de descendre à Nîmes, ville où toutes sortes de bidasses volent, nagent et rampent... Je le vois sur le quai, il me fait un petit signe... Pourtant on ne s'est rien dit... On a respiré le même air un bout de temps, ça crée des liens, il faut croire.

J'ai maintenant la place d'étendre mes guibolles, le bonheur est sur les rails... mon bouquin aussi.

« Un cadavre dans le lingot » ça pourrait s'appeler, ou « Du sang sous le marteau-pilon ». L'herbe fumée dans les toilettes me fait barjoter. Les mots, les temps, il faut que tout concorde, j'abandonne le présent, je ne peux pas écrire en marchant.

\*\*\*

Gare de Lyon Part-Dieu, c'était le gros bordel. Le train avait une heure de retard et les guichets ont été pris d'assaut ; la panique s'est accentuée quand les voyageurs ont fini par comprendre que l'affichage des horaires des trains au départ ne tenait pas compte... du retard. Plusieurs trains nous ont filé sous le nez, on s'est massé sur les quais pour ne pas en rater plus.

Mâcon, en début d'après-midi. J'ai marché de la gare aux archives départementales. C'est Marc,

un ancien du lycée, qui m'a branché sur les archives. On peut d'après lui, y trouver la presse du siècle dernier avec les faits divers de l'époque et les rapports de police : de quoi fournir des idées pour construire un polar.

Aux archives, beaucoup de monde, surtout le troisième âge qui fouillait dans la généalogie. C'est ce que m'a expliqué la « dame de l'accueil ». Après les formalités d'usage, j'ai trouvé tout de même une place assise, non sans avoir émigré trois fois dans la pièce. Un petit vieux a voulu me taxer mon bic transparent en arguant qu'il avait le même. J'ai refusé de me laisser dépouiller et lui ai proposé de se servir dans ma trousse. Il a battu en retraite, vexé.

À 18 heures, j'ai relevé le nez des registres, c'était l'heure de la fermeture. On est hors du temps dans les grimoires du temps. J'ai commandé deux cartons de journaux pour demain et je suis parti à la recherche de l'appartement de Martine et de sa fille Julie.

Soirée bien sympa, je me suis abstenu de fumer prohibé et j'ai éclusé un cocktail américano-irlandais pas mauvais du tout. Le sommeil a eu raison de mon survoltage cérébral.

## **Le lendemain - 1<sup>er</sup> décembre 2000**

9 heures, j'étais à l'entrée des archives ! Et pas tout seul ! Six généalogistes se disputaient déjà la première place. Ouverture, installation, j'ai plongé

dans la presse de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en commençant par *Le Journal de Saône-et-Loire*.

Journal réactionnaire qui servait la soupe à Napoléon III. Selon cette presse, les ouvriers du bon Monsieur Schneider mordaient la main qui les nourrissait en faisant des grèves sans savoir pourquoi. J'ai suivi pendant toute la journée les années 1870-1871 à travers ce quotidien. Le soir, chez Martine et Julie, je bouillonnais, à moi l'Amérique et l'Irlande, avec des glaçons ? Oui, merci. J'ai siroté la mixture, affalé devant la télé.

Puis j'ai essayé de la réparer cette télé, les couleurs disparaissaient sans préavis. J'ai pris conscience de mes limites en la matière et arrêté les frais avant de tout casser. Martine m'a un peu cuisiné sur mes « projets littéraires »... une nouvelle lubie ? Qu'est-ce qu'il m'avait pris de tout envoyer promener encore une fois ? Elle n'a pas l'air d'y croire à mes talents de scribouillard.

Je n'allais pas moisir à décharger des caisses au cul des semi-remorques à Toulouse.

On a alors parlé des différentes manières de se faire exploiter dans la vie. Mais la vie, la vraie, avec les gens qu'on aime ou qu'on déteste et qui font de même ? Où est-elle ?

# I

*Le Creusot, 20 janvier 1870*

*Chers parents,*

*C'est la grève ici au Creusot depuis hier. Les Schneider ont renvoyé les trois ouvriers qu'on avait désignés pour s'occuper des sous de la caisse de secours.*

*On est allé voir Monsieur Eugène qu'est revenu de Paris. Adolphe Assi, un de ceux que l'on avait désignés pour la caisse, lui a dit nos réclamations : qu'on voulait gérer la caisse de secours nous-mêmes parce que c'était notre argent, qu'il devait respecter les résultats du vote, et qu'il ne devait pas nous renvoyer nous, mais plutôt Renaud le chef d'atelier, qu'est infecte avec tout le monde.*

*Il nous a répondu que c'était nous les responsables de la mort des quatre mineurs hier dans l'éboulement du puits, et que lui Eugène Schneider, personne lui dictait de loi. Il n'y aurait pas de discussions tant qu'on aura pas repris le travail, il a même ajouté.*

*En sortant, Adolphe a dit qu'il irait voir Jean-Baptiste Dumay chez lui ce soir et il a demandé qui voulait aller avec lui, j'ai dit que*

*j'étais d'accord. Jean-Baptiste, c'est un ouvrier comme nous qui nous défend, il sait des tas de choses, il a fait l'école Schneider.*

*Aujourd'hui il est malade, c'est pour cela qu'on va le voir chez lui.*

*C'est un ami qui écrit cette lettre que je lui dicte, il s'appelle Antoine, il veut m'apprendre à lire et écrire.*

*Je viendrai à la ferme peut-être la semaine prochaine.*

### *Augustin*

Henri Schneider, fils d'Eugène, avait écarté les demandes des grévistes et même ajourné l'application de la réforme votée, donnant la gestion de la caisse de secours aux ouvriers.

Eugène rentra en catastrophe de Paris où il présidait le corps législatif, le Parlement de l'Empire.

Il commençait à se mordre les doigts d'avoir organisé ce vote à propos de la caisse de secours ! Il pensait détenir toutes les cartes et étouffer la contestation montante en obtenant un vote de confiance dans la gestion patronale de la caisse. Le résultat n'était pas le bon !

C'était lui Eugène, qui avait créé tout ça, c'était son œuvre. Depuis 1836 avec son frère Adolphe, et depuis 1845 tout seul après la mort d'Adolphe, il avait tout construit ici : logements, écoles, infirmerie pour dix mille ouvriers. Un père.

En cette soirée du 20 janvier 1870, Eugène faisait le compte des erreurs que l'Empire avait

accumulées et qui lui causait tant de soucis aujourd'hui : lois qui accordent le droit de coalition, autorisent les réunions publiques, suppriment l'autorisation préalable pour publier un journal... Le résultat ne s'était pas fait attendre : création de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs), publication de *La Marseillaise* à Paris, du *Grelot-Sifflet* ici au Creusot.

C'était une maladie qui se répandait, une contagion certaine si les réactions n'étaient pas énergiques.

Eugène n'en revenait toujours pas de ce mécanicien lui faisant des réclamations dans son bureau tout à l'heure. Le renvoi de cet individu nommé Assi et de ses deux acolytes n'avait pas suffi. Mais le préfet procéderait à quelques arrestations et demain, arriverait la troupe promise par le gouvernement. Trois mille hommes : voilà qui devrait montrer où se trouvaient la force et la raison.

Eugène, ragaillard, entreprit la rédaction du texte qu'il ferait afficher après l'arrivée des soldats :

*Demain samedi, le travail reprendra dans tous les ateliers. Trompés d'abord par quelques meneurs généralement étrangers au Creusot ou surpris par des bandes égarées, les ouvriers en rentrant immédiatement, prouveront le bon sens de la population. Des forces suffisantes protégeront au besoin la liberté du travail.*

En bon disciple des théories du comte de Saint-Simon, Eugène Schneider pensait que, s'il fallait « améliorer la situation morale et physique de la classe pauvre », il n'en demeurerait pas moins que

« chacun à sa place devait être rétribué selon son travail » ; « chacun » devant rester « à sa place » bien sûr ! Et c'était bien là le problème ! Certains prétendaient changer les règles du jeu ! En les étiquetant comme « étrangers au Creusot », Eugène pensait éloigner ces « meneurs » de la masse des ouvriers.

Eugène quitta son bureau et se dirigea d'un pas lent mais assuré vers le parc de son château de La Verrerie, cette ancienne cristallerie royale dont il avait fait sa résidence. Il se tenait droit, portant beau, malgré ses soixante-cinq ans, il n'avait pas eu à travailler couché au fond d'un puits de charbon de cinquante centimètres de hauteur, dans trois centimètres d'eau, douze heures par jour.

Il faisait nuit ; Eugène pissa derrière l'un des bosquets. Est-ce ce qu'il tenait entre ses doigts ? Ses pensées dérivèrent vers la douce Mme Asselin, sa créole. Des pensées que les gueux ne pouvaient pas comprendre, chez eux c'était juste biologique.

\*\*\*

*Le Creusot, 23 janvier 1870*

*Chers parents,*

*Il s'est passé tant de choses depuis ma dernière lettre. On a fait un comité de grève pour mieux s'organiser. La ville est pleine de militaires, deux ouvriers ont été arrêtés. Déjà plus d'une centaine d'ouvriers ont repris le travail hier matin.*

*Des cavaliers auraient dit que « la cause des ouvriers était juste » et ils ont été arrêtés par les gendarmes.*

*Sommes-nous de dangereux brigands qu'on nous traite ainsi ?*

*On demande juste de gagner de quoi vivre, s'occuper nous-mêmes de notre caisse de secours...*

*On est des serfs comme au Moyen Age, des machines humaines comme il est dit dans La Marseillaise, un journal qui parle de nous en bien à Paris.*

*Augustin*

- C'est une affaire réglée ! dit le général. Ces quatre cavaliers sont réduits au silence, les sous-officiers seront punis.

Tout l'état-major de la troupe était réuni dans l'un des vingt-sept salons de La Verrerie mis à sa disposition par le « seigneur, prince du million, baron des gros sous », comme le nommait *La Marseillaise*.

Eugène, un verre à la main, porta un toast à l'Empereur.

- Dès la reprise du travail, il ne vous restera qu'à lister les meneurs et prendre vos dispositions, se permit un jeune officier probablement mis en confiance par le champagne.

Le regard plus qu' hautain du vieil Eugène le tassa dans son uniforme pourtant rutilant.

Bien sûr qu'il en renverrait un wagonnet d'ouvriers contestataires ! Il n'avait pas besoin qu'on le lui rappelle. Il savait que cette engeance se reproduisait vite ; des bras il n'en manquait pas... Non ! Ce qui l'inquiétait pour l'heure, c'était les propos que lui rapportaient ses mouchards, propos tenus dans les réunions. Les idées s'enracinaient.

- Messieurs, demain, rendez-vous pour inspecter les ateliers, avec clairons et tambour ; il faut impressionner. L'ordre doit être incontestable.

Et là-dessus, Eugène tourna les talons et partit se coucher.

Le jeune officier effronté glissa à l'oreille d'un de ses semblables :

- On a deux généraux pour le prix d'un !

Eugène avait du nez ! Si les ouvriers avaient bien repris le travail le 24 janvier 1870, le soufflé n'était par retombé pour autant. Des journalistes parisiens venaient en reportage, le pays entier avait les yeux sur Le Creusot.

Les journaux se livraient d'ailleurs à une guerre littéraire sur le thème : « Qui du capital ou du travail gagne le plus ? »

Les Schneider pouvaient compter sur le soutien sans faille du *Journal de Saône-et-Loire* qui n'hésitait pas à écrire le 3 février : « Le travail ouvrier recueillerait les huit dixièmes, la direction un dixième et le capital un dixième » et fustigeait les autres journaux « qui exploitent la masse beaucoup trop nombreuse des ouvriers et des simples ».

Huit dixièmes pour les ouvriers ! Mais ces ouvriers étaient dix mille, sans compter les

familles. Le Creusot comptait cinquante-neuf naissances pour mille habitants en 1863 !

Huit dixièmes pour des milliers et deux dixièmes pour quelques-uns.

Et les retenues pour la caisse de secours qu'ils ne géraient même pas eux-mêmes ? Et les trente-cinq millions de bénéficiaires que fit la société en 1865 ? Et... Le Creusot entrainé dans la lutte de classes, l'exploité ne pouvait pas avoir les mêmes intérêts que l'exploiteur. Limpide.

## **2 décembre 2000**

Troisième excursion dans les archives du passé. Au menu de mes recherches du jour *Le Réveil de Saône-et-Loire : journal socialiste révolutionnaire*, période 1900-1901.

Les socialistes de l'époque avaient l'air d'avoir du jus !

On parle d'un certain Benoît Broutchoux qui tient des propos contre l'armée des plus plaisants; il était anarchiste, socialiste anarchiste. Cela paraît contradictoire aujourd'hui!

L'après-midi, j'ai eu l'autorisation d'accéder aux archives de « police générale et politique ». Après avoir fouillé dans les magouilles policières de la fin du Second Empire, j'avais encore un peu de temps avant de prendre le train ; j'ai demandé la presse du mois de juin 1980. J'y ai cherché les articles sur Le Creusot.

En fait, j'ai survolé les pages sans vraiment les lire. Comme quand j'avais cinq ans avec le livre

du *Chat botté*. Il est là avec ses bottes et tient toute une page ! Il m'aspire !

Mais j'ai quarante ans et d'autres chats à fouetter.

## II

Le jeune homme aspira un bon coup, comme pour mettre la tête dans l'eau d'une bassine afin de se débarbouiller et ânonna :

- « Après avoir une fois de plus cons... ta... té l'iniqu... l'iniquité de notre régime économique... ».

- Il est long cet article, t'as pas fini, en plus tu en connais la moitié par cœur, tu lis pas ! dit Antoine Lecoq, instituteur révoqué par l'administration impériale.

- « ... et ses déplorables résultats... », poursuivit Augustin.

Augustin voulait à tout prix apprendre avec *La Marseillaise* ; il disait qu'il voulait savoir lire cela d'abord et il était têtue. De toute façon Antoine n'avait plus un seul manuel scolaire sous la main, va pour *La Marseillaise*, on ferait avec.

Augustin Villedieu avait seize ans. Il ne savait ni lire ni écrire. Venu d'une petite ferme du Morvan gagner sa vie chez Schneider, il fut embauché dans le même atelier qu'Adolphe Assi, le leader de la grève de janvier.

Au café Verneau où ils étaient attablés, les discussions s'enflammaient. Assi venait de rentrer de Paris où il avait présenté son projet de forge coopérative à ses amis de l'Internationale.

Quelques jours plus tôt, Eugène Varlin, un Parisien, était venu au Creusot. Dans une réunion secrète, il avait proposé que dans la ville, soit constituée une section de l'Internationale. Depuis, la coopérative et l'A.I.T. étaient au centre des conversations. Les poings tapaient sur les tables pour ponctuer les discours, les litrons de rouge descendus accentuaient le phénomène. La détermination se lisait surtout sur le visage des ouvriers congédiés. Ils n'avaient plus rien à perdre.

Adolphe Assi pensait qu'il fallait concurrencer l'Usine sur son propre terrain, c'est-à-dire la forge. Elle permettrait de donner du travail à ceux qui l'avaient perdu. D'après lui, Schneider tenait les ouvriers parce qu'ils n'avaient pas de solution de rechange, pas d'avance. La forge coopérative jouerait ce rôle.

Augustin voulait y travailler. Il avait lui aussi été renvoyé pour son soutien au mécanicien Assi.

Le grève s'était arrêtée, soixante ouvriers avaient été congédiés. Eugène avait taillé dans le vif, au sabre.

\*\*\*

Plus tard cette nuit-là, Augustin traînait ses sabots sur la terre noire de la place Bozu. Le froid était vif et sec, mais il hésitait à aller se coucher tout de suite. Schneider avait fait construire dans ce quartier dit des « Alouettes » des bâtiments de type caserne pour y loger « ses » mineurs. Les becs de gaz éclairaient faiblement le décor. Il dis-

tingua tout de même la silhouette plantée sur le bord du chemin.

- Viens don' t'chauffer d'après moi, lui lança la fille.

Le cœur du jeune homme bondit dans sa poitrine, puis il eut la sensation de récolter tout le sang de son corps dans ses sabots.

Augustin savait bien qu'elle faisait ça pour de l'argent, tout le baraquement le savait. Elle n'était pas la seule à en être réduite au commerce du corps pour survivre.

Ce n'est pas sans appréhension qu'il accepta l'invitation. Il ne l'avait jamais fait ! Enfin jamais avec une fille ! Sa seule référence, c'était les animaux de la ferme familiale, plus quelques hypothèses personnelles sur « comment c'est en vrai un sexe de fille ? ».

Mais Augustin avait seize ans, il apprenait à lire et à écrire, il voulait apprendre le reste, ce qui se racontait le soir au baraquement, ces fesses et ces seins qu'on fait danser devant ses yeux pour en extraire délicieusement le jus de son corps...

C'est dans une minuscule cabane de jardin derrière une des maisons du quartier que la jeune femme officiait. Les choses allèrent très vite, l'excitation et la peur mélangées abrégèrent notablement la durée de ce transport sexuel au bord d'une table.

Le jeune homme rejoignit son lit sérieusement transformé. Pour le moment il avait réussi à dormir encore aux baraques avec la complicité des autres ouvriers. Il allait devoir se trouver un autre lit, il n'était plus « Schneider ». Retourner à la ferme ?

Depuis un mois qu'il était sans travail et vivait au crochet des amis, Augustin y avait songé plus d'une fois, mais il voulait tenter l'expérience d'Adolphe Assi. Déserteur de l'armée impériale, ancien soldat de Garibaldi, devenu ajusteur mécanicien au Creusot et dirigeant la grève des ouvriers métallurgistes du mois de janvier. Assi, l'aventure au coin de l'atelier...

### **3 décembre 2000**

Matinée à trier du papier, tout ce que j'ai emmagasiné ces deux derniers jours. Les copains sont venus me récupérer en gare de Chalon-sur-Saône hier soir.

On a pas mal discuté avec Jérôme et Alain qui m'hébergent au Creusot. J'ai la tête pleine de conseils pour fabriquer des personnages de roman. Des conseils du genre : mélanger les caractères de plusieurs individus existants en un seul. Chacun pourrait s'y reconnaître un peu ou pas du tout...

Après quelques bières et pommes de terre, on est allé prendre un petit café digestif chez Marc.

Il m'abreuve de documentation historique depuis que je l'ai branché sur mon projet de bouquin...

Je l'ai lancé sur la fin de « l'empire Creusot-Loire » en 1984 et il y en a eu pour un moment.

Ont défilés en rang serré les barons Empain et Seillière, le président Pineau-Valencienne, Schweitzer et Fabius les socialistes ministériels de

l'époque. Une belle brochette de faux culs. On leur a taillé un costume à leurs mesures.

De l'Histoire plus quelques petits fonds de *grappa* : c'est chancelants qu'on a « plié les gaules ». Les expressions reviennent... Je creusote, tu creusotes...

Donc ce matin, j'ai fait de l'ordre, collé des *post-it* jaunes sur mon tas de documents. Puis je me suis mis à faire des œufs à la tomate avant que les travailleurs salariés ne rentrent. Je me sens bien ici mais je pense trouver une location pour deux ou trois mois, le temps d'écrire... m'isoler. Ils font ça les vrais écrivains. J'ai juste le temps de dépenser l'argent des indemnités de licenciement.

### **Même jour, l'après-midi**

Rallye photo avec Jérôme, manière de voir ce que je peux tirer du décor. Peu de changements visibles depuis la fin de l'empire industriel. On a gardé les cheminées et même on les éclaire... C'est « plaine des Riaux » que le temps a fauché le décor. Les bâtiments Schneider ont été rasés et l'usine SNECMA y fabrique maintenant des pièces de moteurs d'avion. Pas très loin, il y a le centre universitaire Condorcet qui semble être le symbole du Creusot futur : « La ville a su se donner un visage nouveau, à l'image de celui qu'elle continue à se donner, seconde ville universitaire de Bourgogne... Le Creusot est bien mort, mais il a su revivre. »... J'ai lu cela hier chez Marc, c'est dans un article du *Journal de Saône-et-Loire*, l'héritier

de celui de 1870. Religieux comme truc, la mort et la continuité tout à la fois, jusqu'au titre de l'article : « Le Creusot organise sa résurrection »... Quand j'ai fait part de mes cogitations à Jérôme, il m'a répondu qu'il y avait un temple bouddhiste dans le coin et que le marché de la réincarnation gagnait du terrain !

Après avoir déambulé dans toute la ville, on est passé au local du *Journal de Saône-et-Loire* justement, place Schneider. L'article que j'avais lu fait partie d'une série publiée récemment ; je voulais me la procurer.

Le local était fermé, on allait repartir quand Jérôme a croisé une journaliste qu'il connaissait. On a discuté un moment sur la place puis on l'a suivie dans les locaux du journal, par une autre porte. Là-haut, deux jeunots maquettaient sur ordinateur. Sympas. Je suis repassé en fin d'après-midi, ils m'avaient préparé toute la série d'articles.

Je l'ai parcourue une fois rentré chez les copains. Ce qu'il en ressort, c'est que les Schneider avaient raison d'exploiter leurs semblables et que les militants avaient aussi raison de s'y opposer, comme cela on a l'équilibre... Les journalaux locaux ne se mouillent pas trop : il faut vendre du papier. Patron, ouvrier, même combat !

Demain, j'irai voir la petite maison à louer que j'ai repérée dans le quartier de l'hôpital. Un coin qui a l'air tranquille, juste un ferrailleur un peu plus haut. Ce soir fiesta, la copine de Marc fête ses trente-cinq ans, j'ai soif, je n'ai rien bu depuis... hier soir.

### III

Le 23 mars 1870, la grève devint générale chez les mineurs. Un cortège partit du Creusot pour étendre le mouvement aux puits de Montchanin, la localité voisine du Creusot. Il grossit de plusieurs centaines de grévistes supplémentaires sur le chemin.

La veille, les mineurs avaient déjà tenté de gagner les métallurgistes à la grève. Les portes de l'usine étaient barricadées. Les ouvriers ne suivirent pas et les employés repoussèrent les assauts des mineurs pourtant déterminés. La porte des ateliers d'ajustage avait été défoncée, l'œil gauche du sous-préfet présent lors de l'assaut, avait même gobé un caillou.

Augustin était dans le cortège de Montchanin et quand la troupe déboula, il ne fut pas le dernier à détalier dans les bois. Trois régiments, cinq mille soldats. Les arrestations commencèrent, quatorze grévistes furent arrêtés dans les bois de Montchanin.

Le 24, c'était au tour du comité de grève de faire les frais de poursuites judiciaires, si bien que *Le Journal de Saône-et-Loire* du 26 parlait de trente-deux arrestations pour « atteinte à la liberté du travail ».

Chez Jean-Baptiste Dumay, au faubourg des Riaux ou plus simplement en plein champs, avaient lieu des réunions clandestines. Des commerçants tels que Supplicity l'horloger ou Gaffiot le vannier, les frères Bontemps et Alémanus père et fils, soutenaient activement le mouvement de grève des mineurs. Joseph Alémanus, le père, colportait la presse, *La Marseillaise*, *Le Réveil*, *Le Grelot*.

Il fut l'un des premiers appréhendés. *Le Journal de Saône-et-Loire* écrivait à son propos : « Alémanus ! Où le latin va-t-il se nicher ? », cultivant ainsi un racisme basique. Le fils, Jean Alémanus, était le correspondant local de l'Internationale et recevait à ce titre les brochures, la propagande de l'organisation. Il était brasseur.

Quant aux frères Bontemps, ils étaient tous deux huissiers. Schneider rassemblait contre lui car il étouffait tout : le commerce local, les revendications ouvrières, la liberté des uns et des autres sous son ordre économique et moral.

Le comité de grève décapité par les arrestations fut remplacé aussitôt par un autre ; la détermination était grande chez les mineurs.

Augustin dévorait les journaux, il avait fait d'énormes progrès depuis ses exercices au café Verneau. La lutte le stimulait, les idées se bousculaient dans sa tête. Il y avait de cela deux mois, il ne connaissait que la vie d'une petite ferme du Morvan. Ici, le réel offrait une variété de situations et de comportements inconnus de lui jusqu'alors. Pour faire face au besoin croissant de main d'œuvre nécessaire à ses productions, l'Usine

embauchait quantités d'ouvriers venus des campagnes alentours, comme Augustin, mais aussi de ceux qui avaient vu de grandes villes, d'autres mondes. Pour ce jeune paysan curieux, tout faisait école, il assimilait vite.

Il commençait à comprendre le fonctionnement de cette société creusotine. Sous la vitrine d'une communauté dont le maître subviendrait à tous les besoins (chauffe de charbon, logement, soins médicaux, caisse de secours), grouillait une « sous-société » bien réelle celle-là. Celle qui fréquentait les soixante-cinq cafés de la ville, dont quinze à la sortie des usines, se torchait au gros rouge et en venait aux mains rapidement, le seul langage de persuasion connu. Seulement, ces débits de boissons devenaient maintenant lieu de réunion et de contestation. La conscience de classe s'élaborait paradoxalement dans le même vin que celui qui abrutissait.

La « sous-société » grossissait proportionnellement à l'augmentation du nombre total d'habitants du Creusot : dix mille ouvriers. L'ascenseur social restait au fond des mines.

Les plus enragés se trouvaient là, dans ce sous-prolétariat. Ils étaient la racaille ; essentiellement des jeunes, des manœuvres et des femmes. Ceux qui n'avaient rien à perdre et prenaient conscience peu à peu de leur force collective. Ils incarnaient « la question sociale », faisaient partie du problème et donc, réclamaient leur part de solution.

Eugène Schneider lui, vivait en surface. Il entretenait entre lui et la masse ouvrière un rideau de gardes-chiourme composé d'employés serviles,

de contremaîtres et d'ingénieurs donnés comme exemple de réussite. L'« école spéciale » se chargeait de la reproduction de cette élite tout entière dévouée au système schneidérien. Si eux y étaient arrivés, pourquoi pas les autres ?

Uniformes, marches au pas et fusils de bois pour enfoncer l'ordre dans la tête des écoliers, messes pour s'assurer de leur morale.

\*\*\*

Dimanche 27 mars 1870, à l'arrivée de deux prisonniers transférés par train à Autun, mille cinq cents personnes accompagnèrent l'escorte jusqu'à la maison d'arrêt aux cris de « À bas les têtes de harengs ! À bas les porteurs de baïonnettes ! ». Les portes de la prison se refermèrent sur une grêle de pierres.

Les femmes voulurent en découdre le 1<sup>er</sup> avril. Le matin, elles firent rebrousser chemin à des hommes qui allaient travailler. Au quartier des Alouettes, elles tentèrent de faire quitter le travail à ceux qui triaient et lavaient le charbon au « dépôt des baraques ». Gendarmes et soldats reçurent des pierres.

La grève s'installait dans la durée, les chroniques étaient quotidiennes dans la presse locale et nationale. Benoît Malon, envoyé de *La Marseillaise*, ouvrier teinturier parisien membre de l'Internationale, arriva le 3 avril au Creusot et commença son reportage. Les ouvriers votèrent la poursuite de la grève le 7, salle du Théâtre.

Schneider avait reçu les délégués mineurs pour leur signifier qu'il ne céderait point ; il renvoya le fils d'un des délégués. Pour l'exemple.

Les arrestations se poursuivirent et au tribunal correctionnel d'Autun, comparurent les vingt-cinq mineurs accusés d'atteinte à la liberté du travail.

Augustin écoutait stupéfait les propos tenus par le procureur impérial : « Les événements du Creusot appartiennent à l'histoire dont ils seront l'une des plus sombres pages. Au milieu d'une population jusqu'ici dévouée et confiante, et devenue tout à coup ingrate, éclate une grève dont les causes sont inconnues. C'est la plus noire ingratitude contre une administration qui a épuisé ses efforts et prodigué ses budgets pour répandre le bien-être dans ce centre industriel que l'étranger admire, que la jalouse Angleterre nous envie, une administration qui a porté le taux des salaires à sa plus haute expression et qui remplit les écoles de trois mille enfants. »

Quel contraste avec l'appel lancé par les sections parisiennes de l'A.I.T. : « Travailleurs de tous les pays, tendons une main fraternelle aux mineurs du Creusot qui luttent avec tant de courage et d'abnégation pour notre cause à tous : l'affranchissement du travail ! »

La mine au mineur, la forge au forgeron. Mais la forge coopérative était trop difficile à organiser. Comment concurrencer Schneider ? La lutte économique était inégale.

Le 9 avril 1870, le verdict fut terrible : deux cent quatre-vingt dix-huit mois de prison distribués. Une condamnation à trois ans, quatre à deux

ans et quatre autres à dix-huit mois ! Joseph Alémanus prit quatre mois et cinq cents francs d'amende pour colportage. Le procureur impérial avait dit à son propos : « En colportant les journaux qui font la guerre la plus acharnée à l'administration du Creusot et aux principes économiques qui régissent la France, il faisait œuvre de haine. »

C'est sous les cris des femmes qui refusèrent de sortir que l'audience du 9 avril s'acheva.

Augustin sortit précipitamment du tribunal. Il fallait organiser quelque chose, on ne pouvait pas laisser passer cela ! Libérer les prisonniers, étendre la grève partout.

Le jeune homme courait dans les rues d'Autun, les yeux brûlants de colère. Il avait rendez-vous avec Assi. La fougue de ses seize ans eut raison des jambes du commissaire de police Dietz lancé à ses trousses. Assi, sous surveillance policière, était accusé de « complot contre l'Empereur », ainsi que d'autres membres de l'A.I.T.

## **8 janvier 2001**

Je galère sur le clavier du « 386 » que m'ont prêté les copains. Drôle d'époque que celle de 1870-1871 au Creusot, pas facile à cerner au début du troisième millénaire... Il s'en est coulé de la fonte depuis... Il y a eu une Commune au Creusot en 1871 ! Éphémère certes, mais une Commune quand même, comme à Paris avec les Insurgés contre les Versaillais !

Je n'ai jamais appris cela au lycée polyvalent du Creusot ! Ou alors, va savoir, je n'avais pas l'esprit pour le retenir à ce moment-là.

De l'étage, j'ai vue sur le puits et l'épave d'une Opel Ascona bleu métallisé. Il fait un froid humide et la maison est imbibée. Heureusement, je suis à l'étage, c'est sûrement plus sec qu'en bas, où il n'y a personne d'ailleurs. C'est bien la maison que j'avais vue en décembre. Je n'ai pas hésité longtemps ; la propriétaire n'a pas été trop difficile ni trop exigeante face à mes garanties de chômeur... Bail précaire et révocable, plus caution des amis, c'est parti. On est loin du luxe, même du confort au sens moderne, mais c'est meublé de trois chaises, une table et un sommier, frigo et camping-gaz récupérés par la solidarité... Qu'est-ce que je ferais tout seul ?

Je fais gaffe aux sous, je ne picole pratiquement plus et me roule mes clopes. J'ai gardé un peu d'ariégeoise, un reste de l'époque toulousaine, pour les « coups de calcaire ». Les quelques personnes qui me connaissent et que j'ai revues durant le mois de décembre n'ont pas arrêté de me bassiner avec cela : Toulouse ! Toulouse la ville du groupe Zebda... Zebda par-ci, Zebda par-là... Les Zebda candidats aux municipales sur la liste « Motivé(e)s »... Bref, 2001 l'odyssée municipale selon Zebda...

J'ai pris le mors aux dents l'autre soir... À x grammes d'alcool, j'ai cru faire de l'humour en gueulant que j'avais incinéré ma carte d'électeur depuis des années, et j'ai poursuivi avec tout un tas de trucs contre tous les pouvoirs assassins des

sans-papiers et torche-culs du patronat. Je venais de lire que le directeur de l'usine Schneider estimait en 1866 « qu'il est fort dangereux d'avoir des salaires exagérés... Car avec une population immorale, il faut payer non seulement la dépense du nécessaire, mais aussi celle du superflu. Le budget du vice vient s'ajouter à celui de la famille, et c'est presque toujours qu'arrivent alors, comme de tristes conséquences, les mécontentements, les réclamations et les grèves ». Je vivais toujours au XIX<sup>e</sup> siècle...

J'étais l'invité d'un ancien camarade de mon guérillero de frère, qui contrairement à lui, ne moisit pas dans une fosse commune au Nicaragua... Non ! Monsieur Pélaute, P.D.G. de PME est maintenant un socialiste sérieux en bonne position sur la liste de Robert Sancerre aux municipales. Et selon ce Monsieur, je ne fais qu'« observer et ricaner en prenant la pose » !

On s'est tellement engueulé que Claire, sa femme est partie se coucher. J'ai laissé la table et les bouteilles en vrac et j'ai filé rejoindre mon sommier à mailles de fer. Depuis, je n'ai dû boire qu'une ou deux bières.

Connard de Pélaute ! Faudrait pas qu'il me fasse trop chier maintenant celui-là !

Finalement, reprendre ce journal me fait parallèlement avancer dans mon polar, dix lignes d'un côté, dix lignes de l'autre, j'aurai peut-être fini avant d'être contraint de parasiter à 100 % mon entourage.

## IV

- Ben merde ! lança Adolphe Assi en repliant le journal, « la canne à la main sur la plage de Cannes », ils y vont fort ! La mer noire du charbon et de la fumée oui, voilà ce qu'on voit !

*Le Journal de Saône-et-Loire* de ce 12 avril 1870 écrivait qu'« Assi, l'entrepreneur en grèves se promène sur la plage de Cannes, en face des flots bleus de la Méditerranée ».

Ils étaient un petit groupe de cinq jeunes mineurs, ouvriers ou chômeurs autour d'Assi ce jour-là, sur la colline qui surplombe la plaine des Riaux. Clandestin, Adolphe logeait chez les uns, chez les autres. Augustin avait été arrêté et interrogé dans le but de localiser le leader ouvrier, ce qui avait eu l'effet inverse de celui escompté : la méfiance avait augmenté.

Cette situation n'allait pouvoir durer longtemps. La grève s'essouffait, malgré les solidarités financières ouvrières de Lyon, de Paris et même de Suisse ; les mineurs ne tiendraient pas longtemps. L'extension du mouvement aux métallurgistes ne s'était pas produite et les condamnations du tribunal d'Autun effrayaient. Les mineurs étaient de plus en plus nombreux chaque jour à redescendre « au fond ».

Le comité de grève se résigna à la reprise du travail le 15 avril. La grève avait duré vingt-trois jours et eut un écho national énorme. L'A.I.T. grossissait, les ouvriers Creusotins y adhérèrent en nombre. Cent ouvriers furent renvoyés.

L'Empire poursuivait sa fuite en avant. Il voulait prendre de vitesse le dépérissement évident de son pouvoir autoritaire afin de ne pas perdre le pouvoir tout court.

Sous la poussée de la contestation sociale, l'Empire avait dû lâcher du lest. Le parlement obtint un accroissement de ses prérogatives ; les députés pouvaient dorénavant amender un loi et interpeller le gouvernement. Les ministres devinrent responsables de leur politique devant le parlement. L'opposition s'engouffra dans la brèche et gagna un million quatre cent mille voix aux élections de mai 1869.

L'Empereur voulant reprendre la main, eut le réflexe plébiscitaire en posant une question au peuple, orientée de telle manière qu'il sorte consolidé de l'affaire.

«Le peuple approuve-t-il les réformes libérales opérées dans la constitution depuis 1860?», telle était la question soumise à plébiscite.

L'A.I.T. dénonça un choix faussé entre Empire parlementaire et Empire autoritaire, et fit campagne pour l'abstention.

\*\*\*

Le 31 avril 1870, au Creusot, Adolphe Assi et Jean-Baptiste Dumay furent les principaux ora-

teurs d'une réunion publique, au sujet du plébiscite. Assi prit position pour l'abstention. Le public l'avait reconnu et l'ovationna. Le commissaire Dietz, au milieu de deux mille personnes, n'osa intervenir.

Pas très loin du commissaire, quelques jeunes, dont Augustin faisait partie, étaient chargés de le surveiller.

Le 1<sup>er</sup> mai, le procureur impérial et le juge d'instruction arrivèrent au Creusot dans le but de faire procéder effectivement à l'arrestation d'Assi. Ce dont Dietz se chargea avec le capitaine de gendarmerie. Ils tentèrent de l'emmener prendre le train pour Autun. Mais le pont qui menait à la gare était impossible à traverser : une foule compacte empêchait tout accès.

Augustin rageait, il s'en voulait de ne pas avoir suivi Dietz depuis la sortie de la réunion, hier. Maintenant qu'Assi avait été arrêté et conduit au baraquement du régiment d'infanterie près de la gare, il allait être impossible de le délivrer.

Devant la détermination des Creusotins, un régiment de lanciers sur ses chevaux chargea la foule, qui riposta avec des jets de pierres.

La deuxième réunion contre le plébiscite, prévue pour le soir même, fut annulée.

« Oui, c'est la liberté avec l'Empire. Non, c'est la révolution. Électeurs votez oui ! », titra *Le Journal de Saône-et-Loire* le 7 mai.

Le 8, les « campagnes » permirent à une majorité de Oui de l'emporter au plébiscite. Au Creusot, le Non était majoritaire.

**9 janvier 2001**

J'ai acheté une mobylette ! Pour quasi rien, la mode est aux scooters. Une Motobécane bleue qui fonctionne impec. Et c'est tant mieux, car je serai bien incapable de la bricoler : à l'Usine en 1984, je triais des papiers. J'ai roulé avec pratiquement toute la journée. Toutes les rues du Creusot y sont passées, j'ai même poussé jusqu'à Montchanin, par la route derrière le lac. Les ouvriers de la forge faisaient ce trajet à pied à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour étendre la grève aux puits de mines.

À mi-journée, j'ai dû refaire le plein du mélange avec lequel carbure ce genre d'engin. Il y a des moments comme ça, tu fends la bise sur un vélomoteur, la bise est glaciale mais tu es invulnérable.

Montchanin, on dirait un cimetière, mais sous le décor, les entrailles fument, j'en suis sûr. Comme ailleurs la bête est vivante. Derrière ces murs gris mouillés, on jouit, on meurt et on s'étripe entre les deux... c'est fatal.

Ma propriétaire est venue en fin de journée voir si je ne manquais de rien. Je lui ai proposé un café et on a causé.

Je lui ai raconté des « demi-bobards », comme quoi je faisais une série d'articles sur la reconversion industrielle du Creusot pour une revue syndicale toulousaine ; j'ai promis de les lui faire lire en fin de séjour. Elle se prénomme Marie-Claude, elle

est fleuriste. Elle doit bien avoir la cinquantaine ou même pire, mais elle est loin d'avoir éteint les feux. Elle a allongé une de ses jambes sur la seule chaise libre. Une jambe musclée et puissante de sportive dans un collant d'hiver bleu pétrole... C'est de face que j'ai encaissé ce panorama.

Je ne me suis pas trop posé de questions, j'étais en rade sexuelle depuis pas mal de temps et l'euphorie de ma journée mobylette me poussait vers l'avant. Ma main gauche y est allée toute seule et au contact, j'ai reçu un coup dans la poitrine, comme quand j'avais quatorze ans avec Rose-Marie et que nos dents s'entrechoquaient. Bon Dieu !

Elle n'a pas laissé les choses refroidir et s'est penchée au-dessus de la table ronde. On s'est embrassé à bouches que veux-tu puis j'ai foncé. À genoux entre les deux chaises, j'ai fait glisser son collant, et sa culotte s'est enroulée avec jusqu'aux chevilles. Je n'ai vu que son triangle, alors j'ai plongé, à petits coups de langue puis comme un vorace, je l'ai fouillée. Avec mes cuisses, je retenais la chaise qui avançait en grinçant à chaque ondulation de bassin de Marie-Claude. Elle a joué en soulevant son cul d'un coup, sur la pointe des pieds, les mains agrippées au bord de la chaise. Le sang me battait dans les tempes et j'étais barbouillé d'elle jusqu'aux oreilles.

Je suis allé dans la chambre à côté pour me passer la tête sous l'eau. Je ne l'ai pas entendu partir, j'ai constaté qu'elle n'était plus là, c'est tout... Je me suis fini tout seul en fermant les yeux, pour ne pas voir ma tête dans la glace au-dessus du lavabo.

Je suis sorti dans le brouillard froid qui tient lieu de particules solaires aux rues du Creusot, et j'ai entamé vers 19 heures la tournée de bistrots capables de me guérir d'un cunnilingus sec.

1 à 0 pour la fleuriste.

## V

D'un point de vue purement politique, le plébiscite fut un succès. Mais la finance battait de l'aile, la crise était économique.

Il ne restait plus guère que la guerre pour permettre au pouvoir de durer encore un peu. La guerre pour éviter la révolution. « La guerre est nécessaire pour que cet enfant puisse régner », aurait dit l'impératrice en parlant de son fils, Eugène Louis. « Quelques cinquante mille hommes à sacrifier et les affaires seront relancées », ajoutèrent les spéculateurs de la Bourse.

La guerre est le fléau des peuples. Ce sont les peuples qui se font décimer dans les guerres pour les intérêts des puissants de toutes nationalités. L'A.I.T. en Prusse et en France en était bien consciente et ses déclarations publiques en témoignaient. Elle organisa le 15 juillet 1870 à Paris, une manifestation en faveur de la paix.

Au Creusot, une autre manifestation réunit le 8 août plusieurs milliers de personnes, en majorité des jeunes défilant aux slogans de « Vive la paix ! », « Vive la République ! ».

La foule chantait La Marseillaise en défilant avec le drapeau rouge, révélant ainsi deux conceptions de la République : celle des bourgeois républicains voulant sauvegarder l'ordre économique et

celle des socialistes révolutionnaires espérant une République d'abord sociale.

Jean-Baptiste Dumay, en posant sa candidature au conseil d'arrondissement contre Eugène Schneider, avait tenté de se positionner entre ces deux tendances ; il déclarait à cette occasion : « Il appartient au Creusot de provoquer un mouvement en faveur des candidatures ouvrières, car c'est un des moyens les plus efficaces que possèdent les classes laborieuses pour accélérer leur émancipation politique, d'où découlera forcément une amélioration sociale... ».

Si l'Empire avait pour se maintenir revêtu le costume du parlementarisme, il réprimait toujours la contestation sociale et populaire.

Suite à la manifestation du 8 août, Supplicity l'horloger et Gaffiot le vannier furent arrêtés, le père Alémanus les croisa, lui qui sortait tout juste de prison.

La situation économique des militants creusotins n'était guère brillante. Supplicity avait fait faillite, faillite provoquée par Schneider qui avait acheté un stock de montres à bas prix. Dumay, renvoyé après les grèves, s'essayait sans grand succès, au commerce de vaisselle.

Augustin suivit à Paris Adolphe Assi ; lequel Adolphe était à nouveau libre depuis juillet.

C'est dans de petits ateliers parisiens qu'il trouva de temps à autres de l'emploi. Rien à voir avec le monstre producteur international d'acier du Creusot. Les pièces fabriquées étaient beaucoup plus modestes en taille. Taraudage, ajustage et moulage occupaient les journées travaillées. Même

si cela n'était pas la forge coopérative rêvée avec Adolphe Assi, c'était déjà plus humain que l'usine Schneider ou l'immense raffinerie Say en banlieue.

Le Paris ouvrier, c'était celui des petits ateliers, ciseleurs, tapissiers, sculpteurs, mécaniciens, ébénistes, peintres sur vitraux. Il y avait l'autre Paris, celui des bourgeois à chapeau surélevé et des beaux quartiers du centre. Il formait, avec ses variantes, le Paris satisfait repu à la gamelle de l'Empire. Restait le Paris périphérique encerclant l'autre, rejeté en banlieue par les prix prohibitifs des logements.

Quand on travaillait, c'était douze heures par jour, hommes, femmes et enfants, pour respectivement trois francs, la moitié et le quart. L'hygiène déplorable à l'atelier, le taudis comme logis, entre les deux, le cabaret... Haussmann, engagé par l'Empereur, avait taillé dans le vif du vieux Paris et tracé de larges artères et boulevards d'où les barricades seraient bannies. On se rappelait de 1848.

\*\*\*

L'Empire déclara la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870.

En deux jours, les troupes prussiennes écrasèrent l'armée de Mac-Mahon et assiégèrent Metz. L'Empereur fut fait prisonnier à Sedan. Le pouvoir politique était vacant.

C'est Eugène Schneider qui présidait la séance du 4 septembre au corps législatif quand la foule envahit les lieux.

Il était loin de reconnaître le jeune homme qu'il avait reçu dans son bureau lors de la grève des métallurgistes en janvier au Creusot. Augustin hurlait avec les autres : « Vieux sapajou, gredin, assassin du Creusot, exploiteur des ouvriers ! ». Il vit Eugène pâlir et s'esquiver, tentant de fuir ces lieux devenus hostiles par le fond de la salle. Augustin regardait le vieil empereur industriel se faire défoncer le chapeau. Pas mécontent du spectacle.

Un certain Gambetta, député parisien de la gauche, disait qu'il fallait attendre les délibérations d'une commission ministérielle pour former un nouveau gouvernement. La foule criait : « La République ! ». Finalement, c'est à l'Hôtel de ville qu'elle devait être proclamée. Tout le monde s'y rendit et Gambetta, toujours lui, expliqua que seuls les députés de Paris étaient aptes à gouverner ! Du moment qu'on avait la République...

Un gouvernement de défense nationale émergea de ces combines. On monta un comité de vigilance dans lequel Augustin retrouva Benoît Malon, le journaliste de *La Marseillaise* rencontré lors des grèves du Creusot.

On y parlait beaucoup trop de défense nationale au goût du jeune homme. Il se mit en tête de retourner au Creusot. Ayant appris qu'Eugène Schneider s'était réfugié en Angleterre, tout devenait possible là-bas. Adolphe Assi s'engagea dans la Garde nationale.

**10 janvier 2001**

Un clodo dans son gourbi. C'est l'image que j'ai eu de ma carcasse ce matin. J'ai pu réparer un peu les dégâts dans la journée à coups de plâtre pour estomac, vitamines et Efferalgan ; mais ce n'est pas vraiment ça, mes jambes sont des poteaux de ciment. Je suis allé chercher ma mobylette ; hier soir, je l'avais accrochée aux grilles du lycée, elle y était encore.

Je me souviens avoir écumé les bistrots du quartier, j'ai commencé par le pub à bourgeois aux vitres teintées en jaune, puis enchaîné par les cafés des deux côtés de la rue en remontant vers la place. Il y en a un paquet, les immoraux sont nombreux.

Je n'ai reconnu personne et c'est tant mieux. J'ai le souvenir d'avoir discuté au comptoir de L'oval bar avec une épave de près de soixante balais qui liquidait sa préretraite au rouge ballon... Il me semble que je me le suis coltiné tout le reste de la soirée... Il travaillait aux laminoirs, un lieu où tu vois passer des machins en fusion sous ton pif toute la journée. La soif, c'est sûr. J'avais visité les laminoirs en 1979 et bien juré craché que c'était le truc à esquiver. J'ai aussi monologué pendant une éternité à propos de tout mon bordel de recherche, la Commune, la lutte dans Le Creusot en février-mars 1871... Et l'autre « laminé » commandait des *topettes*. Puis, plus rien.

## VI

« Monsieur le ministre et cher ancien collègue, ... les magistrats municipaux que vous instituerez peuvent compter sur un appui patriotique de ma part. »

C'était signé Eugène Schneider et adressé à Gambetta le nouveau ministre de l'Intérieur. Eugène Schneider préférait attendre en Angleterre que les choses se tassent.

\*\*\*

Sortant de la gare, Augustin traversa le pont sur lequel il avait manifesté quelques mois auparavant pour libérer Adolphe Assi. Les quelques sous qu'il avait gagnés à Paris lui donnaient une maigre avance, il allait devoir retrouver du travail. Il se dirigea vers la mairie ; le maire c'était Dumay maintenant ! L'opposant irréductible au « château Schneider » venait d'être nommé par le préfet.

Jean-Baptiste Dumay, le ver dans le fruit. Ancien élève des écoles Schneider, ouvrier, un pur produit du système paternaliste local, mais ingrat. Il se permettait de monter des comités républicains, de se présenter contre « l'Eugène » aux élections et se rapprochait de plus en plus des « partageux » du socialisme qui semèrent des troubles par

les grèves de janvier et mars 1870. Dumay était secrétaire de l'A.I.T. récemment créée au Creusot et avait tous les ingrédients requis pour basculer du côté des socialistes révolutionnaires. Mais il temporisait, jouait l'équilibre, essayant de tenir les deux bouts de la chaîne. En septembre 1870, il était davantage patriote que socialiste et soutenait la guerre contre la Prusse après avoir manifesté contre ! Comme beaucoup d'autres.

Augustin n'avait pas suivi Adolphe Assi dans la Garde nationale parce que la guerre, c'est toujours la guerre. Les ventres ouverts au soleil des champs de bataille. Et puis Augustin avait appris à lire avec des écrits internationaux : dans A.I.T., il y avait INTERNATIONALE. Il ne comprenait pas pourquoi un Allemand qu'on saluait quelques semaines plus tôt comme un frère, devenait aujourd'hui un ennemi !

De la gare à la mairie, le chemin fut vite parcouru. Augustin demanda à voir le nouveau maire aux deux gardes nationaux qui lui demandèrent de patienter. Qu'on le veuille ou non, le pouvoir avait changé de main, c'était tout de même délectable. Un des gardes lui annonça qu'il serait reçu par Supplicity, l'ex-horloger devenu commissaire de police.

Quand il ressortit des lieux, il était devenu employé de mairie républicain. La nouvelle commission municipale avait besoin de jeunes militants tels que lui ; tout était à faire. Schneider guettait pour récupérer son bien, on ne serait pas de trop pour faire face.

Les choses s'inversaient, maintenant que la guerre amenait les Prussiens sous les fenêtres de l'Usine. Henri Schneider, qu'Eugène avait laissé au Creusot, était maintenant prêt à payer un impôt de guerre pour garder son Usine intacte. Les républicains patriotes poussaient à la fabrication d'armes par l'Usine.

À la mairie, Augustin travaillait avec Louis Pillet, secrétaire. Renvoyé par la municipalité Schneider, il avait repris du service avec Dumay. Cet ancien élève du petit séminaire d'Autun proférait des idées anti-cléricales étonnantes au regard de son éducation supposée.

Antoine Lecoq, l'ancien instituteur, s'acquittait de la rédaction des proclamations de Dumay. Autour de Louis Pillet, se forma un petit groupe socialiste révolutionnaire. Augustin y retrouva quelques jeunes ouvriers libérés qui avaient été condamnés lors du procès d'Autun après la grève des mineurs en avril 1870.

Les réunions publiques se succédaient, les idées circulaient.

Si la question sociale était primordiale pour le groupe de Louis, la bourgeoisie républicaine s'employait à dévier les énergies vers la défense nationale. Déjà à Lyon, l'offensive révolutionnaire tentée après la proclamation de la République avait effrayé les notables républicains.

Le 4 septembre au matin, un jeune homme avait escaladé le beffroi de l'Hôtel de ville lyonnais, puis arraché le bleu et le blanc de l'emblème national. Le drapeau rouge flotta sur la ville ! Lyon connut alors une brève Commune révolutionnaire.

Les républicains petits bourgeois, escamoteurs de changements sociaux, en hâtèrent l'effacement, la soumettant par d'habiles combines à l'autorité centrale garante de l'ordre social.

\*\*\*

Au Creusot, en cette fin d'année 1870, la *faction Schneider* attendait son heure ; elle jouait en apparence la légalité républicaine. Elle avait dû céder un peu de son pouvoir politique avec la nomination de Dumay à la mairie. Elle n'entendait par contre, ne rien céder de son pouvoir économique. En novembre, cinq cents ouvriers se retrouvèrent au chômage, les travaux d'armement étant interrompus. Dumay écrivit au préfet : « La misère augmente le nombre de mécontents et nous pouvons être menacés d'une émeute, je le prévois et j'ouvre autant que possible la soupape du mécontentement. »

Puis vinrent les élections législatives de février 1871. Une nouvelle majorité conservatrice composée de monarchistes divers fut élue par « les campagnes » qui craignaient la poursuite de la guerre.

L'armistice fut signé le 28 janvier.

Menotti Garibaldi évacua le département de la Côte-d'Or en laissant au Creusot, à la demande de Dumay, quatre mille fusils et des milliers de cartouches pour armer la Garde nationale. Il fallut transporter le stock de poudre et de cartouches dans une petite maison près du cimetière, l'ancien lieu de stockage étant la cave de la mairie, juste au-dessous du bureau de Dumay. La proximité des

barils de poudre et le danger qu'ils représentaient effrayèrent les habitants du quartier qui réclamèrent leur déménagement. Alémanus fils, en tant que porte-drapeau de la Garde nationale accomplit cette tâche avec l'aide d'Augustin. Une partie de l'armement fut stockée chez Alémanus puisqu'il était chargé d'en faire la distribution.

Les armes commençaient à revêtir un caractère d'utilité dans l'esprit du jeune paysan devenu ouvrier. la guerre pouvait devenir sociale.

Les internationalistes envoyèrent Gaffiot à Lyon pour y porter et collecter des informations.

Dumay était de plus en plus tiraillé entre ordre et révolution. Il était républicain mais connaissait la misère de la condition ouvrière. L'ordre qu'il maintenait jouait-il en faveur de la République ?

Les réactionnaires locaux liés aux Schneider, qui avaient tenté à plusieurs reprises de le discréditer auprès du gouvernement de Gambetta, se préparaient à reprendre complètement les commandes avec le gouvernement monarchiste de Thiers.

Les camps se distinguaient de plus en plus nettement. Le comité républicain devint « républicain socialiste » et adopta le 21 février, en réunion publique, une résolution qui affirmait qu'« afin que la République ne soit pas escamotée... tout citoyen doit conserver ses armes et se tenir prêt à défendre le principe républicain avant toute chose ».

À ces propos Antoine Lecoq aurait ajouté : « Il n'y a que le premier cadavre qui coûte, une fois qu'il est étendu dans la rue, le reste devient facile. »

Louis Pillet parlait de « transformation des églises en écoles, expulsion des communautés religieuses, remise en cause de la propriété ».

Un certain Jean-Claude Trépeleau ne voulant pas être en reste, proposa quant à lui, le pillage.

## **12 janvier 2001**

J'en ai encore rêvé.

C'était en mai 1981. Je ne me souviens plus de la date exacte ni du nom de celui qui présentait le journal télévisé que je regardais. En revanche, je me rappelle très bien les deux informations qui remplissaient l'actualité, enfin les deux choses importantes pour moi : Bob Marley venait de mourir et Patrick, mon frangin, passait à la télé !

J'en étais encore à me lamenter sur la disparition de Bob le rasta quand Patrick apparut en gros plan, souriant à la caméra, le torse bardé de cartouches et le fusil-mitrailleur sur l'épaule. Ses longs cheveux frisés dépassaient largement d'une casquette vert de gris. Puis on le voyait s'éloigner dans la jungle (ce devait être la jungle, des grandes feuilles vertes partout...). Il marchait avec une colonne de gars habillés de kaki. Ce fut assez fugace comme image, mais cela avait suffi pour que je le reconnaisse. J'ai entendu le présentateur commenter les images en évoquant la révolution sandiniste au Nicaragua et la guérilla « Contras » soutenue par les USA, qui tentait de la renverser. Voilà pourquoi mon super grand frère crevait

l'écran ce jour-là : pour défendre une révolution en Amérique du Sud !

Je le croyais encore chez les hippies des montagnes. Il avait effectué un rapide retour au Creusot à la fin de l'année précédente, séjour pendant lequel il avait juste eu le temps de me piquer ma copine en l'abreuvant de fariboles sur les communautés des Cévennes et la liberté que procurent les mamelles de chèvres alternatives...

J'en ai encore rêvé et j'ai marché toute la journée pour en effacer le souvenir, ce qui ne fonctionne jamais, bien sûr ! Quand tu marches tu ne fais que penser.

Une bonne grosse marche dans ce bon gros Creusot : de La Croix Menée aux Quatre Chemins, vlan ! Tout droit ! Puis des Quatre Chemins à La Mouillelongue par les petites rues derrière, zig et zag ! Et la traversée de la résidence du Lac à Torcy, pour finir par le tour du lac dans la foulée, globe, trotte !

Arrivé au bar-restaurant de La Rotonde, il me restait la digue à traverser pour rejoindre la route qui retourne en ville. Il était 18 heures, la nuit s'était installée. Alors j'ai commandé un demi et téléphoné à Alain qui est venu me tirer d'affaire en me ramenant tout crotté dans mon meublé.

J'ai fait deux œufs au plat et ouvert une boîte de haricots, puis je me suis replongé dans les mémoires de Jean-Baptiste Dumay que Marc a réussi à me retrouver. Ce sont des photocopies, le livre est depuis longtemps épuisé. Sur la première page il y a le tampon de la « Bibliothèque Sainte-Geneviève » ! Dumay l'anti-clérical, qui voulait

soustraire son fils aux séances de prières,  
obligatoires dans toutes les écoles autour de 1880 !  
Dumay qui fit enterrer civilement sa fille de quatre  
mois déchaînant la haine des cléricaux ! Et bien,  
Sainte-Geneviève perpétue son souvenir !

Allez, dodo ! La marchande de fleurs n'est pas  
passée...

## VII

L'armistice, c'est temporaire. Ni guerre, ni paix. On bascule facilement d'un côté ou de l'autre selon les événements.

Le 26 février 1871 à 22 heures, la foule se pressait sur la place de la mairie du Creusot, l'armistice devant se terminer à minuit. La dépêche du ministère de l'Intérieur annonçant que les préliminaires de paix étaient signés fut communiquée.

On entendit « Vive la République, vive la paix ! », on entendit aussi « Vive la guerre ! ».

- Merde, les gros pourris s'accrochent à la mangeoire, dit Louis Pillet s'adressant à Augustin.

- À bas les prêtres ! gueula celui-ci.

Louis déchargea son fusil en l'air.

- C'est le moment, dit-il, on peut pas laisser les bourgeois ramasser la mise. Aux armes !

Les deux camarades parcoururent la foule et eurent tôt fait de regrouper ceux qui ne voulaient pas laisser les choses en l'état.

- On va faire sonner toutes les cloches de ces putains d'églises et réveiller toute la ville, s'enhardit Augustin.

- Et hisser le drapeau rouge sur la mairie, ajouta Jean Poisot, l'un des leaders de la grève des mineurs en mars.

Louis et Augustin partirent en direction de l'église Saint-Charles où ils se firent remettre les clés par le curé. Le tocsin sonna un bon moment, Louis semblait infatigable.

Un autre groupe arriva à l'église, des soldats garibaldiens mêlés à des ouvriers.

- Y'en a qu'ont tiré sur Dumay, cria l'un deux.

- Ça, c'est une connerie, répondit Louis.

- Il a rien ; le commissaire Supplicity a réussi à détourner le coup, ajouta l'un des soldats.

- Il faut qu'il choisisse maintenant Jean-Baptiste, les ouvriers ou Schneider, dit Augustin.

- Il a choisi, répondit l'un des ouvriers. On a essayé deux fois de hisser le drapeau rouge sur la mairie et Maître, le commandant de la Garde, l'a arraché. Dumay veut rester maire, c'est tout !

Le groupe sortit de l'église et se retrouva alors dans l'obscurité la plus complète. Le gaz avait été coupé !

Il se dirigèrent vers une autre église de la ville et purent apercevoir en chemin un groupe qui arrachait les devantures de magasins ; d'autres individus criaient qu'il fallait aller à Montchanin pour soulever les mineurs.

La porte de l'église avait déjà été attaquée à la hache et le tocsin sonnait.

Il était tard quand une énorme explosion se fit entendre.

- La vache ! dit Louis, qu'est-ce que c'est ?

Augustin finissait le litre qu'il avait commencé plus tôt dans la nuit, il avait les yeux brillants.

- Qu'ils crèvent tous, finit-il par dire.

La charge explosive devait être placée sous la voie, au passage à niveau situé à la limite des communes de Torcy et Montchanin, à quatre kilomètres du Creusot. La dynamite était à peine installée qu'elle explosa. L'erreur de manipulation fut fatale à sept personnes dont le cheminot qui guidait la troupe. Une tête fut retrouvée à plus de cinquante mètres du lieu de la déflagration. Six autres personnes furent blessées.

Qui était vraiment visé ? D'éventuelles troupes allemandes venues de Dijon détruire l'usine du Creusot si les préliminaires de paix n'étaient pas signés ? C'était la version officielle et militaire. Les manifestants mobilisés cette nuit qui seraient montés dans les vingt wagons d'un train à destination de Montchanin ? C'était la version de Dumay. Il ne manquait pas d'argument : son adjoint avait constaté la présence d'un convoi prêt à partir en gare du Creusot. Des manifestants avaient même crié : « Tous à Montchanin pour soulever les mineurs ! »

Dumay défendait un ordre républicain précaire depuis le 4 septembre. Plus encore depuis les dernières élections. La *faction Schneider* était prête à profiter des troubles pour justifier une répression qui rétablirait sa suprématie. La coupure du gaz pouvait très bien rentrer dans ce plan, l'explosion sous les voies aussi.

Dumay lança un appel au lendemain de l'« émeute » contre « les ivrognes et les insensés qui sont tombés dans le piège qui leur était tendu, et ont déshonoré la République en commettant en son nom des actes stupides et grossiers ».

C'était oublier que l'émeute du 26 février prenait sa source dans les désillusions de la population ouvrière, qui ne voyait pas venir de changement notable dans sa condition, ni avec Dumay à la mairie, ni plus largement avec cette République.

\*\*\*

Il fallut l'insurrection parisienne du 18 mars et la proclamation de la Commune de Paris pour que Dumay comprenne : pour que vive la République, elle devait être sociale ! Les manifestants du 26 février au Creusot avaient juste un peu d'avance sur cette prise de conscience.

D'ailleurs les événements se précipitaient : Dietz était rétabli dans sa fonction de commissaire de police. L'appareil judiciaire, resté aux mains des juges de l'Empire, refusait de poursuivre les agents provocateurs qui avaient tenté de récupérer le mouvement du 26 février. Une nouvelle force de gendarmerie arrivait au Creusot. Louis Pillet était renvoyé de la mairie, avec Augustin.

Pignant, le médecin de l'Usine, inféodé à Schneider, écrivit au préfet le 21 mars, lui recommandant la prudence en « évitant soigneusement l'installation d'une nouvelle municipalité... qui pourrait ressembler à de la provocation ». Maintenant que Paris s'était soulevé, la bourgeoisie voulait garder Dumay dans le camp de l'ordre. Elle était prête pour cela à le ménager temporairement, laissant passer la menace que représentait un éventuel ralliement des dix mille ouvriers creusotins à l'insurrection parisienne. C'est ce qu'exprimait

Pignant dans la conclusion de sa lettre : « Nos purs doutent encore, ils sont forts hésitants ; gare à demain s'il nous arrive nouvelle que M. Assi gagne du terrain. Assi, président du comité qui dirige les affaires de la capitale ! Ah ! Parisiens vous méritiez bien cela. » Adolphe Assi, faisait encore parler de lui, prenant une part active dans la Commune de Paris...

Adolphe Thiers télégraphia au préfet le 22 mars : « Répétez aux populations que la République n'est menacée ni par le gouvernement ni par l'Assemblée nationale et que si elle court un danger c'est par les anarchistes seuls. Déployez toute votre énergie pour le maintien de l'ordre, garantisiez au maire du Creusot toute la reconnaissance du gouvernement si l'ordre est maintenu... ». Thiers essayait d'acheter Dumay.

\*\*\*

Le préfet n'en avait pas moins besoin de plus d'informations. Il reçut Trépeleau sur les conseils du commissaire Dietz :

- Monsieur Trépeleau, le commissaire Dietz me dit que vous savez écrire !

- Oui m'sieur l'prefet, mais où est Dietz ?

- Je l'ai finalement envoyé à la frontière Suisse à Fernay. Il y avait un poste libre. La population du Creusot risquait de mal réagir s'il était maintenu à son ancien poste.

- Alors, qu'est-ce que je dois faire ?

- M'écrire des renseignements sérieux pour cinq, dix ou vingt francs, selon leur importance, sous enveloppe cachetée et postée.

- Comment je recevrai l'argent ?

- Monsieur Collongue, commis des contributions directes au Creusot que vous connaissez bien, s'en chargera.

- C'est tout ?

- Oui.

### **13 janvier 2001**

J'ai lu toute la matinée. J'ai commencé au chaud dans mon duvet avec des poèmes de Jim Harrison, *Théorie et pratique des rivières*, parmi lesquels j'ai retenu celui-ci :

*Je me suis mis en garde toute la nuit,  
mais à mi-chemin entre mes deux oreilles  
je me suis tourné vers les cieux  
et j'ai touché au plus haut de mon crâne  
De là je puis bien aller  
partout où j'en ai envie et je n'ai jamais  
retrouvé mon chemin.*

Je l'ai appris par cœur et répété en me faisant un café, puis je l'ai recopié sur une feuille de carnet et scotché sur la porte. Ça m'a fait un bien fou et servi d'os à ronger pendant un quart d'heure au moins. C'est Marc qui m'a sorti de ma béatitude. J'ai fini par l'apercevoir sur le trottoir me faisant

de grands signes ; lui m'avait vu, collé à la fenêtre. Il voulait m'inviter à déjeuner ce midi.

Marc m'a laissé entendre que les Creusotins, par méfiance justifiée des mouchards au service de l'Usine, avaient planqué des documents et peut-être même des armes pendant l'année 1871. Il va chercher de ce côté. On a discuté de tout cela au restaurant puis aussi de la marchande de fleurs, celle qui me laisse lui lécher la sienne. Marc n'était même pas surpris ! Je le soupçonne d'avoir bu aussi au même calice.

Marc a tout payé, merci vieux ! J'ai allumé un petit pétard après le repas, je l'ai fumé discrètement dans la rue en faisant gaffe à ne pas croiser les tuniques bleues.

Dans l'après-midi j'ai fait un tour de mobylette jusqu'au quartier de la caserne des pompiers. Il y a là-bas un décor de polar que j'avais repéré avec Jérôme : un vieux bus rouillé, une baraque abandonnée, des bennes en fer devant des ateliers déserts numérotés... J'y retournerai, il faut que je m'en imprègne.

## VIII

Augustin habitait chez Alémanus fils depuis son retour de Paris. Il l'avait aidé à confectionner des cartouches, déménager les armes laissées par Menotti Garibaldi. Des armes, il y en avait maintenant un peu partout. Le dépôt de la maison du cimetière ne fut surveillée que durant deux semaines. Un froid sibérien eut raison des tours de garde. Augustin s'était constitué chez Alémanus une réserve personnelle. Il ne devait pas être le seul à avoir procédé de la sorte.

La paix signée avec la Prusse ressemblait à une volonté de restauration de l'ordre ancien et était vécue comme une trahison.

Les insurgés parisiens organisés en Commune, élirent leurs propres représentants et gardèrent avec vigilance leur arsenal militaire. Thiers avait en effet déclenché l'insurrection le 18 mars en voulant enlever aux Parisiens les canons en leur possession. Il avait dû fuir à Versailles.

Il y avait dans Paris deux cent mille gardes nationaux en armes ; on avait distribué quatre cent cinquante mille fusils et deux mille canons avec leur approvisionnement en poudre et projectiles divers.

Dumay bascula enfin du côté des socialistes révolutionnaires. Le succès de l'insurrection pari-

sienne l'avait décidé. D'autres villes entraient en dissidence, en particulier Lyon et Saint-Étienne ; Le Creusot et ses milliers d'ouvriers ne pouvait être en reste.

Le 24 mars au soir, le comité républicain socialiste organisa une réunion publique, salle du théâtre Armand, durant laquelle on évoqua la menace de révocation de Dumay, la tentative de réinstallation du commissaire Dietz, la révocation des préfets et sous-préfets républicains et l'installation de l'Assemblée nationale dans la ville monarchiste de Versailles.

Une seconde réunion publique eut lieu le lendemain. Albert Leblanc, envoyé par la Commune de Paris pour soulever la province, déjà passé à Lyon et Saint-Étienne, y tint ces propos : « De même que la révolution de 1789 et 1793 a affranchi la bourgeoisie, de même il faut que le prolétariat soit affranchi en 1871, le drapeau rouge est devenu le véritable drapeau national. »

Même Dumay qui lui succéda à la tribune était galvanisé. Il expliqua que la Commune était l'arme la plus efficace pour sauver la République. On cria « Vive la révolution ! ».

Louis Pillet marmonna : « Cette fois-ci, l'Jean-Baptiste, y peut plus r'culer ! »

Après la réunion, on mit au point en comité restreint les détails de la proclamation de la Commune. Ce serait pour le lendemain. Comité pas si restreint que cela. Jean-Claude Trépeleau tentait de tout mémoriser afin d'alimenter ses lettres au préfet.

Le dimanche 26 mars 1871, après quelques gesticulations entre militaires voulant empêcher le drapeau rouge de flotter et gardes nationaux voulant pénétrer dans la mairie où les attendait Dumay selon le plan échafaudé la veille, la Commune fut proclamée au Creusot. Aucune cartouche ne fut tirée.

Une trentaine d'individus avaient accepté de faire partie de cette Commune qui remettrait son pouvoir après des élections organisées le dimanche suivant, sans autorisation préfectorale bien sûr... Alémanus, Pillet et Gaffiot figuraient sur la liste.

Lors de la proclamation, Albert Leblanc avait esquissé le programme de la Commune : « La Commune, c'est la suppression des gendarmes, des ministres, des préfets. Il faut que le travailleur jouisse à l'avenir de tout le bénéfice de son travail, aujourd'hui absorbé par un seul individu... ».

Le soir du 26 mars, Augustin se rendit au rendez-vous « secret » du café Pelletier afin de préparer la prise du télégraphe, de la poste et de la gare. Mais au lieu des six cents hommes attendus, seuls vingt se présentèrent. Les bâtiments visés étaient d'ailleurs déjà occupés par la troupe. Le bois de Chanliau devant servir de lieu de rassemblement aux insurgés fut ratissé.

\*\*\*

Le lendemain, 27 mars, la Commune n'existait plus. L'affiche devant la proclamer n'avait pas eu le temps de sortir de l'imprimerie !

Si ce matin-là, les ouvriers retournèrent au travail docilement, la sortie des ateliers fut plus agitée. Des nouvelles concernant les perquisitions et la recherche des communards se répandaient. Dans la soirée, un millier de manifestant voulurent ramener Dumay à la mairie ; la troupe chargea dans le quartier des Riaux où il habitait.

Jugeant que le moment était venu d'en découdre, Augustin partit chercher des armes chez Alémanus ; il revint dans le quartier avec plusieurs fusils à piston sur les épaules, les poches bourrées de cartouches. Les groupes de manifestants criaient des slogans hostiles au préfet, à Thiers.

Certains dissuadèrent Augustin *in extremis* de faire usage de ses armes. On ne voulait pas faire parler la poudre. « À quoi servaient alors toutes ces cartouches, bordel de Dieu ! »

À un moment, un groupe de cuirassiers chargea Augustin et les quelques compagnons autour de lui. Il dut s'enfuir par une rue adjacente, ses fusils en travers des épaules, poursuivi par deux cavaliers. Pas facile de courir avec les fusils de Menotti Garibaldi sur le dos...

Augustin martelait de ses sabots la rue Chaptal. Écumant de rage, hurlant tout en courant, il bifurqua soudainement à travers le bois des Teurêts. Peu après les cavaliers abandonnèrent la poursuite, préférant se rabattre sur des prises plus faciles, en l'occurrence les manifestants qui essayaient de rejoindre le centre-ville.

Quand il fut sûr d'avoir semé les deux militaires, Augustin jeta les fusils sur le côté et s'écroula les bras en croix, épuisé.

Il se passa un bon moment avant que le jeune homme n'ait repris son souffle et retrouvé les forces et la volonté pour reprendre la route. Depuis plus d'un an, il menait une drôle d'existence mais n'en avait pas clairement conscience ; pour lui, tout cela était dans l'ordre des choses. Les grèves, la lutte de ces derniers jours. Il vivait pourtant des heures qui le marqueraient pour le restant de sa vie. Plus tard, il mettrait des idées, forgerait des concepts là-dessus. Plus tard, le présent était autrement plus physique.

Augustin s'était construit un argumentaire simple qui guidait ses choix : on travaillait pour produire des richesses, il fallait que tous en profitent à égalité. Ceci signifiait la disparition de l'exploitation des uns par les autres. Comme les exploités en question tenaient à leurs privilèges, il était donc fatal de les affronter, armé s'il le fallait. D'ailleurs, Augustin pressentait de plus en plus que la période où le plomb et la poudre ponctueraient les mots s'ouvrirait bientôt. Ce soir, il s'en était fallu de peu, comme le 26 février. Il fallait conserver les armes dans ce but.

Augustin se remit en route et peu après reconnut l'endroit où il se trouvait : derrière la cabane de La Combe des Mineurs dans laquelle il avait eu son premier « rapport » avec une prostituée !

Il pénétra dans la cabane : il avait l'idée d'y cacher les fusils et les cartouches. Il ressortit avec une pelle et un grand morceau de toile, emballa le tout et l'enfouit sous cinquante centimètres de terre, quelques mètres environ au large de la cabane. Il lui faudrait revenir les jours prochains

pour éviter que l'humidité ne détériore trop le matériel, trouver une autre solution.

Augustin reprit le chemin du centre de la ville, en effectuant un large détour. Le Creusot semblait avoir retrouvé son calme de la journée. Il se dirigea vers la brasserie du fils Alémanus. En chemin il put lire sur une des nombreuses affiches que le préfet avait fait placarder : « Vous êtes trompés par des intrigants étrangers à votre pays et qui sont venus vous apporter de fausses nouvelles... ». Comme Eugène Schneider pendant les grèves, le pouvoir politique maniait le chiffon rouge de l'étranger.

\*\*\*

Alémanus fils ne s'était pas couché. Comment aurait-il pu trouver le sommeil dans un moment pareil ?

C'est donc assis dans sa salle de café qu'Augustin le retrouva. Alémanus semblait attendre que les valets armés du préfet viennent l'arrêter, car il sursauta quand Augustin frappa au carreau.

-Rentre vite Augustin, ils ont déjà arrêté Jean-Baptiste, y va pas tarder qu'ce soit not'tour.

Augustin vint s'asseoir à la même table. Raisonnablement fataliste, si arrestation il devait y avoir, arrestation il y aurait, qu'est-ce qu'on pourrait y faire ? Mais si Alémanus, impliqué comme il l'était dans le mouvement communaliste du Creusot était toujours libre, c'est que le préfet souhaitait temporiser. Le soulèvement populaire qui n'avait pas eu lieu avec la proclamation de la

Commune pouvait très bien s'imposer maintenant en réaction à une répression trop hâtive. Comme cette nuit.

- Ben, t'as rien à boire, Alémanus ? J'ai pas envie d'être menotté l'estomac sec, grogna Augustin.

Le fils Alémanus partit chercher une bouteille de « goutte », il fallait bien cela.

Les deux jeunes hommes entreprirent de vider le flacon avec application, sans se presser, se racontant « leur nuit ».

- Bon, dit brutalement Alémanus, t'as raison, faut planquer le plus de munitions possible, on va faire c'qu'on a fait l'aut'fois, mais à l'envers.

- T'es pas très clair, lui répondit Augustin, c'est toi qu'es à l'envers...

- Tais-toi gamin, écoute moi, on a fait des cartouches l'aut'fois non ?

- Ben oui, si les gendarmes le demandent, on dira qu'c'est nous, c'qu'on a fait, on l'a fait !

- Bordel, t'es saoul comme pas possible, écoute bien, les cartouches on va les défaire !

\*\*\*

Facile à dire, défaire les cartouches ! Surtout avec ce qu'ils avaient bu tous les deux !

Le but de la manœuvre imaginée par Alémanus, c'était de séparer le plomb de la poudre, faire fondre l'un pour envelopper l'autre : la poudre serait conservée dans le plomb.

Le travail dura jusqu'au petit matin et Alémanus moula plusieurs boîtes plombées.

Augustin repartit au petit jour avec un sac de toile goudronnée dans lequel il avait enfoui quelques-unes de ces boîtes. Alémanus se chargeait de cacher le reste chez son père.

Quelques mètres après être sorti de la brasserie, Augustin tomba nez à nez avec Jean-Claude Trépeleau.

- Augustin, il faut fuir, Gaffiot est parti en Suisse, Dumay aussi... C'est foutu, lui dit Trépeleau visiblement nerveux...

- Attends-moi chez Alémanus, je reviens, lui répondit Augustin.

Celui-ci eut tôt fait de retrouver la cabane et la cache improvisée la veille. Il déterra les fusils qu'il enveloppa avec les boîtes dans le sac goudronné.

Augustin allait repartir avec son chargement quand une voix qu'il reconnut le figea !

- Revoilà l'puceau de l'an dernier, qu'est-ce'tu manigances là ?

- J'ai pas vraiment le temps là, Cécile, je m'en vais.

Il n'avait pas oublié son prénom, il lui était revenu tout seul.

- Couche-toi ! lui ordonna la jeune femme.

La patrouille passa sur le chemin en amont, sans les voir.

- Tu veux aller loin avec ton arsenal ?

- Je verrai, répondit crânement Augustin, comprenant que Cécile savait ce que le sac contenait.

Il ajouta, n'ayant plus rien à lui dissimuler :

- Je vais chercher une cachette sûre.

- Viens ! lui enjoignit-elle.

La porte de la cabane était ouverte et Augustin eut soudain chaud aux oreilles en y pénétrant... Le souvenir de l'étreinte passée.

Après avoir déplacé l'établi et creusé un peu la terre, Cécile ouvrit une trappe au sol. Augustin décida de lui faire confiance et le sac disparut dans cette petite cave.

Quand il arriva à la brasserie, Trépeleau ne s'y trouvait pas. Alémanus lui dit l'avoir fait fuir par une autre sortie, après qu'une patrouille de cavaliers eut stoppé devant la brasserie. Trépeleau lui avait laissé une enveloppe à poster. Alémanus s'attendait à être arrêté, il n'en fut rien à sa grande surprise. Les autorités temporisaient toujours, de peur d'un soulèvement réactif.

Jean-Claude Trépeleau était parti, on ne savait où. Probablement en Suisse, comme les autres. Alémanus voulait rester, pour lui la lutte continuerait au Creusot.

Augustin n'y croyait plus : on avait épargné l'Usine au profit de la conquête de la mairie.

Les Creusotins n'avaient pas marché en masse. Au fond d'eux-mêmes, ils avaient ressenti que le pouvoir municipal n'apportait aucune alternative à leur exploitation à l'Usine.

Alors Augustin partit à Paris, là où la Commune tenait encore ; il n'était pas encore résigné.

Le préfet avait tenté d'acheter Dumay dans la nuit du 26 au 27 mars 1871, suivant en cela les instructions de Thiers. Dumay avait accepté une place honorable à Mâcon, puis s'était ravisé en allant faire ses adieux à sa famille, comme on lui

en avait donné l'autorisation. Il prit la fuite, se cacha au Creusot.

Trépeleau avait écrit l'adresse de la préfecture sur son enveloppe.

Après avoir ouvert l'enveloppe et lu les lettres qu'elle contenait, Augustin la fourra dans sa poche.

### **30 janvier 2001**

Il est 2 heures du matin. L'impossibilité de dormir me fait reprendre ce journal. Déjà deux mois de séjour au Creusot. J'ai à la fois l'impression d'avoir pas mal bossé et celle de « patiner grave » comme disent les ados du XXI<sup>e</sup> siècle.

J'alterne les moments de pure frénésie et de marasme condensé. Mais j'aime bien ce côté « jouir de la situation, on verra après ». Serais-je devenu « situ » ? Comme ce vieux Raoul Vanegeim ? Les situationnistes, c'était de grands buveurs de rouge paraît-il...

## IX

Une à une elles avaient succombé... Les Communes de province avaient au mieux duré quelques jours. Marseille, Lyon une deuxième fois, Saint-Étienne, Toulouse, Le Creusot...

Du 24 au 29 mai 1871, le Paris communal fut massacré dans l'ignoble tuerie de trente mille personnes. Ce qui permit à Thiers d'affirmer « qu'on en avait fini pour longtemps avec le socialisme ».

La chasse aux communards en fuite commença. Ceux qui, originaires du bassin minier, avaient participé à la Commune de Paris, furent particulièrement traqués : Adolphe Assi fut déporté avec tant d'autres vers la Nouvelle Calédonie. En 1873, deux autres « régionaux » furent condamnés à mort par contumace ; ils avaient fui vers l'Angleterre et la Suisse. Augustin fut condamné à la déportation en enceinte fortifiée malgré son jeune âge. La Suisse l'accueillit.

La justice de l'ordre fut plus clémentine pour les révoltés creusotins restés sur place. Le procès de la Commune du Creusot eut lieu en trois fois. Bontemps et Lecoq furent relaxés lors de la deuxième session en septembre 1871. Ceux qui avaient fui empilèrent les condamnations par contumace : Dumay eut droit aux travaux forcés à perpétuité, Trépeleau et Gaffiot à la déportation

dans une enceinte fortifiée. Louis Pillet fut amnistié et partit pour Lille. Alémanus, accusé de détention d'armes de guerre, fut aussi amnistié. Dumay avait écrit une lettre au tribunal depuis son exil suisse dans laquelle il expliquait qu'en tant que porte-drapeau de la Garde nationale, Alémanus était habilité à détenir et distribuer armes et munitions.

Le double jeu auquel se livrait le mouchard Trépeleau continuait ; la condamnation dont il écopa lui servit de couverture. Avant de passer en Suisse, il alla chercher de nouveaux ordres auprès de son ami le commissaire de police Dietz, nommé depuis peu à la frontière, à Fernay.

\*\*\*

L'A.I.T. fut interdite en France par une loi spéciale, la loi Dufaur. En Suisse, en Belgique, en Angleterre, les proscrits s'étaient regroupés et le débat sur les méthodes et objectifs du mouvement révolutionnaire les divisa après l'échec de la Commune.

Le 12 novembre 1871, la Fédération jurassienne de Suisse de l'A.I.T. lança un appel à la « rébellion » contre le conseil général de cette même A.I.T. qui siégeait à Londres sous l'influence de Karl Marx. Le conseil était accusé de vouloir faire de l'Internationale une « organisation hiérarchique et autoritaire de sections disciplinées ».

Le congrès de La Haye en septembre 1872 marqua la scission entre les « autoritaires » marxistes et les « anti-autoritaires » jurassiens.

Les différents politiques de l'A.I.T. n'épargnèrent pas les communards exilés.

Jean-Baptiste Dumay, Gaffiot et Malon adhérèrent à la Fédération jurassienne. Malon que le conseil général de Londres avait voulu exclure avec Guillaume et Bakounine, fut insulté lors d'une réunion particulièrement agitée. Les Suisses « modérés » de l'A.I.T. disaient « ne pas avoir besoin des Français qui laissent derrière eux des traînées de sang et de cadavres ».

En exil, il fallait trouver du travail. Malon écrivit et put vivre de sa plume militante après avoir essayé la vannerie avec Gaffiot et Dumay. Le commerce de Gaffiot ne put nourrir tout le monde. Pour Dumay les embauches temporaires se succédèrent : fabriquant de ressorts de montre et de lits en fer, ouvrier chez de petits patrons pour divers travaux de mécanique. Il put s'établir durablement, seulement après avoir été embauché comme mécanicien au percement du tunnel de Saint-Gothard, grâce à ses relations.

L'ancien commissaire Dietz employa Trépeleau à la recherche des proscrits français et même le « prêta » à d'autres commissaires pour accomplir cette besogne.

Malgré fonds secrets et combines diverses, le gouvernement de Thiers ne put obtenir qu'une seule promesse d'extradition de la part de la Fédération helvétique. Dietz, informé par Trépeleau de l'adresse d'un proscrit lyonnais

organisa une dispute afin de le faire arrêter pour délit de droit commun. Le dénommé Chol devait être extradé, mais le délai de détention expira avant l'envoi de la demande d'extradition par la France ! Chol fut libéré et disparut. Le commissaire Dietz écrivit tout de même à sa hiérarchie : « Je saurai au juste où va Chol et vous le dirai... ». Sans résultat.

Après une mobilisation de l'A.I.T. suisse pour contrer d'autres tentatives, le droit d'asile fut réaffirmé et les proscrits français purent rester en Suisse sans se faire inquiéter. Il n'y eut que les catholiques pour s'en offusquer.

L'exil dura huit ans.

Eugène Schneider revint dans « son » Creusot où son fils Henri venait d'être élu maire. La pression avait été énorme entre les deux tours de scrutin, à la fin du mois d'avril 1871.

Tous les moyens furent bons pour faire pencher la balance du côté Schneider : cent renvois massifs d'ouvriers dès le lendemain du premier tour, menaces des contremaîtres envers les ouvriers la veille du scrutin. « Il faut réparer demain le mal que vous avez fait dimanche, car si vous votez mal, tous les travaux seront arrêtés et surtout n'allez pas voter sans moi », avait dit le chef Chaumont au service des hauts fourneaux.

Dumay était candidat tout en étant clandestin ! Son procès n'avait pas encore eu lieu, la lutte était encore fraîche. Peut-être avait-on encore peur d'un soulèvement populaire ? Toujours est-il que Dumay put se présenter tête de liste aux élections.

Le jour du scrutin, des petits chefs distribuèrent aux abords des bureaux de vote des bulletins de tailles différentes. On alla chercher les blessés et les malades chez eux pour les emmener voter.

Henri Schneider passa avec deux cents voix d'écart.

Le journal *L'Alliance Républicaine* qui relata les malversations dans son édition du 14 mai, évoqua l'absence d'autorité républicaine dans le département pour faire respecter la légalité du scrutin ! Larmes de crocodiles, restés immobiles lors de la Commune du Creusot et qui le 15 avril, s'étaient même prononcés pour une répression de la Commune de Paris « avec la dernière énergie » !

Le lendemain du second tour, le commissaire pouvait écrire au préfet : « Le travail a repris ce matin, comme d'habitude, et rien n'indique que nous soyons au lendemain d'une lutte aussi chaude... ».

Le 25 juillet 1871, ce même commissaire de police faisait mention de deux cents ouvriers renvoyés et attribuait ces renvois à « un plan de rénovation bien mûri, bien arrêté ».

Eugène Schneider, devenu républicain, avait compris qu'il valait mieux une république d'ordre qu'une monarchie laxiste. C'était meilleur pour les affaires, il fallait préparer la revanche, récupérer « les provinces perdues » alsacienne et lorraine que les Prussiens avaient annexées. Une hausse de la vente de canons en perspective.

D'ailleurs, Eugène Schneider eut juste le temps de lancer les essais d'un acier à canon supérieur à celui de l'allemand Krupp, ce qui lui valut les féli-

citations de Thiers en avril 1873. Il mourut en novembre 1875. Henri Schneider hérita de la légion d'honneur, de la régence de la Banque de France, de la vice-présidence du comité des forges, de l'administration des chemins de fer et bien entendu, des mandats de conseiller général et de député.

\*\*\*

L'Ordre était revenu au Creusot mais les autorités craignaient que les troubles ne reprennent.

Le nouveau sous-préfet de Saône-et-Loire voulut placer son arrondissement (Le Creusot-Montcenis-Épinac) sous haute surveillance. Il écrivit au préfet, demandant des moyens supplémentaires pour surveiller « l'Internationale, point capital de [son] arrondissement ». Il proposa le 25 mai 1872 de créer un commissariat à Épinac et à Montcenis : « C'est de là que partira à un moment donné le signal du désordre. »

Montcenis était une commune de mille neuf cents habitants, limitrophe du Creusot. En 1872, elle avait toujours pour maire celui nommé à la chute de l'Empire : Vincent Bontemps. Huissier de justice, républicain mais nullement socialiste révolutionnaire... Il avait pu rester à son poste, n'ayant pas basculé du côté des « rouges », comme Dumay.

Vincent Bontemps écrivit à l'ancien sous-préfet pour qu'il intercède en faveur de son frère Marcel, qui n'avait pas « arboré le drapeau rouge » durant les événements du Creusot. Lettre dans laquelle il

convenait que son frère avait été, « il est vrai, acclamé membre de la Commune par le peuple, mais qu'il n'avait ni refusé ni accepté ce mandat, il n'en avait pas fait usage ». Au Creusot, personne n'eut le temps d'exercer ce mandat : la Commune avait été si courte.

Marcel Bontemps fut acquitté et Vincent fit encore parler de lui. Le 11 février 1872, le conseil municipal de Montcenis délibéra sur l'implantation d'une maison de tolérance et en adopta le principe. Ceci entraîna une avalanche de protestations de notables auprès du préfet, une lettre du commandant de brigade dénonçant Bontemps comme agent de l'Internationale, une lettre de catholiques dénonçant l'impôt annuel de deux mille francs servant à financer « une école publique obligatoire et laïque alors qu'il y a déjà une école dirigée par quatre petits frères de Marie qui ne coûte rien à la commune ».

Le sous-préfet enjoignit le préfet d'interdire l'implantation du bordel avec des arguments plus politiques que moraux : « Créer une maison publique à Montcenis, c'est établir dans cette ville, sous la main, sous la surveillance légale d'un des agents les plus influents de l'A.I.T., un point central de ralliement, trouver un prétexte plausible de réunion tous les jours, et en l'absence de police, créer à Montcenis un foyer constant d'agitation et de désordre. »

Bontemps, sous la pression, renonça au projet. On n'éduquerait pas la jeunesse avec l'argent du stupre.

**31 janvier 2001**

J'ai galéré toute la journée pour décrypter des photocopies de *La Gazette des Tribunaux* datant de 1874 afin de savoir ce qu'il est advenu d'Alémanus, le gardien de la poudre et des cartouches, après la Commune du Creusot. Je vais bien réussir à trouver où il a caché son arsenal, mais c'est écrit petit.

La documentation provient de la copine de Marc qui a encore une carte d'étudiante : elle a accès au « prêt entre bibliothèques », comme savamment ces choses se nomment.

Aujourd'hui, temps froid, buée sur les vitres. J'ai fait sauter les plombs avec un radiateur électrique soufflant en position deux mille watts.

Marie-Claude, j'ai froid !

## X

En mai 1873, Thiers avait cédé la place de la présidence de cette « République » conservatrice au monarchiste Mac-Mahon. La restauration monarchique était une des promesses de Thiers. Les partisans des têtes couronnées majoritaires à l'Assemblée, ne voyant rien venir, l'avaient renvoyé dans ses foyers. Il avait pourtant bien travaillé, Thiers le charcutier.

\*\*\*

Le 22 octobre 1873, à l'auberge du sieur Jannin à Sully (Saône-et-Loire), cinq hommes étaient attablés. Ils étaient seuls dans l'auberge.

L'un deux, un nommé Guinot, dit :

- La République est menacée ; si l'Assemblée tenait à proclamer la monarchie, que feriez-vous ?

- Il n'y a pas deux chemins à prendre, répondit Charlot.

- Il faudra prendre en otage la marquise de Mac-Mahon, intervint Baudot, et même le curé, ajouta-t-il.

La conversation s'enflammait. Les participants convinrent qu'on ne ferait pas de mal à l'épouse du maréchal de Mac-Mahon, à moins que l'on ne fusilla un des leurs.

- Trouverez-vous des jeunes gens ici pour faire le coup ? demanda Baudot.

- C'est aux gens d'Épinac de se charger de la besogne, répondit Guinot.

- Le soulèvement sera général. Chalon, Épinac, Le Creusot, seront les points de ralliement, ajouta l'un des hommes. Les fusils de la Garde nationale sont-ils au château ?

- Ils ont été rendus au gouvernement, mais il y en a d'autres au Creusot, dit Charlot.

\*\*\*

L'enlèvement de la marquise de Mac-Mahon n'eut pas lieu. Le 29 octobre 1873, la gendarmerie procéda dans la matinée à diverses perquisitions, à Autun, Épinac, Montcenis et au Creusot pour « complot contre la sûreté de l'État » et « attentat à la paix publique ».

L'affaire du « complot de Sully » rebondissait l'année suivante. En juillet 1874, après la découverte chez le père Alémanus d'une partie des armes et des munitions, la justice s'intéressa de nouveau aux familles Bontemps et Alémanus du Creusot.

Celles-ci comparurent le jeudi 24 septembre, lors d'un procès qui s'ouvrait à Autun. Le chef d'inculpation était la « détention de poudre de guerre » et l'« affiliation à une société secrète ».

Durant l'audience, Paul France, marié à la fille Alémanus, fit une déposition dans laquelle il expliquait pourquoi il avait dénoncé les Bontemps et Alémanus.

Il invoqua le désir de se venger de Marcel Bontemps, lequel poursuivait sa femme de ses assiduités et tentait de provoquer sa faillite, afin de lui faire quitter Le Creusot.

Paul France « outré des procédés de Marcel », aurait décidé de vendre la mèche au sujet du dépôt de munitions de guerre. « J'avais en effet surpris le secret de ce dépôt quelque temps auparavant par quelques paroles, que de ma cave, j'avais entendu échanger chez moi entre mon beau-père et Marcel Bontemps », dit-il au tribunal. Ce furent les armes et munitions entreposées chez le père Alémanus qui furent saisies. Le dépôt de La Combe des Mineurs n'était connu que d'Augustin et de Cécile.

Le jugement fut rendu et la prison au rendez-vous : Alémanus père et fils récoltèrent quelques mois de prison et de surveillance. Les frères Bontemps aussi, mais ils eurent droit à un bonus : celui de la privation de leurs droits civiques, treize mois pour Marcel, et surtout cinq ans pour Vincent. Objectif éminemment politique... Vincent ne serait pas de sitôt maire de Montcenis. Des amendes furent infligées à Mme Alémanus mère et au fils Bontemps. Les autres furent acquittés.

## **1<sup>er</sup> février 2001**

Revue de presse, 10 heures du matin, avec l'incontournable *Journal de Saône-et-Loire*.

La campagne bat son plein : Bob, alias Robert Sancerre, s'est lancé depuis le 10 janvier, jour où il

s'est prononcé pour une hausse du SMIC. Le lendemain, « à l'occasion de ses vœux à la presse, il a annoncé officiellement sa candidature aux municipales du 11 et 18 mars prochain ». Le grand patronat frémit...

Internet, voilà un outil pour choper les articles qu'on n'a pas lus sur le vif. Alain m'a montré sur sa « bécane », un engin puissant, pas comme mon « 386-machine à écrire ».

Sur le site du *Journal de Saône-et-Loire*, je remonte le temps et suit Bob à la trace. Il alimente la rubrique spéciale consacrée aux élections municipales.

J'ai aussi trouvé un truc rigolo dans les faits divers : les statues des Schneider sont régulièrement souillées, traces de pisse, excréments et graffitis à la peinture noire sur le socle de la statue d'Henri assis devant l'hôpital.

Je suis allé voir discrètement sur place. C'est à côté de mon repaire et je n'ai pas envie de servir de coupable idéal en me faisant remarquer. Ni que l'on me confisque le contenu de ma boîte à thé. Prudence...

Cette affaire de graffitis et de souillures sent plutôt la blague de potache. Le style gang libérateur de nains de jardin ! Les rejetons de la bonne société creusotine s'encanailleraient-ils ?

En tout cas, cela alimente la phobie sécuritaire des concurrents de Bob qui veulent extirper le ver délinquant du fruit des honnêtes gens. Ils proposent une police municipale renforcée.

Le débat de cette campagne a l'air de se limiter au choix entre police municipale et police nationale !

Entre police et police, je choisis la fleuriste... Marie-Claude et moi, c'est devenu un rituel.

Elle s'assied comme la première fois, toujours en jupe et collants. On fait ce qu'on a à faire. On introduit toutefois petit à petit quelques variantes...

Je suis allé dans le quartier de La Combe des Mineurs. Marc est convaincu qu'une planque aménagée depuis la Commune y existe encore ! Seuls sept cents fusils et vingt mille cartouches ont été rendus aux autorités en 1871. Menotti Garibaldi avait laissé quatre mille fusils ! La plupart des ouvriers avaient gardé leurs armes ; elles doivent bien être quelque part.

Les vieilles maisons de La Combe des Mineurs ont été apparemment transformées en garages, il faudrait jouer au cambrioleur...

Message laissé sur la table par Marie-Claude qui a les clés, bien sûr : « Laisser le *soufflant* en position mille watts, je ne vais pas refaire toute l'installation électrique cette année... ».

Bien que je ne paie plus de loyer, rapport à mes exploits sexuels, une logeuse cela reste un propriétaire.

## XI

Ce 10 août 1879, Cécile se dirigeait lentement vers la place du marché où devait avoir lieu l'inauguration de la statue élevée à la gloire d'Eugène Schneider. La foule était considérable, vingt mille personnes.

Le Creusot entier devait être présent. On commémorait le père et le fils avait fait les choses en grand : train spécial en provenance de Paris, notables en veux-tu, en voilà...

Perraud, l'évêque d'Autun, était venu dire la messe. Celle-ci s'était terminée à midi. On attendait maintenant pour 15 heures les premiers discours.

Ce fut Ferdinand de Lesseps qui prononça le premier, retraçant à grands traits de l'Histoire du Creusot et de la vie d'Eugène Schneider. Il n'hésita pas à comparer l'œuvre de la ville à la sienne, le creusement du canal de Suez, inauguré en 1869.

Puis ce fut le tour de M. Melay, doyen des contremaîtres de l'Usine, qui rendit hommage à l'affection qu'Eugène Schneider portait à ses ouvriers.

Le préfet commençait son discours quand le cœur de Cécile fit une embardée : Augustin était revenu ! Elle l'avait repéré dans la foule ! L'homme qui se tenait quelques rangs en contrebas

dans les tribunes, c'était lui. On parlait beaucoup d'amnistie des communards et la loi qui devait officialiser une amnistie partielle venait tout juste d'être votée.

- Augustin ! cria Cécile.

- Chut ! lança une belle en chapeau.

- Ta bouche, la bourgeoise, répondit Cécile qui bousculait déjà la foule pour rejoindre Augustin.

Les deux jeunes gens s'étreignirent et durent quitter les lieux tellement les protestations pour réclamer le silence s'amplifiaient autour d'eux.

Ils quittèrent la place et purent, à l'écart, se retrouver.

- T'es un homme maintenant, lui dit Cécile.

C'est vrai qu'il avait changé Augustin ! Il avait maintenant vingt-six ans, une superbe moustache et il était plus épais... Elle l'avait tout de même reconnu.

- Tu as tout gardé, Cécile ? demanda Augustin.

- Comment ? Je te retrouve et tu me causes de tes maudites affaires politiques ! Oui, j'ai tout gardé, même quand ils sont allés chez Alémanus pour l'arrêter et qu'ils ont trouvé les autres armes. J'aurais dû tout jeter dans l'étang, tiens !

- D'accord, Cécile. Viens, on va fêter nos retrouvailles.

- Qu'est-ce que tu veux faire avec ton arsenal ? Tirer dans le tas de bourgeois qui applaudit devant la statue toute neuve ? Personne ne te soutiendra ; ils sont quinze mille à s'être cotisés pour acheter ce machin en bronze !

Augustin l'entraîna. Il n'allait tout de même pas dire à Cécile qu'il pensait plutôt la faire sauter, cette foutue statue à la gloire du grand patron.

- Allez la furie ! À la taverne et « pàs d'Chine » !

Cécile rit et se serra contre lui. Ils marchèrent vers le premier débit de boissons venu.

Sur la place, le préfet avait fini son discours et les cinq cents invités à la soirée privée de M. Henri Schneider se dirigèrent vers la grande cour du château de La Verrerie. Au programme : banquet et feu d'artifice.

\*\*\*

Cécile habitait toujours le quartier de La Combe des Mineurs. Elle avait son propre logement depuis la mort de sa mère et vivait seule, faisant encore commerce de son corps.

Quand elle apprit cette situation à Augustin, tard dans la nuit, celui-ci n'en fut pas surpris. Il avait bien remarqué les regards des clients du café, le tutoiement systématique et les clins d'œil lorsqu'ils interpellèrent Cécile. On devait croire qu'Augustin était son souteneur et non un cousin, comme elle l'avait présenté.

Durant cette soirée, Augustin ne retrouva aucune autre connaissance que Cécile. Les compagnons de lutte pouvaient être morts, encore en exil, ou renvoyés par le fils du maître des forges statufié. Ils pouvaient tout aussi bien être restés chez eux, dégoûtés par cette dévotion manifestée envers les Schneider.

Cécile lui avait raconté les déboires du père et du fils Alémanus. La condamnation de ce dernier à trois ans de prison pour détention d'armes. Républicain avant tout, Jean Alémanus n'avait pas baissé les bras, de nouveau prêt à s'opposer au retour d'un pouvoir monarchiste.

Augustin ne savait pas encore s'il resterait au Creusot. Il était arrivé le jour même de Suisse. Il n'avait pas poursuivi, comme d'autres, la lutte dans l'exil et participé aux réunions de l'A.I.T., mais seulement travaillé pour vivre. L'amnistie avait ravivé chez lui le souvenir de la lutte de 1871. Seul, Augustin voulait faire péter cette statue et retrouver Trépeleau. Il avait conservé les lettres que ce traître avait écrites au préfet.

\*\*\*

C'était sans compter avec la perspicacité de Cécile, chez qui Augustin s'installa finalement.

Lorsqu'elle recevait un client, il disparaissait au fond du jardin pour bricoler. Il confectionnait un engin explosif qui enverrait le Schneider en bronze dans les étoiles. Augustin était buté, il s'était fixé un objectif simple, réalisable par lui seul, ce qui devait en garantir le succès. Pas besoin d'interminables parloles politicardes sur les stratégies : en accord avec lui-même, la statue sauterait.

Cécile n'était pas dupe. En voyant Augustin s'enfermer dans la cabane où se trouvaient les munitions, elle se doutait bien que ce n'était pas pour les recompter.

Aussi, quand elle le vit un matin se diriger vers le centre ville, un sac sur l'épaule, elle le suivit.

Il faisait encore nuit. Peu de monde circulait encore dans les rues. La filature fut plutôt difficile mais Cécile parvint à ne pas se faire repérer, aidée par l'obscurité.

Augustin avait bricolé une bombe avec une partie de la poudre qu'ils avaient, Alémanus et lui, enveloppée de plomb quelques années plus tôt.

Plusieurs boîtes en fer remplies de cette poudre ceinturaient à présent la statue d'Eugène. Elles étaient reliées entre elles par des mèches de coton, torsadées en une seule mèche principale qu'Augustin s'appêtait à allumer.

Le coup fut rude. Le sabot que Cécile lui envoya en pleine tête l'étourdit franchement. Cécile lui prit l'extrémité de la mèche des mains et tira en courant autour de la statue, qui semblait la suivre de son regard de métal. Toutes les boîtes accrochées s'envolèrent ! La queue d'un cerf-volant explosif s'étalait maintenant au sol.

Augustin, reprenant conscience après le coup de sabot, sauta sur le serpent. Mais Cécile, enragée, fit de même.

Ils finirent par se battre réellement, tentant chacun de s'approprier le serpent infernal qui perdait peu à peu ses boîtes de poudre.

- Si tu veux foutre une dégelée à ta légitime, tu peux faire ça à la maison, non ?

Augustin et Cécile se figèrent et regardèrent le type qui au-dessus d'eux, venait de prononcer ces paroles. Sabots, vêtements de travail, il devait se rendre à la forge.

Cécile rejoignit Augustin et l'entraîna. L'ouvrier ajouta :

- N'oubliez pas vos affaires !

Il désignait les boîtes éparpillées.

### **3 février 2001**

Visite des commerces locaux pour le nécessaire à l'organisme : pain, jambon, tabac, etc. Le bouche à oreille entre commerçants a dû fonctionner. En effet, le buraliste m'a gratifié d'un « Alors ces articles, ça avance ? ». J'ai grommelé une réponse évasive dont il s'est satisfait.

Au courrier, que des histoires d'ASSEDIC. Je n'ai pas donné signe de vie depuis mon départ de Toulouse, l'A.N.P.E. s'impatiente ! Ne chercherais-je plus de travail ?

En 1984 aussi, après la déconfiture de Creusot-Loire, je recevais ce type de courrier !

L'association créée pour le reclassement des ouvriers licenciés m'avertissait en ces termes, je m'en souviens par cœur : « ... une offre d'emploi vous sera proposée. Nous sommes conscients que cette offre ne sera peut-être pas l'emploi idéal, mais vous savez comme nous que la situation oblige à être réaliste... ». S'ensuivaient des menaces de radiation de la liste des membres de l'association si tel ou tel emploi était refusé, ou si l'on ratait la période d'essai. En bref, le patronat empochait des aides financières et l'association lui fournissait une main-d'œuvre formatée selon ses souhaits...

C'était d'avant-garde finalement ! Aujourd'hui, on me propose de souscrire un PARE (Plan d'Aide de Retour à l'Emploi) pour retourner décharger des camions à Toulouse ! On me laisse entendre que si j'accepte, on ne me baissera pas mes indemnités de chômage !

Qu'est-ce que c'est que ce chantage ? N'est-ce pas puni par la loi ?

Après-midi consacrée à l'écriture...

Je suis sorti à la nuit tombée. L'idée me démangeait depuis hier : pister le « gang des statues » qui continue à perpétrer ses forfaits. La presse s'en fait l'écho et a même une rubrique spéciale sur son site Internet !

Je me demande comment il procède, le « gang ». J'ai croisé plusieurs voitures de police sur le chemin des statues et stoppé là mes investigations. Il y a du monde qui tourne en ce moment la nuit, dont les afficheurs de la campagne électorale, qui collent à tout va.

En rentrant plein gaz sur ma mobylette, j'ai croisé une voiture de ces colleurs. Il y avait Bob en gros plan, scotché sur un côté de leur camionnette d'où s'échappait un «ra-ta-toum» rythmique assourdissant. De la musique électronique, de la «techno»...

Bob est peut-être un pote de Jack Lang, il fait dans le jeunisme.

De la rue d'un maréchal à celle d'un autre, de Joffre à Foch, puis dodo.

## XII

Jean-Baptiste Dumay rentra en septembre 1879 au Creusot. Le paria sur qui s'étaient focalisé un moment tous les espoirs d'un changement social, revenait après huit ans d'exil.

Il est probable que si Augustin avait réussi à faire sauter la statue érigée à la gloire d'Eugène, Dumay aurait fait figure de suspect idéal. Mais celui-ci n'était toujours pas rentré à cette date.

Dumay ouvrit une librairie au Creusot pour y faire de la propagande et distribuer entre autres, la revue de son ami Benoît Malon, *La Revue Socialiste*.

Une souscription creusotine, effectuée dans les milieux républicains, devait permettre à Dumay de démarrer son commerce. Sur vingt-quatre souscripteurs qui s'étaient oralement engagés, dix-huit firent défection. Les francs-maçons locaux craignaient que Dumay ne supplante leur vieux candidat, considéré comme trop timoré par beaucoup lors des prochaines élections au Conseil Général. Ils firent passer la consigne de retirer toute aide financière promise à Dumay pour son installation.

Alémanus resta fidèle et versa deux cents francs.

Jean-Baptiste Dumay continuait de payer pour ses engagements politiques. L'Usine mit sa bou-

tique à l'index. Les ouvriers et les employés de Schneider risquaient de perdre leur travail en fréquentant la librairie Dumay. Le mouchardage et l'espionnage assuraient la pression. Le commerce de l'ancien proscrit était donc étroitement surveillé.

De son côté, Augustin avait fini par accepter l'idée que reconstruire politiquement le mouvement ayant ébranlé la ville et le pays huit ans plus tôt, valait peut-être mieux pour l'instant. Il avait refermé la trappe sur les explosifs.

Plus que l'aura politique d'un vieux leader comme Dumay qui créa la première chambre syndicale, c'était Cécile qui l'avait finalement dompté. Augustin accepta un travail chez un ferronnier, Cécile mit un terme à ses activités de prostituée.

Trépeleau n'était pas réapparu. Peut-être était-il toujours en Suisse ?

\*\*\*

En octobre 1879, à Marseille, se fonda le Parti des Travailleurs Socialistes de France, appelé Parti Ouvrier. La chambre syndicale du Creusot y adhéra.

Le congrès de fondation se prononça à la fois pour la propriété collective « du sol, du sous-sol, des matières premières et des instruments de travail... » et pour une participation aux élections...

La chambre syndicale du Creusot invita Paule Mink, anarchiste, féministe, exilée à Genève

durant les dernières années et Jean Allemane, typographe qui sortait de dix années de bagne.

La première conférence, celle de Paule Mink, put se tenir salle du théâtre Goby au Creusot. Mais dès le lendemain, la Direction de l'Usine convoqua le propriétaire de la salle pour le dissuader de la louer de nouveau pour des conférences socialistes. Schneider créa sa propre salle de spectacle pour provoquer la faillite du théâtre Goby. Quand Jean Allemane vint tenir sa conférence, il dut se contenter de l'arrière-salle du café Barrat, route de Couches.

Ces réunions contribuèrent à grossir les rangs de la chambre syndicale et par voie de conséquence, du nouveau parti. Le Parti Ouvrier tentait ainsi de rassembler les socialistes, adhérents des divers groupes et chambres syndicales qui s'étaient reconstitués depuis 1879, depuis le retour des communards proscrits.

Après divers congrès locaux que chacune des factions socialistes utilisait pour faire valoir son point de vue, la rupture fut consommée.

Les anarchistes se retirèrent du Parti Ouvrier le 22 mai 1881 et tinrent leur propre congrès socialiste révolutionnaire trois jours plus tard à Paris ! Un groupe du Creusot adressa à ce congrès une lettre de sympathie. Augustin avait signé cette lettre mais resta tout de même jusqu'en août 1882 au Parti Ouvrier.

Non qu'il crût à l'utilité des élections sur lesquelles se jetaient les bourgeois radicaux, mais il voulait éviter la division du mouvement tentant tout juste de se reconstruire. Il resta donc membre

de l'union fédérative des groupes ouvriers de Saône-et-Loire affiliée au Parti Ouvrier. Jusqu'au 16 août 1882. La nuit précédente, la chapelle du Bois du Verne, près de Montceau-les-Mines, avait été attaquée à la dynamite et à la hache !

Pour Augustin, une révélation ! Pour Dumay le signal du départ.

\*\*\*

Léonce Chagot, patron des mines de Montceau, accusa Dumay d'avoir cherché à soulever Montceau-les-Mines en y envoyant des « agents anarchistes ».

Dumay condamnait les attentats, voulant y voir un complot organisé par « la police occulte de Chagot aidée par celle du gouvernement ».

Pourtant, le journal *La Tenaille : organe des travailleurs de Saône-et-Loire de Paris*, dont Dumay était l'un des fondateurs et aussi le correspondant au Creusot, approuva le dynamitage de la chapelle. Ce journal publia le 10 septembre 1882 une résolution votée en réunion publique par les Creusotins de Paris. On pouvait y lire que « le fait de démolir les emblèmes religieux qui blessent la science, le progrès et la raison, ne peut être considéré comme un délit, attendu que c'est une réparation de l'outrage commis sur l'intelligence par l'érection même de ces emblèmes révoltants ».

Cette contradiction politique, entre actions radicales et revendications réformistes, poursuivait Dumay depuis septembre 1870. Ajoutée à l'échec

de sa librairie, elle contribua au départ du leader ouvrier.

Le 21 septembre 1882, Jean-Baptiste Dumay partit avec l'un de ses fils pour Paris. Sa famille le suivit en octobre.

## **15 février 2001**

Pause profitable dans l'écriture de ce journal. J'ai trouvé un rythme finalement ! Reste à le tenir.

Entre 1871 et 1901, il y a de l'animation dans la région. Les croix explosent, l'imagination aussi. J'arrive au bout de la deuxième période.

Levé 8 heures ! En musique ! J'ai maintenant un énorme radiocassette ancienne génération, avec les haut-parleurs collés sur les côtés. Un cadeau sûrement « tombé du camion » que m'ont fait les petit(e)s jeunes colleurs(euses) de la campagne de Bob. Je me suis offert la cassette « Rock'n'roll animal » de Lou Reed et « Sweet Jane » passe en boucle depuis.

L'intro... Surtout l'intro... COLOSSALE...

J'ai aidé les petit(e)s colleurs(euses) lors d'une autre de mes balades nocturnes, il y a une semaine.

Rue Wilson, entre Foch et Joffre, ils/elles collaient sur le long mur plein de dessins à la gloire du travail creusotin. Je circulais à mobylette. Mais ce n'était pas la bobine de Bob qu'ils/elles placardaient ! Pourtant, il s'agissait bien de la même camionnette que celle aperçue l'autre soir, qui était garée là. Tous ces dessins et ces tags sur les murs, c'est subventionné par la mairie, donc par Bob !

Pourquoi les afficheurs(euses) de la campagne de Sancerre colleraient-ils dessus ?

Toujours assis sur la mobylette qui ronflait à l'arrêt, j'ai interpellé une fille qui faisait le guet, dix mètres avant le camion. Elle avait un chouette bonnet péruvien coloré sur la tête. Le même que Zorino dans *Tintin et le temple du soleil*. Le froid était vif, deux pommettes rosies sous des yeux bleu-vert.

- Bonjour ! Vous collez pour qui, les écolos ? lui ai-je demandé.

Je sais, c'est crétin. Mais elle me plaisait déjà, la petite au bonnet de soleil ! Et puis les jeunes, quand ils votent, c'est plutôt écolo de nos jours, non ?

- Qu'est'ça peut t'foutre ? Dégage, m'a-t-elle répondu.

Elle a prononcé cela en se donnant des faux airs de dure, mais ses yeux ne disaient pas la même chose. Pas rassurée, elle se retournait sans cesse vers ses potes, recherchant visiblement leur soutien.

Je n'ai pas insisté, d'autant que sur ma mobylette, emmitouflé comme le bibendum, je n'offrais pas une plastique irrésistible.

J'ai redémarré à regret et je suis passé lentement pour pouvoir lire les bandeaux qu'ils/elles affichaient. Sur le fond blanc était écrit en noir, très gras : « **NI DIEU, NI MAIRE** ». En effet, ce n'est pas très écolo !

En traversant le carrefour plus loin, j'ai aperçu les gyrophares des forces de l'Ordre venant de

l'avenue de Verdun. Demi-tour rapide, j'ai pu avertir les jeunes de l'arrivée de la cavalerie.

Après plusieurs pots au bistrot, on a fini dans mon palace.

Trois garçons et deux filles ! Enfin, surtout une !

Depuis, j'ajoute des « e » partout, exercice difficile.

J'essaie d'être à mon avantage devant la petite Anaïs, qui en ôtant son bonnet de Zorino, m'a refilé le virus d'amour... Il y a bien son petit copain Jérémie qui tente d'éviter la contagion, mais...

## XIII

Le lieutenant Mouthe, du huitième corps d'armée de la gendarmerie nationale, huitième légion, compagnie de Saône-et-Loire, section de Montceau-Les-Mines, n'en démordait pas. Pour lui, « les attentats de la Bande Noire depuis 1882... » étaient « ... l'œuvre purement et simplement de l'Internationale qui se réorganise ». Chacun de ses nombreux rapports y faisait allusion.

Il n'avait pas vraiment tort. Les manipulateurs de dynamite étaient bien plus proches de l'esprit des internationaux de l'A.I.T. que de celui des candidats du Parti Ouvrier aux élections nationales. Mais le pouvoir et sa justice voulant démanteler toute force socialiste pratiquaient l'amalgame.

Des croix, des chapelles, jusqu'aux domiciles d'ingénieurs des mines, les cibles se multipliaient. La série d'attentats fut impressionnante. La Bande Noire avait fait des réserves d'explosifs en dérochant poudre, cartouches et dynamite directement dans un wagon de la compagnie P.L.M. en juin 1884, et dans la poudrière de la compagnie de Percy-les-Forges près de Blanzky, en juillet de la même année.

Les communards du Creusot avaient donc fait des émules à côté, chez les jeunes mineurs montcelliens. Le patron des mines, Léonce Chagot,

maintenait sous la coupe de son ordre moral et religieux la population de Montceau-les-Mines. Pourvoyeur de misère, Chagot faisait figure de Schneider sans l'alibi paternaliste, sans le savoir-faire technique des aciéries qu'il fallait tout de même enseigner. Pour faire fonctionner les mines, nul besoin de beaucoup d'instruction. Pour les plus de treize ans, l'avenir était au fond de ces mines, un cul-de-sac. Les écoles de Montceau et de ses environs étaient des écoles Chagot, comme les écoles Schneider, mais encore pire. Tenues par des religieux, elles n'enseignaient avant tout que la résignation.

Comme les socialistes révolutionnaires creusotins en 1871, les révoltés montcelliens faisaient l'expérience, depuis 1878, d'une municipalité républicaine, sans en percevoir de bienfaits sur leur quotidien.

Augustin, comme d'autres anciens membres de la chambre syndicale du Creusot, avait « fait le rapprochement », par expérience... La plupart de ces compagnons avaient été renvoyés de l'Usine pour leurs activités militantes. Maintenant en rupture avec l'ordre électoral, ils ne perdaient pas la mémoire.

Parmi eux, Cottin, secrétaire de la chambre syndicale du Creusot en 1882, Michaud, ancien membre de cette même chambre et Royer, armurier.

\*\*\*

Augustin n'avait rien oublié. Il avait fini par acquérir une bonne expérience en matière d'explosifs. Dans un cylindre en fer laminé de vingt-cinq centimètres de longueur et de six de diamètre, il avait logé une mèche amorcée, quatre cartouches de dynamite, quatre-vingt grammes de poudre comprimée, trois coins et un écrou en fer pesant quatre-vingt-dix grammes, trente grammes de terre. Le tout était bouché à chaque extrémité par deux bouchons en bois dont l'un, percé, laissait passer deux mètres de mèche.

Augustin s'était mis en route à la sortie de l'atelier, en fin d'après-midi, à pied. Cécile n'était au courant de rien. Il l'imaginait trop bien s'opposer encore à lui et l'empêcher d'accomplir son projet. Il était donc resté discret.

Le soir du 20 octobre 1884, ce n'était pas la foule des grands jours d'inauguration de statue qui bloquait le chemin. Il s'agissait tout de même d'être prudent, la gendarmerie était sur les dents depuis le vol de la poudre et de la dynamite...

C'est à travers champs qu'Augustin se rendit « au Magny », sur la commune de Montceau-les-Mines. Couper à travers les *beurches* réduisait les distances ; mais la configuration du terrain, tout en petites collines et trous divers, rallongeait la durée du parcours. Ce n'est que plusieurs heures après qu'Augustin parvint devant la chapelle, sa cible.

Il installa son engin sur le seuil de la porte de l'édifice et alluma la mèche. Cette fois-ci, ce symbole allait sauter. Il courut se mettre à l'abri.

Augustin vit la mèche se consumer, petite lueur rouge sur le fond noir de la nuit. Puis à mi-parcours, elle s'arrêta presque instantanément de brûler. L'humidité, probablement ! Il s'apprêtait déjà à allumer le mètre restant quand il vit malgré l'obscurité, un homme passer devant la chapelle. Celui-ci s'arrêta, découvrant le dispositif. Il semblait hésiter. Augustin se retint de l'assommer. Son but était uniquement de détériorer du matériel, les humains, c'était autre chose !

Augustin se dit qu'il faisait finalement un piètre artificier. Il attendit, escomptant que le type déguerpisse pour donner l'alerte ; dans l'intervalle, il aurait peut-être le temps de rallumer le tube. Mais l'intrus emporta tout le mécanisme !

« Bordel ! Qu'est-ce qu'il voulait en foutre de cet engin, le faire péter ailleurs ? Le porter aux gendarmes, c'était bien plus probable. » Augustin écumait de rage.

Il quitta discrètement les lieux en ruminant ce nouvel échec. Il était 3 heures et demie ! Il avait le reste de la nuit pour rentrer et être à l'heure à l'embauche.

\*\*\*

Ce fut le deuxième procès de la Bande Noire.

Augustin fut interrogé à l'audience du mercredi 27 mai 1885 avec un autre compagnon, à propos de l'engin découvert devant la chapelle du Magny.

Ces deux-là furent acquittés, on ne put prouver leur présence sur les lieux de la tentative d'attentat.

Cécile, en tant que témoin à décharge, affirma qu'Augustin n'avait pas mis le nez dehors dans la nuit du 30 au 31 octobre 1884, comme toutes les autres nuits d'ailleurs.

Le verdict ne fut pas aussi clément pour tous les prévenus qui comparaissaient. Plusieurs condamnations furent très lourdes. Cela allait de vingt ans de travaux forcés à deux ans de prison. Le jeune Gueslaff, ouvrier manoeuvre âgé de dix-huit ans, écopa de dix ans de prison. Il avait en fait été victime d'un véritable guet-apens monté de toutes pièces par le commissaire de police Thévenin, qui agissait avec l'autorisation du préfet.

Le 7 novembre 1884, ce jeune homme avait tenté de déposer une charge de dynamite au domicile d'un marqueur, petit chef de la Compagnie des mines de Blanzay. Les explosifs et le revolver qu'il détenait avaient été fournis par un nommé Bredin, mouchard infiltré dans la Bande Noire, payé par Thévenin.

Le flagrant délit avait donc été organisé par la police.

Le journal *Le Messager de Saône-et-Loire* publia un schéma de l'arrestation de Gueslaff, avec une légende correspondant aux positions supposées de chacun des protagonistes. En rapprochant ce schéma du rapport du lieutenant Mouthe, on obtenait la version policière et officielle des événements : « Au signal donné par la gendarmerie pour saisir le criminel au moment où il allumait la mèche, il a pris la fuite et lorsqu'il s'est vu sur le point d'être arrêté, il s'est retourné et a fait feu sur le maréchal des logis qui a eu l'avant-bras gauche

traversé par une balle... Le gendarme Pépin a riposté par deux coups de feu qui ont atteint l'individu, lequel a été blessé à la tête mais sans gravité, il est alors tombé dans le fossé où il a pu être saisi. »

Gueslaff, se sentant trahi, avait alors dénoncé ses compagnons.

À la fin du procès, *Le Messager de Saône-et-Loire* rapporta dans son édition du 2 juin 1885 que « les anarchistes acquittés trinquaient dans un hôtel de [la] ville avec leurs défenseurs parisiens, en tenant des propos qui ne témoignaient pas d'un grand repentir ».

Le journal *Terre et Liberté : organe communiste anarchiste*, avait rendu de son côté, un hommage appuyé au compagnon Gueslaff en novembre 1884 : « Hier encore, trois gendarmes personnifiant en eux l'autorité supérieure, étaient frappés par les balles du compagnon Gueslaff. Nous saluons cette nouvelle victime. »

\*\*\*

Le commissaire Thévenin qui avait organisé toute l'opération, depuis l'infiltration jusqu'au guet-apens, ne put témoigner lors du procès. Il avait été conduit contre son gré, en décembre 1884, à l'asile de Bourg-en-Bresse. Il y mourut, officiellement fou, atteint du syndrome de persécution. Trois mois avant le procès de la Bande Noire !

**2 mars 2001**

J'ai fait un peu le con, la nuit, dehors, avec mes nouveaux potes.

Coller des affiches dans la ville durant une semaine m'a été fatal : j'ai choppé un refroidissement avec option fièvre et remugles divers. J'en sors tout juste, vaseux mais léger. Une sensation de flottement pas désagréable du tout, due à toute la camelote légale venue de la pharmacie.

Mois de mars, bientôt le moment de planter, ami jardinier.

Les petits jeunots cultivent en placard, sous lampe comme en Hollande, car sous nos climats, le jardin c'est trop risqué. Et avec tous ces voisins qui picolent et ne demandent qu'à te dénoncer parce que tu aimes les plantes vertes...

Non, je ne colle pas pour Robert Sancerre ! Je ne sors de la camionnette que pour afficher « Ni Dieu, Ni Maire », et encore, avec une cagoule.

## XIV

Le procès de la Bande Noire s'était tenu avec en toile de fond, les turbulences anarchistes de l'année 1885.

Le journal *Terre et Liberté* organisa une réunion le 1<sup>er</sup> février la salle Angelin de La Mouillelongue, route de Torcy, à proximité du Creusot. On y créa une association des ouvriers sans travail et on y affirma son soutien au compagnon Gueslaff, arrêté en novembre 1884.

Dumay parti, les anarchistes prenaient plus de place. Même la jeunesse bourgeoise se faisait dévoyer. Jean-Marie Doyen, dix-neuf ans, fils d'une « bonne famille » propriétaire d'immeubles au Creusot, était arrêté le 15 février, alors qu'il affichait un placard sur lequel on lisait : « Pourquoi y-a-t-il des anarchistes ? D'où vient la misère ? »

La police s'informait en permanence des agissements du groupe de militants anarchistes creusotins. Elle redoutait qu'il reproduise au Creusot les attentats explosifs de Montceau-les-Mines perpétrés par la Bande Noire.

Deux commissaires de police, celui de la ville du Creusot et celui des chemins de fer, ainsi qu'un lieutenant de gendarmerie surveillèrent, infiltrèrent et rendirent compte. La prudence fut de mise,

l'exemple du commissaire Thévenin mort à l'asile était dissuasif.

Le groupe anarchiste se développa chez les « sans-travail ». La police privée de Schneider faisant renvoyer les ouvriers qui manifestaient quelques velléités militantes, c'était logique.

Michaud, membre du groupe anarchiste, livrait des légumes à la caserne et y faisait passer de la propagande. La police suggéra alors que l'on déplace les jeunes soldats du « vingt-neuvième de ligne » originaires du Creusot vers Autun, pour éviter la contagion des idées.

La première manifestation publique du groupe fut de tenter de détourner l'enterrement de deux mineurs en mouvement de révolte. Les deux ouvriers, dont l'un était anarchiste, avaient été asphyxiés dans l'éboulement du puits Chaptal.

Le groupe commença à s'étoffer. La surveillance policière se poursuivit. « Deux des membres du groupe, Cottin et Repoux, auraient trouvé le moyen de fabriquer de la dynamite. Un autre, l'armurier Royer, aurait mis au point un liquide qui s'auto-enflammerait. Il fournirait aussi des revolvers à ses compagnons. », rapportaient les mouchards...

Les affichages continuaient. Le groupe fut renforcé par l'arrivée des acquittés du procès de la Bande Noire. En juin 1885, cent anarchistes armés de revolvers se rassemblèrent à la Croix des Mats, dans les bois entre Le Creusot et Montceau-les-Mines. Une première coordination entre les deux villes s'esquissait. La police n'osa inter-

venir et resta prudemment sur les chemins alentours.

S'organisèrent alors des groupes de dix-huit compagnons qui se donnèrent des noms évocateurs : « Les persécutés », « Les éclopés », « Le revolver à la main », « Les dynamiteurs », « Les ennemis de Chagot », « Les révolutionnaires », « Vaincre ou mourir ». Les deux premiers étaient creusotins, les autres de Montceau-les-Mines et de ses environs.

Augustin reprit contact. Lui qui avait préparé son coup tout seul contre la chapelle « du Magny », voulait maintenant s'affilier à cette association. « La lutte radicale redevenait collective, comme en 1871 ! », pensait-il.

Il fallait se soumettre à un rituel pour devenir membre de l'association. Augustin s'y plia. On lui mit un revolver dans les mains et on lui demanda de tirer sur un traître désigné, les yeux bandés. Ce qu'il fit ; ce que fit aussi Doyen cette nuit-là. Sa mère n'avait pu le convaincre de ne pas se compromettre avec ces « gens-là ».

Les réunions avaient aussi un but éducatif. Soixante-treize anarchistes vinrent par exemple, écouter en pleine campagne un compagnon dijonnais expliquer comment « confectionner des bombes explosibles et la manière de s'en servir ».

Puis au mois de septembre, le fameux produit qui s'enflamme instantanément refit surface. Des compagnons projetèrent de l'utiliser pour mettre le feu aux bulletins de vote au moment des élections d'octobre. Il présentait toutefois l'inconvénient de laisser une tâche jaune sur le papier, facilement

décelable. Deux gendarmes furent victimes de brûlures à Montceau-les-Mines, peut-être à titre expérimental...

Augustin ressortit ses vieux fusils et les nettoya. Il confectionna aussi quelques cartouches. Le tout discrètement et durant la nuit. L'exemple du dépôt d'Alémanus découvert par la police quelques années plus tôt l'incitait à la prudence. « Plus de dix ans déjà ! », songeait Augustin tout en faisant fondre le plomb en balles dans de petits moules. « Si les bulletins de vote brûlent, on aura bien besoin de mes cartouches ! » Augustin espérait une insurrection, le jour des élections.

Mais les fioles de produit ne furent pas distribuées ; les désaccords entre anarchistes prirent le dessus.

Au mois d'octobre, entre les deux tours des élections, Royer et Cottin décidèrent que tous les membres de l'association devaient voter en faveur de la liste républicaine menée par les Radicaux, contre Henri Schneider ! Cette décision ne convint pas à tout le monde. Certains compagnons restaient partisans de modes d'action plus directs.

En témoignent les dires de la femme Duchamp, meunière à Marmagne qui revenant du Hameau des Étangs où elle avait acheté des oies, affirmait avoir entendu converser un groupe d'hommes à la lumière d'une lanterne, près de ses châtaigniers. Elle rapporta leurs propos à la police : « ... Vous savez le motif de notre réunion. Les ouvriers du Creusot nous ont trahis en votant pour leur patron ; il faut que Schneider disparaisse quelques jours

avant le vote du 18. Lui mort, sa liste est à la mer... »

C'était Cottin qui devait distribuer les fioles, mais Cottin avait voté pour la liste des Radicaux le 18 octobre 1885.

Dans la nuit suivant le vote, Augustin, désabusé, rangea ses fusils. Il entreprit ensuite de mouler à nouveau la poudre dans le plomb. Il allait terminer l'étanchéité de la boîte lorsque le souvenir de Trépeleau lui revint en mémoire. « Où c'est qu'il est passé celui-là ? », murmura-t-il.

Augustin sentit que son désir de vengeance s'était émoussé. En prenant soin de ne pas réveiller Cécile, il trouva ce qu'il cherchait dans la chambre commune.

De retour dans la *cadole*, Augustin enferma les lettres du traître dans la boîte en plomb.

## **7 mars 2001**

J'ai presque fini la première partie de mon « bébé bouquin ». Je commence même à mettre des idées de côté. J'ai entendu un écrivain averti expliquer sur les ondes de France Inter que l'on a trop tendance à charger son récit. Il faut d'après lui, savoir en mettre « à gauche », pour un autre livre par exemple... En bref, je me prends au sérieux...

J'ai extrait de mon texte un certain nombre de citations. Je les ai collées les unes au-dessous des autres, en ordre chronologique. Elles sont surtout tirées de la presse, des archives diverses que j'ai

rassemblées depuis décembre. Cela forme un drôle de condensé historique qui va de 1870 à 1907. Mais je ne sais pas comment l'utiliser...

On approche du premier tour de piste électoral municipal. D'ailleurs ici, y'en aura-t-il deux ? Bob est plus que favori et dans la presse de ce jour, il « déplore le manque de compétition », le cabot !

Trois cents personnes sont venues lundi soir l'entendre dire : « Le Creusot est aujourd'hui capable d'accueillir de grandes manifestations comme il l'a fait pour le Tour de France... ». Avec un programme pareil, Bob est sûr de gagner.

La rubrique « Actualités » du journal contient toujours un dossier sur le « gang des statues » et pour cause ! On se charge de l'entretenir. « À cheval ou en bateau, les Schneider se cassent les os », c'est moi qui l'ai écrit sur le manteau de Charles Schneider.

Deux canons de bronze ont été fondus pour ériger sa statue, inauguré en 1968 à l'endroit où Charles aimait faire du cheval. Pourtant ce n'est pas à cheval qu'il est mort, c'est à Saint-Tropez en 1960, suite à une chute sur son yacht. Autre époque, autre sport.

Son ancêtre Adolphe, le frère d'Eugène I<sup>er</sup> est mort lui, en tombant vraiment de cheval en 1845. Il ne perd rien pour attendre. Sa statuette, « Colonne brisée », qui contient la pierre sur laquelle son crâne n'a pas résisté, aura droit aussi à son *graff*, au cours d'une autre nuit de collage.

La « Colonne » contient la pierre maudite ! C'est comme si l'on érigeait une statue à la gloire d'un quidam mort du SIDA et que l'on y grave

quelque part le symbole du virus qui l'a tué, la boule en forme de hérisson.

Il y a toujours un étron, peut-être humain, sous une statue ou une autre. Ce n'est pourtant pas nous-autres, le « gang des statues », les responsables !

Peut-être ne s'agit-il pas de la même personne qui produit tous ces étrons ? Les statues à la mémoire de seigneurs du Creusot sont nombreuses. Il faut avoir envie souvent ! Ou congeler et stocker ?

Anaïs, vingt ans à tout casser ; des tétons comme deux petites poires vertes qui ne demandent qu'à mûrir... sous mes caresses.

## XV

- Tu vois Augustin ! On l'a publiée, la lettre de ton libertaire favori.

Augustin sourit, il l'aimait bien Collongy, rédacteur en chef du *Réveil*, mais il n'avait plus l'âge de se faire « paterner », surtout par un marxiste.

- Oui, si ça t'donne bonne conscience, c'est déjà ça !

Collongy faisait référence à la lettre de Benoît Broutchoux que *Le Réveil de Saône-et-Loire : organe des travailleurs socialistes du département*, avait publié ce 4 novembre 1900. Benoît n'y allait pas avec le dos de la cuillère avec les « chercheurs de mandats » qui trahissaient les luttes, compromis qu'ils étaient avec le pouvoir.

- Bon Dieu d'bourrique, c'est l'unité qu'il faut ! T'as bien vu comment qu'on s'est fait avoir en un an !

Entre Augustin et Collongy, le débat était reparti :

... Les grèves des métallurgistes du Creusot qui s'étaient succédé par trois fois d'avril à octobre 1899, la victoire des deux premières phases avec une hausse des salaires et la reconnaissance du syndicat C.G.T. qui fit sept mille adhérents dans la foulée, la volonté d'aller plus loin contre les petits

chefs et la hiérarchie dans la troisième phase, la plus longue, puis la reprise en main de la Direction avec l'instauration d'un « syndicat jaune » qui fit deux mille affiliés à la botte de Schneider... Et les arrestations, la grève toute fraîche de 1900, la manifestation de Chalon qui avait vu la troupe tirer et assassiner un métallurgiste, l'arrestation de Benoît Broutchoux pour propos contre l'armée à l'enterrement de ce même métallurgiste, la victoire de Schneider avec l'exil de deux mille trois cents personnes choisissant de partir plutôt que de se soumettre, les engueulades dans les réunions entre anarchistes et socialistes, entre socialistes mous proches du pouvoir et socialistes durs voulant en découdre...

Cela n'en finissait pas, comme d'habitude.

*Le Réveil* s'était créé dans la foulée du succès des deux premières grèves de 1899. C'était un journal militant donnant des perspectives politiques à la lutte ouvrière. Un journal qui tentait l'unité des différentes écoles socialistes pour les orienter vers plus de « radicalité ». C'est ce qui avait fait replonger Augustin dans les luttes et la politique, après plus de quinze ans de relative distance, depuis octobre 1885.

Il avait beaucoup lu, les journaux militants toujours pour alimenter sa colère, mais sans vouloir rien en faire. Un processus plus autodestructeur que constructif, mais dont il avait eu besoin après les luttes de 1882-1885, comme après la Commune de 1871. Puis le syndicalisme avait aspiré pas mal d'anarchistes. Augustin avait alors repris

du service, au *Réveil* entre autres. À quarante-sept ans, il y faisait figure de vieux sage.

Et l'éternel débat sur l'opportunité de participer aux élections reprit de plus bel...

Depuis mai 1900, quatre communes du bassin minier de Saône-et-Loire avaient une mairie socialiste comme à Montceau-les-Mines, où l'ancien dirigeant du syndicat C.G.T. récemment créé, Jean Bouveri, était devenu maire. Ce qui constituait pour Maxence Rholdes, socialiste marxiste, une « arme de combat » et pour Léo Sirvasi, socialiste anarchiste, une façon de « faire patienter le peuple et retarder la transformation de la société ».

On rendait compte de ces débats, on publiait les lettres de Broutchoux et les prises de position d'autres anarchistes dans *Le Réveil*. Mais l'influence croissante des idées anarchistes inquiétait les notables socialistes. Les réunions étaient agitées, on accusa les libertaires de provoquer le tumulte et la division. « Belle réunion malgré l'intervention intempestive d'un compagnon libertaire », pouvait-on lire dans *Le Réveil* à propos d'une réunion de « propagande socialiste » tenue à Montchanin...

Pourtant, on applaudissait le libertaire Sirvasi lors de ses conférences sur l'action et les principes des coopératives de production de Gueugnon et du Creusot. Le but des uns et des autres semblait être le même : la révolution sociale, le collectivisme. Mais les moyens ? Élections ou action directe ? Attendre qu'un « bon pouvoir » organise l'économie dans un sens favorable aux ouvriers, ou l'organiser maintenant, collectivement entre travailleurs,

sans être dirigé par l'État ? En formant des coopératives ?

L'association ouvrière coopérative de Saône-et-Loire organisa une grande tombola pour leur venir en aide.

Le citoyen Assi, resté après l'amnistie des communards en Nouvelle-Calédonie, n'avait pas pensé à cela ! Une tombola pour financer sa forge coopérative en 1870 !

Mais elle ne pesait pas lourd la nouvelle *coopé*, face à la machine Schneider qui préparait la revanche sur les Teutons à coup de canons.

Au jeu de la concurrence, la finance avait toujours le dessus et la banque des Seillière, financiers fidèles des Schneider, y veillait.

- On va grossir, la masse l'emportera, dit Colongy.

- Mais pour quoi faire ? pensa Augustin.

\*\*\*

Lassés d'attendre la fin, mais connaissant un moyen, les mineurs de Montceau-les-Mines entamèrent le 23 janvier 1901 une grève qui allait durer cent jours !

La compagnie minière était devenue propriété de l'État après la grève de juin 1899.

Chagot laissa la place au nouvel exploitateur : l'État. Et le nouvel exploitateur exploita. Quatre cent cinquante manœuvres furent licenciés et les négociations sur les salaires stoppées par la Direction. Un « syndicat jaune », comme celui du Creusot, vit même le jour !

Contre l'avis de leur direction syndicale, contre les appels au calme de leur maire socialiste, les mineurs votèrent la grève à 15 heures, salle Pézerat à Montceau ce 23 janvier. Louis Collongy venu du Creusot apporter son soutien, y prit la parole en clamant : « Pas de politiciens ! Faites, travailleurs, votre besogne vous-mêmes ! » Ce qui lui valut une volée de bois vert de la part des socialistes proches du gouvernement.

La nouvelle municipalité de Jean Bouveri prêcha le calme, en soutien au gouvernement de centre gauche de Waldeck Rousseau.

La base mit un terme au débat et prit en main cette grève que le syndicat C.G.T. refusait de mener.

Le 27 janvier 1901, *Le Réveil* titrait « La grève générale », en mai, « Montceau trahi » !

En plus des quatre cent cinquante manœuvres licenciés, mille deux cents ne furent pas réemployés à la reprise du travail en mai. Un nouvel échec, encore.

Le bureau du syndicat, effacé durant la grève, avait bien essayé après trois mois de conflit, d'obtenir un mot d'ordre de grève générale de la part de la Fédération des Mineurs de France. Rien n'y fit.

Benoît Broutchoux interdit de séjour en Saône-et-Loire, « les chercheurs de mandats » respiraient mieux...

En août, Bouveri fut élu député, ce n'était pas perdu pour tout le monde.

Augustin, qui avait suivi tout le conflit pour *Le Réveil* avec Louis Collongy, laissa son camarade à ses états d'âme schizophrènes et socialistes. Que

les marxistes se débrouillent entre eux pour trouver le « bon pouvoir », le « bon patron ».

Augustin reprit un travail dans un petit atelier chalon nais et replongea dans la presse libertaire. *Le Réveil* s'enfonça dans l'électoratisme. Après avoir changé plusieurs fois de nom, il finit par s'intituler en septembre 1902 *Le Réveil : quotidien socialiste*. Les mots *travailleurs* et *syndical* avaient disparu.

### **10 mars 2001**

Ce matin, Anaïs regardait la carcasse de l'Opel Ascona qui pourrit à côté du puits, dans la cour. Elle tenait une tasse de café, et cigarette aux lèvres, se balançait d'un pied sur l'autre sur les accords de « Alice, mens-moi encore » du groupe F.F.F. (Fédération Française de Funk).

On s'est levé tard ce samedi, Anaïs ne travaillait pas ce matin. Hier soir je l'ai emmenée avec sa voiture écouter du jazz-rock à Bresse-sur-Grosne, un ancien relais pour chevaux, converti en salle de concert. Un vestige de mes tribulations adolescentes. Elle ne connaissait pas, ce n'est pas très loin de chez elle pourtant.

Je crois qu'elle voulait se venger du supplice qu'elle a enduré avec les solos interminables du trio basse/batterie/clavier d'hier soir. Elle a donc mis cette cassette des quatre *funky boys* qui, tout de rose fluo revêtus, étalent leur jeunesse, ces salauds, sur le boîtier.

- Et les armes, Rémi ? Comment sais-tu qu'elles se trouvent là ? m'a-t-elle demandé.

- Bof, des racontars, des rumeurs, si ça se trouve c'est du flan.

Je me suis approché d'elle et j'ai posé mon menton sur son épaule. Je l'ai respiré, en jouant du bout du doigt avec sa bretelle de soutien-gorge. Je suivais la couture qui généreusement, tourne autour de ses seins en faisant un huit. Voilà un circuit qu'il faut parcourir le plus lentement possible. Qu'est-ce qu'on en a à foutre, des flingues qu'Alémanus et son pote ont planqués ?

- À côté du lavabo de la chambre.

- Et ben quoi à côté du lavabo ? ai-je répondu comme un crétin.

- Les capotes, crétin ! a-t-elle justement confirmé.

Je l'ai soulevée comme une jeune mariée, elle est moins dense que Marie-Claude. Le trajet jusqu'au lit n'avait beau faire que deux mètres, j'ai eu le temps de me demander où j'allais, moi, avec ces deux-là, la grande sœur et la jeune pousse...

Une fois posée sur le lit, je lui ai retiré le survêtement qu'elle m'avait piqué au réveil. Il lui va mieux qu'à moi, c'est certain.

Alors que j'avais gagné au moins un degré de plus dans les veines, elle a soudainement remis ça :

- Tu ne m'as pas répondu pour les fusils.

- J'ai des informateurs sûrs, tu peux me faire confiance, lui ai-je rétorqué, escomptant que cette mâle assurance m'ouvre les ailes de son papillon noir...

Elle a cédé, oui ! Comme un élastique trop tendu et j'en ai encore des picotements sous les testicules en y pensant.

On a discuté au lit pendant un bon moment, en fumant des trucs.

Anaïs travaille dans une école à Chalon-sur-Saône, aide-éducatrice cela s'appelle.

Comme je suis un con prétentieux qui se croit autorisé à donner son avis sur tout, j'ai voulu lui lire un extrait du petit livre du grand Raoul. Elle m'a interrompu au cours du passage où Vanegheim explique que « l'enfance est prise au piège d'une école qui a tué le merveilleux... » :

- T'es allé où au lycée, toi ?
- Ben, ici au Creusot, pourquoi ?
- Comme ma mère.
- Comment elle s'appelle, ta mère ?

Elle ne m'a pas répondu. Elle pose plus de questions qu'elle ne répond à celles qu'on lui pose !

Anaïs s'est levée et a remis les F.F.F. qui en étaient encore à « Alice, mens-moi encore mais rends-moi plus fort, tes mensonges valent mieux que love me ».

On est allé casser une graine à « Le restaurant » qui servait paraît-il un pastis particulier. Ce que mon mal de tête actuel confirme.

Anaïs m'a donné rendez-vous pour tout à l'heure. Elle vient me chercher avec ses potes pour jouer de la colle et du pinceau. Moi, j'ai un polar sur le feu, je ne sais pas si j'aurai le temps.

## XVI

Ses activités militantes avaient eu raison de la sécurité d'un travail stable. Augustin n'avait pas eu d'enfants, Cécile et lui avaient vieilli pauvres, mais fiers.

Des enfants ! Avec la vie qu'ils avaient menée, cela aurait démultiplié d'autant la misère. De toute manière, Cécile n'avait pu en avoir, suite aux avortements rudimentaires et clandestins liés à son activité antérieure.

Petits boulots par-ci, par-là ; entre Chalon-sur-Saône et Le Creusot. Principalement chez des ferronniers pour y forger du petit matériel agricole. Augustin essayait depuis peu un commerce ambulancier d'aiguiseur d'outils, circulant avec charrette et cheval de Chalon à Marmagne. Il n'était retourné dans son Morvan natal que pour les enterrements.

Même si la misère lui collait aux basques, il s'était « construit » ici, en pays minier ; il y restait et ne partait jamais très loin. Cécile et lui avaient gardé leur domicile de La Combe des Mineurs.

L'hostilité que les paysans du Morvan manifestèrent lors des quêtes de soutien aux mineurs grévistes de 1901, avait encore creusé le fossé qui s'agrandissait entre Augustin et son milieu d'origine. Pourtant la menace était évidente, elle valait pour tous, paysans et ouvriers. La menace, c'était

la guerre ! De nouveau ! Encore et toujours. Cela n'avait rien de fatal, c'était juste une commande passée par les industriels français et allemands à la classe politique de leur pays respectif. Une avance sur recettes.

Les maîtres des Forges n'allaient pas laisser passer l'occasion.

Au Creusot, on en était au troisième Schneider. Après Eugène, Henri (mort en 1898), place à Eugène II. Eugène II avait géré les grèves de 1899 et 1900 à la manière de son grand-père.

Rusé, jouant le pourrissement du mouvement, il avait apporté deux innovations de taille. La première, constituer un syndicat à sa botte, qu'on allait appeler le « syndicat jaune » ; la deuxième, utiliser la photographie pour identifier les meneurs. Un précurseur !

Malin aussi ! Eugène II accepta l'entremise du gouvernement de centre gauche de Waldeck Rousseau pour venir à bout du conflit. Main dans la main, gouvernement et patrons purent faire condamner les leaders syndicaux et forcer à l'exil deux mille trois cents personnes qui chantaient l'Internationale depuis leur wagon de la compagnie P.L.M. en passant devant l'Usine.

\*\*\*

Les Creusotins étaient bel et bien « schneidérés ». Le Creusot produisait des canons et le maître des Forges avait fait accepter cela à « sa » main-d'œuvre, à « sa » population.

C'est à Montceau et à Chalon qu'eurent lieu des conférences anti-militaristes.

La jeunesse révolutionnaire de Montceau organisait depuis plusieurs années de telles conférences ; Benoît Broutchoux les avait influencées. En 1901, les jeunes révolutionnaires montcelliens « reconnaissaient l'urgence de la suppression des armées permanentes et leurs conséquences (les bagnes de discipline et celui de Biribi) ».

Le 20 janvier 1906, Gustave Hervé, animateur du journal *La Guerre Sociale*, donna l'une de ces conférences salle de l'Éden, à Montceau. Six cents personnes écoutèrent Hervé dénoncer « le vol de l'Algérie, du Tonkin, de la Tunisie, de Madagascar et bientôt du Maroc au profit des capitalistes et pour lesquels il faudrait se faire trouser la peau ».

Bouveri, maire de Montceau-les-Mines, dont les oreilles sifflaient, s'était éclipsé et Forest, son premier adjoint, resta tout le temps de la conférence dans la salle du café de l'Éden. L'un et l'autre refusèrent de signer le manifeste anti-militariste et le conseil municipal se divisa sur la question. Le clivage des socialistes montcelliens en 1906 suivait celui des grèves de 1901.

Les socialistes s'alignaient progressivement sur les positions revanchardes et guerrières qui montaient de partout. Les écoles privées aussi bien que publiques firent converger leurs efforts pour militariser la jeunesse.

Il y eut quelques notables exceptions chez les instituteurs de Saône-et-Loire, dont une poignée militait ardemment contre les armées. Ils furent

fichés comme anti-militaristes en 1907. Des instituteurs de village, surtout.

La C.G.T. avait fait afficher un manifeste intitulé « Guerre à la guerre ! » début 1906. Augustin en avait placardé quelques-uns à Chalon, réimprimés par le syndicat du livre C.G.T. de Besançon.

Au Creusot, rien ! Il allait combler ce vide !

Une phrase prononcée lors d'une conférence anti-militariste montcellienne en octobre 1907 lui restait en mémoire : « En cas de guerre, les prolétaires de tous les pays devront s'entendre par tous les moyens, lesquels, je n'en sais rien, ce pourrait être l'insurrection, le rassemblement des citoyens dans les villes pour empêcher les réservistes de partir, ou encore flanquer des balles dans la peau des représentants de l'autorité qui viendraient pour faire partir les réservistes. »

Augustin ne pouvait qu'être en accord avec ces justes paroles. Mais ils n'étaient plus que cinquante à cette conférence. Il fallait convaincre. Diffuser les idées auprès des jeunes, ceux que l'on enverrait sur les champs de bataille...

Donc, pour l'heure, il collait.

Dans la nuit du 7 au 8 mars 1908, Augustin en était à sa vingt-huitième affiche dans les rues du Creusot quand il entendit ces mots, derrière lui, tout près, très près :

- Augustin, t'as échangé tes fusils contre du papier ?

L'an 1908, le 8 du mois de mars à 6 heures 45 du matin,

Moi, commissaire de police de la ville du Creusot, officier de police judiciaire auxiliaire de Monsieur le procureur de la République, rapporte que ce jour à l'heure susdite, passant rue de Dijon, avons aperçu sur le mur de la maison portant le n°21 de la dite rue, une affiche de propagande anti-militariste imprimée sur papier rose jaune, d'une dimension de 61 sur 43, dépourvue de timbre.

Cette affiche commence par ces mots en gros caractères : « Aux soldats ! ». Elle contient des extraits de discours et d'écrits, de sept écrivains ou hommes politiques relatifs à l'armée.

Elle se termine par ces mots : « Soldat réfléchis et conclus toi-même. »

Elle porte au bas à gauche, l'adresse de l'imprimerie qui est la suivante : « Imprimerie des causeries populaires des X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> arrondissements, 5 cité d'Angoulême ».

Nous avons immédiatement recherché s'il n'y avait pas d'autres affiches semblables, placardées dans la commune du Creusot. Nous en avons trouvé onze semblables également dépourvues de timbre placardées dans divers endroits aux quartiers de La Molette et de La Villedieu. Nous avons détaché quelques-unes de ces affiches et avons lacéré les autres.

Les agents que nous avons envoyés dans les autres quartiers pour rechercher le même placard en ont trouvé quatorze dans le quartier Saint-Charles, ils les ont décollés ou lacérés.

*Nous annexons au présent un exemplaire de l'affiche susmentionnée qui ne contient aucune signature.*

*Malgré de nombreuses et actives recherches, nous n'avons pu découvrir quel était l'afficheur de ce placard dans la nuit du 7 au 8 mars.*

*Nos recherches continuent et feront l'objet d'actes ultérieurs en cas de découverte. Attendu que ce qui précède nous paraît constituer une infraction à l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881, modifiée par celle du 12 décembre 1903, ainsi qu'aux lois des 28 avril 1816 et 28 décembre 1895, relatives au timbrage des affiches, avons dressé le présent procès-verbal pour être transmis à toutes fins utiles à Monsieur le procureur de la République à Autun.*

*Copie du présent a été adressée à Monsieur le préfet de Saône-et-Loire à Mâcon.*

*Le commissaire de police*

**«Si les peuples se servaient de leurs armes  
contre ceux qui les ont armés,  
la guerre serait morte.»**

C'était la dernière citation au bas de l'affiche. Elle était signée Guy de Maupassant.

Augustin ne pouvait plus l'approuver ; le couteau qui s'était enfoncé entre ses omoplates avait fauché sa vie.

# Deuxième partie

*Chaque société a les révolutions qu'elle mérite.*

Michel Bakounine

*Voici la statue du grand homme,  
sous le spectre des marronniers,  
où l'on croqua la première pomme  
d'une quelconque vipère en acné.*

Hubert Félix Thiéfaine  
(Villes natales et frenchitudes)

## *Dimanche 11 mars 2001*

Trois coups, comme convenu. Anaïs bondit quand même comme une folle ! C'est Jérémie. Elle hurle presque :

- T'as bien tout enlevé ?

Jérémie hoche la tête, il a l'air sacrément sonné. Mais des cinq de la bande, c'est encore le plus vaillant.

\*\*\*

La nuit dernière, à dix heures, ils sont passés chercher Rémi. Il n'était pas chez lui. Ils ont alors commencé leur tournée, comme les autres fois : d'abord coller la tronche du candidat dans les différents points, repasser et coller les bandeaux par dessus, puis s'attaquer aux statues.

Vers minuit et quart, Julie faisait le guet avec Benjamin, Jérémie était resté au volant de la camionnette, Anaïs collait avec José. Rémi est passé sur sa mobylette venant du Pilon, il ne s'est pas arrêté. Juste un signe de la main. Anaïs pensa qu'il devait faire un de ses repérages pour son polar. Elle proposa aux autres d'écrire le graffiti à sa place, c'est ce qu'ils firent. Puis ils décidèrent d'en profiter pour chercher les fusils dont Rémi leur avait parlés. D'après celui-ci, c'est dans le sous-sol d'une des maisons transformée en garage

de La Combe des Mineurs, vieux quartier ouvrier du Creusot, que les fusils étaient planqués. À la connaissance d'Anaïs, Rémi n'était pas encore allé vérifier. L'idée seule de ces fusils cachés semblait lui suffire.

Il y avait plusieurs de ces maisons-garages. Les jeunes eurent de la chance, en commençant par le bas de la rue, de trouver dès la deuxième porte fracturée la trappe qui cachait les fusils.

Plus tard dans la nuit, ils passèrent entre les deux lycées. Ils reconnurent la mobylette de Rémi couchée, moitié sur le trottoir, moitié sur la route. Il y avait du sang sur le réservoir. José dit : « Qui c'est ces mecs ? » Deux types couraient dans la cour du lycée. Ils franchirent la grille pour s'engouffrer dans une voiture qui fila immédiatement vers la place Schneider. Avec Jérémie, Anaïs décida d'aller voir dans le lycée. Malgré les travaux, on pouvait passer dans le tunnel qui relie les deux bâtiments. Les deux jeunes gens appelèrent Rémi, sans résultat. Au bout du tunnel il y avait du matériel de chantier, les jambes de Rémi dépassaient d'une bétonnière.

Jérémie essaya de tirer le corps en arrière, du sang lui coula sur les pieds.

\*\*\*

- Bon je vais rendre la camionnette à mon père, le sac est dans l'entrée, en bas. On se voit demain ? demande Jérémie.

Anaïs, sortant de son film intérieur, répond machinalement :

- Bien sûr. Dis aux autres de passer.

- Je t'ai apporté ça aussi, ajoute Jérémie en posant un dossier cartonné à côté du téléphone.

Anaïs va chercher le sac en raccompagnant Jérémie qui veut l'embrasser mais elle le repousse gentiment. Il dit :

- Je comprends, et s'engage dans l'allée.

La jeune fille attend que la camionnette fasse crisser les gravillons et sort alors avec le sac. Où va-t-elle pouvoir mettre ce satané sac ? Il y a un petit garage attenant à la maison, on peut y accéder de l'intérieur. Le précédent locataire faisait de la planche à voile et avait aménagé une sorte de mezzanine pour ranger son matériel. Anaïs y fourre tout ce qui l'embarrasse ailleurs dans la maison. Elle se dit que cela fera l'affaire et entreprend de loger le sac dans un carton vide qui contenait les enceintes de sa chaîne hi-fi. Elle s'y reprend à plusieurs fois car c'est très lourd : sept fusils « à piston » et les boîtes plombées qu'ils viennent de déterrer.

De retour à l'étage, la panique l'envahit. Elle fouille dans l'un des placards et avale un Lexomil.

Anaïs s'allonge sur la banquette du salon et allume une cigarette. Bon Dieu, Rémi !

Elle redescend les marches de l'escalier, s'empare du dossier. Elle tire la pile de feuilles qu'il contient et commence à lire, assise sur la dernière marche.

Une première page avec un titre : « La peau des statues »...

*Lundi 12 mars 2001*

**8 heures 45**

Tout le personnel du lycée, du proviseur à l'emploi jeune, est mobilisé pour diriger les élèves vers des lieux plus cléments. À savoir chez eux s'ils le peuvent, dans les salles d'étude de l'autre bâtiment s'ils le veulent, ou bien n'importe où ailleurs, mais pas dans les pattes des flics.

Beaucoup choisissent l'étude alternative des banquettes de bistrot du quartier. La commissaire Lisa Monestier les regarde s'éloigner par grappes, têtes d'adolescents épuisés penchées en avant.

- Dès que le corps est évacué, vous me rassemblez tout le monde dans une des salles de classe, dit-elle.

Le tunnel qui relie les deux parties du lycée, sous la rue Jean Jaurès, est en travaux. On construit un hall d'entrée circulaire, côté boulevard Saint-Quentin. C'est l'entrée principale du lycée.

L'inspecteur Raymond Fabre qui accompagne la commissaire ce matin, se dirige vers le bâtiment principal avec deux ouvriers du chantier. Une clocharde qui traînait sur les lieux à l'arrivée de la police le matin est repoussée par le cordon de policiers en tenue, tandis qu'elle hurle : « Tuniques bleues, enculées » ! Ceci fait bien rigoler les jeunes encore présents sur les lieux. Elle s'en

retourne brandissant une bouteille plastique remplie de gros rouge, gueule encore quelques insultes et crache par terre, aux pieds d'une lycéenne perchée sur de hauts talons qui se tord la cheville en évitant le crachat.

L'inspecteur Fabre n'a pas eu le temps de commenter les résultats électoraux du premier tour des municipales. Lui qui est présent sur la liste du maire sortant, candidat socialiste au Creusot, en position éligible. Sa liste se retrouve en ballottage surprise, avec seulement cent vingt-deux voix d'avance. Un électeur sur deux ne se serait pas déplacé. Raymond pense surtout à cela en montant les escaliers du lycée à la suite des témoins et se dit qu'« au moins à Toulouse, on n'a jamais autant voté, et les *Motivé(e)s* soutiennent le candidat socialiste au second tour, voilà des gens responsables... ».

On s'installe dans la première salle disponible de l'étage. Les deux ouvriers n'ont pas grand chose à dire, si ce n'est qu'ils ont trouvé un macchabée dans la bétonnière et qu'évidemment, impossible de travailler dans ces conditions...

L'inspecteur relève les identités des deux hommes et s'apprête à les laisser partir, lorsque entre dans la pièce la commissaire accompagnée d'un petit bonhomme cravaté, qui ne doit pas avoir plus de trente ans. Raymond Fabre reconnaît le juge d'instruction bien qu'il ne l'ait vu qu'une seule fois pour une histoire de braquage de station service.

- Ces deux-là n'en savent pas plus que vous et moi, dit l'inspecteur à propos des deux ouvriers.

- Que vous, c'est sûr, lui répond Lisa Monestier avant de les laisser partir.

Elle ferme la porte de la salle de classe derrière eux et ajoute :

- Le cadavre a été identifié. Il s'agit de Rémi Mérévitch, né en 1961 ici, au Creusot ; la mort remonterait à la nuit de samedi à dimanche.

- Et entre 1961 et mars 2001 ? demande Fabre, perfidement.

- C'est vous qui allez nous trouver tout ça mon petit Raymond. Un indice : sa carte d'identité a été établie à Toulouse, un compatriote à vous ! Vous allez vous régaler... À 15 heures au commissariat.

La commissaire s'en retourne, avec toujours collé à ses basques, le jeune juge qui n'a fait qu'opiner du bonnet durant la brève conversation.

Traversant la cour et venant à sa rencontre, Raymond Fabre reconnaît Gérard Kubsac, inspecteur comme lui, et de la même génération : celle des anciens.

- Alors Raymond, t'es pas encore adjoint au maire ?

- C'est ça, ferme-là. On a du boulot : porte à porte, interrogatoires dans toutes les rues qui donnent sur le bahut, t'es au courant ou faut que je remette ça ?

Fabre interprète la grimace et les bras levés de Kubsac comme des signes qu'il l'est, « au courant ». Les deux hommes se dirigent ensemble vers la sortie du lycée.

Devant la bétonnière dans laquelle on a retrouvé le corps, un cordon de sécurité est tendu. Seuls s'affairent autour de l'engin de chantier les

flics relevant indices et empreintes. Un policier en tenue poussant une mobylette, interpelle les deux inspecteurs :

- On a retrouvé ce vélomoteur dans la rue d'à coté avec un casque. Je porte tout aux gars du labo ?

- Vous faites bien, lui répond Fabre, n'oubliant pas que sous chaque képi réside un électeur.

Le képi-électeur continue son chemin et dépose la mobylette à côté de la bétonnière.

- Chacun sa rue, dit Kubsac. Tu fais les habitations de la rue Saint-Quentin là-devant, t'as l'habitude du porte à porte, profite-en, t'es en campagne. Moi, je vais voir du côté du Jaurès.

Kubsac s'éloigne en direction du bistrot.

Fabre ne proteste pas. Son collègue n'est pas le partenaire idéal. Mais les deux flics ont quelques affinités : Kubsac a joué au COC, le club de rugby local. Pour Fabre, fervent supporter du Stade Toulousain, se retrouver dans un coin où l'on joue au rugby le conforte dans l'idée qu'il n'a pas tout perdu avec cette mutation, il y a huit ans. Le rugby plus la politique, ses deux passions.

Raymond Fabre n'a pas choisi cette ville qu'il ne connaissait même pas de nom ; il a choisi d'oublier sa vie toulousaine et plus précisément sa femme. Elle détestait le rugby.

Seulement, ces Creusotins ne jouent pas le « beau jeu » collectif qu'il affectionne. C'est un sujet de débat avec son collègue, comme le pinard d'ailleurs. Kubsac trouve un goût de chaussette aux vins du Sud-Ouest ! Avec toutes les fumées d'usine qu'on respire par ici depuis des décennies,

il n'est pas étonnant que les sens en soient altérés !  
C'est ce qu'il croit, Raymond.

## 10 heures

La commissaire Lisa Monestier est retournée à son bureau. Finalement, c'est là qu'elle se sent le mieux. Les téléphones, interphones et claviers disposés autour d'elle relaient ses ordres, ses désirs. Elle a 41 ans. C'est un « espoir féminin » de la police française dont l'image se véhicule à coup de « Julie Lescaux télévisée » et de loi sur la parité. Une femme aussi capable qu'un homme de tout faire pour garder le pouvoir tellement elle aime servir. La revanche des « chiennes de garde ». Une étape nécessaire ?

Elle prépare un *speech* pour ses subordonnés sur cette affaire de cadavre en bétonnière avec les pistes de recherche à explorer. Le mort avait des papiers en règle. Des papiers ! Voilà un élément rassurant qui devrait accélérer l'enquête. Ce ne devait pas être un dangereux malfrat. D'un autre côté, une histoire de grand banditisme permettrait de refiler l'enquête au S.R.P.J. de Dijon.

Lisa Monestier n'est pas du genre à tirer au flanc ; au poste qu'elle occupe il faut qu'elle brille, qu'elle se fasse remarquer. Elle mènera donc cette enquête au bout et rapidement. D'ailleurs, comme en écho à ces pensées volontaristes, le téléphone sonne. La commissaire décroche promptement : c'est Robert Sancerre, maire du Creusot et candidat au renouvellement de son mandat, qui se ren-

seigne sur « le cadavre du lycée », comme la rumeur le nomme déjà.

La commissaire est assez surprise du ton détaché que prend le maire à propos de l'affaire : confiance absolue en la police républicaine et blabla, travail commun pour la sécurité de nos concitoyens etc. Pourtant Sancerre n'a pas été élu dès le premier tour ; le journal du jour parle même de surprise. La concurrente du maire sortant, qui a fait toute sa campagne sur la sécurité, l'a mis en ballottage. Va-t-il tomber ? En tout cas, il a l'habitude d'être plus sec quand il est en difficulté.

Ce petit mystère est vite éclairci quand Robert Sancerre assure à la Police nationale, le soutien de l'équipe municipale qu'il dirige et qui a été élue hier. Eh oui ! L'annonce d'un deuxième tour était une erreur. Une mauvaise interprétation du code électoral en serait à l'origine. Le tribunal administratif devrait officialiser la victoire de la liste Sancerre dès demain.

En raccrochant, la commissaire comprend que la presse a un temps de retard, ce qui n'est pas pour lui déplaire.

Depuis quelque temps, avec cette histoire de statues souillées, le laxisme de la police est fustigé et Lisa Monestier n'est pas loin de partager cette idée. Mais un certain corporatisme doublé d'une forte ambition la pousse à défendre l'Institution. Pour elle, la police manque de personnels, peu importe qu'ils soient municipaux ou d'État. Si elle pouvait les diriger tous, elle réglerait rapidement ces histoires d'étrons, de graffitis et d'affichages sauvages.

Lisa Monestier étend ses longues jambes sous le bureau. Elle allume une cigarette *extra light* mais l'écrase aussi sec pour décrocher un combiné et demander à l'inspectrice stagiaire Hélène Stopira de venir la rejoindre. C'est l'occasion de donner sa chance à cette petite...

Hélène, c'est une véritable boule de nerf. La pratique du jogging à outrance a asséché son corps, qu'elle réhydrate à longueur de journée avec une bouteille d'eau minérale qui ne la quitte jamais.

Teint mat, ses yeux noisettes n'adoucisent en rien la volonté d'en découdre qu'elle manifeste principalement envers les hommes ; c'est à dire Kubsac et Fabre en premier lieu. Saine émulation au sein du service. Bref, elle plaît en cela beaucoup à la commissaire.

Hélène a droit à un rapide topo de la situation. Elle reçoit la mission de mettre au clair le séjour du « cadavre du lycée », plan du Creusot à l'appui. Hélène est ravie d'avoir des trajets à effectuer, elle va pouvoir parfaire son entraînement, au trot.

Un deuxième coup de fil émanant cette fois de la préfecture confirme à Madame la commissaire deux choses. La première : Rémi Mérévitch n'a pas mis volontairement sa tête dans une bétonnière pour y finir ses jours. La seconde : Robert Sancerre a bien été élu au premier tour, il ne sait pas lire le code électoral.

Et le préfet lui fait dire que son enquête en sera plus aisée n'étant plus sous pression électorale. Il en veut tout de même un rapport régulier.

Lisa Monestier a un avis partagé sur la question : avec un inspecteur adjoint au maire, la tâche n'en sera pas forcément simplifiée.

## **Midi**

L'inspecteur Fabre a rejoint son collègue Kubsac au bistrot Le Jaurès. Jambon-beurre et demi, une pause bien méritée après avoir écumé tout le quartier. Sauf que le résultat de la pêche aux informations est nul. C'était prévisible, au premier tour de piste, soit on n'a rien vu, soit on ne veut pas en parler. Que la police se démerde, « des bruits de mobylettes, c'est pas c'qui manque la nuit ».

- Te biles pas, Raymond, tout ça va s'décanter, ils viendront causer au commissariat, et volontairement avec ça.

- Ouais, soit mouchard, soit complice, il n'y a pas de milieu ici répond Fabre.

Il est plutôt habitué au « radicalisme cassoulet » du Sud-Ouest où l'on compose entre notables. Les comportements tranchés qu'il rencontre ici le désarçonnent. Il manque « un centre » à qui on refilerait le ballon.

Fabre poursuit :

- Tout de même, un samedi soir ! Le bar était ouvert jusqu'à une heure du matin, personne n'a rien entendu ? On est juste à côté de l'endroit où l'on a retrouvé la mobylette !

- À cette heure-là, c'est plutôt le moteur intérieur qui fonctionne et il faut le lubrifier, répond Kubsac en finissant son demi d'une traite.

Les consommations payées, les deux inspecteurs sortent du bar.

- Je voudrais examiner de plus près l'endroit où la mobylette a été retrouvée, dit Fabre.

- Comme tu veux, mais tu perds ton temps, lui répond son collègue. On se rejoint au commissariat tout à l'heure.

Raymond Kubsac est accroupi au bord du trottoir au milieu de la rue de la Corderie qui donne sur la cour du « vieux lycée ». Mises à part les traces de pneu déjà relevées et les petits éclats bleus provenant probablement de la peinture du vélomoteur, rien. Ce qui est sûr, c'est que l'arrivée a été mouvementée et que le « futur cadavre » n'est pas venu faire du tourisme dans le lycée, comme en témoignent les traces de sang retrouvées sur la mobylette.

L'inspecteur relève la tête vers la grille et se redressant, aperçoit de l'autre côté une petite carte blanche. Il réussit à l'attraper, le bras à travers les barreaux. Il s'agit d'une photo avec au dos, la date du développement : décembre 2000. Puis Raymond Kubsac saisit son portable qui vient de sonner. C'est l'un de ses colistiers :

- On a gagné Raymond. On fait moins de vingt-cinq pour cent des inscrits, mais aux municipales c'est suffisant pour être élu dans une ville de plus trois mille cinq cents habitants, sans deuxième tour.

Le voilà adjoint Raymond, adjoint dans une ville où l'abstention est majoritaire certes, mais adjoint tout de même. L'inspecteur empoche la photo, son portable, et inconsciemment bombe son

torse de troisième ligne jusqu'à sa voiture. Dans le rétroviseur, il ne voit plus ses bajoues et ses cernes violacés, seulement Raymond Fabre, adjoint au maire ! Il assied ses cent dix kilos et démarre, conquérant.

## 15 heures

Lisa Monestier passe au tableau. Elle adore jouer à la maîtresse, sérieuse, organisée et rationnelle.

Elle a préparé une sorte d'organigramme vierge, des cases reliées par des flèches qu'il ne reste plus qu'à remplir. Fabre et Kubsac écoutent, attendent d'être interrogés.

- Où est Hélène ? demande l'inspecteur Kubsac pour meubler, ou plus vraisemblablement pour envenimer l'atmosphère.

Cela masquera son incompetence. Il revient bredouille ; les cases de la commissaire ne vont pas se remplir avec le résultat de ses recherches. De plus, ce fayot de Fabre affiche un air d'autosatisfaction, signe qu'il a lui, des cartes dans son jeu.

- Elle a téléphoné, elle arrive d'un inst...

L'inspectrice stagiaire a bien minuté son parcours depuis son coup de fil. Elle pénètre ou plutôt jaillit dans le bureau, baladeur sur les oreilles, bandeau fluo autour de la tête, le visage encore marqué par l'effort.

À peine assise, elle lance :

- Vous pouvez y aller. Elle sort sa bouteille d'eau, même pas essoufflée.

La commissaire débouche quant à elle un feutre rouge et demande :

- Qui commence ?

Fabre n'y tient plus et présente sa découverte photographique, à laquelle il ajoute les renseignements qu'il a pu collecter en début d'après-midi auprès de ses anciens collègues de Toulouse. Hélène lui emboîte le pas, avec l'adresse du domicile creusotin de Rémi Mérévitch. Après ça, l'inspecteur Kubsac ne peut que marmonner :

- On avance...

Comme par enchantement, les divers renseignements trouvent une place dans le schéma de Lisa Monestier qu'elle complète de ses propres découvertes ; la commissaire se veut aussi une femme de terrain. Elle prend la parole, feutre en main, pointant les cases :

- Rémi Mérévitch, 40 ans, né au Creusot, est retrouvé mort sur le chantier du lycée Jean Jaurès. Sa mort remonte à samedi soir. Probablement assassiné comme en témoigne le trou qu'a fait une balle de calibre d'arme de guerre dans sa nuque. Il a habité Toulouse de 1986 jusqu'à décembre 2000, date supposée de son retour au Creusot. Casier judiciaire vierge. Pas d'enfants. Dernier emploi connu : manutentionnaire dans une boîte de transport toulousaine. De 1981 à 1985, employé de bureau chez Creusot-Loire, puis licencié comme tant d'autres en janvier 1985. Il louait un meublé depuis janvier 2001 à Marie-Claude Morell, fleuriste au Creusot. Circulait à mobylette. Rémi Mérévitch avait probablement d'autres contacts ici. En effet, à qui appartient la Volkswagen bleue de

la photo prise derrière la caserne des pompiers ? Qui a pris cette photo ? Est-ce bien la victime qui l'a perdue en passant la grille ? A-t-il encore de la famille dans la région ? D'où vient le vélomoteur ? Et surtout, qu'est-ce qui justifie qu'on liquide Mérévitch avec un calibre de guerre ? Des motifs au Creusot, à Toulouse ? Visiblement, il fuyait pour s'être réfugié dans la cour du lycée.

Un silence ponctue ces propos. Lisa Monestier reprend :

- Voilà les pistes. Je vous propose maintenant d'aller voir ce meublé dont nous a parlé Hélène. Ah Raymond, félicitations !

- C'est le métier, répond Fabre. Faut avoir l'œil, c'est tout.

- Non, non, ça c'est votre boulot, vous êtes payé pour. Je faisais allusion aux élections et à ce propos, l'ex-nouveau maire a déjà donné signe de vie, inutile donc de jouer les courroies de transmission.

« Putain, le chaud et le froid soufflés en une micro seconde », rumine Fabre tandis que Kubsac s'éclipse, tellement pressé d'en finir.

## **15 heures 50**

Une fouille en règle se déroule dans le deux-pièces que louait Rémi Mérévitch. La propriétaire est présente sur les lieux et ne sait pas trop comment se tenir, ni que faire. C'est une femme entre deux âges, d'allure dynamique. Elle parle sans arrêt d'un ton quasiment hystérique et il faut donc

faire le tri dans tout ce qu'elle raconte. Mérévitch lui disait qu'il était un journaliste toulousain enquêtant sur les reconversions industrielles du bassin minier. Même si elle avait trouvé que pour un journaliste, il faisait plutôt misérable, peut-être que son journal n'était pas riche non plus. Quel journal ? Lui avait-elle demandé ? Et bien non ! Elle avait fait confiance à des clients de son magasin qui lui avaient présenté Mérévitch et voilà...

Pendant que la commissaire assistée de sa protégée essaie d'y voir clair, les deux inspecteurs ont tout retourné dans le deux-pièces et Kubsac a enfin rapporté quelque chose : une boîte en fer où sont rangés quelques sachets de thé, qui est aussi remplie à mi-hauteur de ce qui semble être de l'herbe, de la marijuana.

- On embarque ça, l'ordinateur et les bouquins, annonce Lisa Monestier.

Puis elle ajoute en regardant par la fenêtre :

- Il faudrait fouiller cette carcasse de voiture ainsi que le puits.

Les deux inspecteurs s'exécutent. Ils sont déjà dans l'escalier tandis que la commissaire demande à la fleuriste de la suivre au commissariat où l'on prendra sa déposition.

Marie-Claude Morell relève ses longs cheveux roux qui lui tombent en mèches frisées sur le front. Une douleur qu'on aurait du mal à considérer comme feinte a semé la désolation sur son visage.

- Comment est-il mort Rémi ? parvient-elle à articuler.

Sa question reste sans réponse si ce n'est un haussement d'épaule fataliste de la part de la commissaire.

« Si c'est elle qui a joué du calibre de guerre, c'est passionnel... », se dit Lisa Monestier.

Elle prend doucement Marie-Claude Morell par le bras et fait signe à Hélène qu'il est temps de mettre les bouts. Avant de sortir, elle décolle au passage une feuille de cahier scotchée sur la porte.

« Je me suis mis en marche toute la nuit... », lit-elle sur la première ligne manuscrite.

## **19 heures**

- Elle ne dira rien, elle a peur, c'est tout.

- Justement, quand t'as les foies, tu parles pour te soulager.

- Tu me fais chier, conclut José.

Il pense à Julie qui n'a pas voulu venir ce soir. Elle est paniquée et refuse de sortir. José a confiance en elle, ça ne se discute pas. Il ne l'imagine pas une seconde se rendre au commissariat pour y raconter sa vie.

La nuit commence à tomber. La voiture conduite par Jérémie roule sur la route express, cette bande d'asphalte qui relie Montceau-les-Mines à Chalon-sur-Saône, dont certaines portions sont encore à trois voies. Un couloir de la mort si l'on s'en réfère au nombre de tués.

Dans l'habitacle du véhicule, un lourd silence s'est installé ; on entend juste le briquet de Benja-

min, qui à l'arrière, chauffe un morceau de *shit* dans le but de confectionner un pétard.

- Hé les gars, faut rester connectés ! clame-t-il tout en torsadant l'extrémité du joint qu'il finit de rouler.

Il secoue sa crinière nattée et allume le cône. Il ne semble nullement inquiet. Pour les deux autres, son intervention est un soulagement.

Benjamin fait passer le pétard à José et dit :

- Vivement la récolte en octobre, marre de dépenser mes maigres francs pour fumer du pneu !

- Il n'est pas mauvais celui-là, rétorque Jérémie.

- Ben justement, il est plus cher et c'est la galère pour en trouver. Légaliser, moi je dis que c'est une mesure de santé publique. Regarde les curés qui veulent qu'on baise sans capote ou qu'on ne baise pas du tout, c'est pareil !

- En quoi c'est pareil ? demande Jérémie, connaissant déjà la réponse.

C'est son dada à Benjamin, la légalisation du haschich. En temps ordinaire, ses amis auraient rapidement mis un terme à la conversation. Mais pour l'heure, l'écouter radoter est un dérivatif efficace à l'actualité.

- Bon, tu baisses sans capote, tu risques le sida, d'accord ? reprend Benjamin.

- Jusque-là on suit, raille José.

- Tu fumes du cannabis acheté dans la rue coupé avec du pneu, tu avales de la dioxine hautement cancérigène, OK ?

- Ouais, marmonne cette fois José tout en tirant un grand coup sur le joint.

- La légalisation avec une distribution autorisée permettrait de fumer de l'herbe de qualité, sans dioxine, comme la capote permet d'éviter de chopper le sida. L'ordre moral de l'État sur le haschisch ressemble donc à celui de l'église sur le sexe, il est criminel, voilà. Gaffe Jérémie, la bretelle est pas loin !

- Benji député ! répète plusieurs fois José.

La voiture sort de la voie rapide et s'engage dans la campagne chalonnaise, au milieu de nombreuses vignes. Anaïs loue une petite maison, à l'entrée du village de Givry, pas loin de Chalon-sur-Saône. Elle est aide-éducatrice dans une école de cette ville. La demeure est assez isolée, mais étant donné les circonstances, tant mieux.

La jeune fille a entendu la voiture, elle attend sur le pas de la porte. « C'est vrai qu'elle est furieusement belle », pense Jérémie. Brune, une tignasse ébouriffée. Un jean classique et un pull suffisent, elle est bien dans n'importe quoi.

- Merde, on se caille, vite ! dit Benjamin en sortant de la fourgonnette pour s'engouffrer le premier dans la maison.

## **22 heures**

Lisa Monestier a demandé à l'inspecteur Kub-sac de bien vouloir lui brancher l'ordinateur retrouvé chez la victime pendant qu'elle sortait casser une graine. Elle s'apprête à fouiller l'appareil dans ses moindres recoins électroniques, octet par octet s'il le faut.

L'appareil est un peu lent, mais il fonctionne. C'est d'ailleurs presque trop facile. Rémi Mérévitch écrivait effectivement, mais pas des articles. Tout est bien rangé dans de petits dossiers virtuels : « Journal d'écriture », « 1870-1871 », « 1899-1901 », « Entre la Commune et 1900 » et « La peau des statues ».

Lisa Monestier lance l'impression du « Journal d'écriture » qui logiquement, est susceptible de fournir le plus de matière à l'enquête. Elle va boire un café à la machine du couloir le temps de l'impression.

Le commissariat est désert mis à part les quelques « bleus » de permanence. La commissaire a donné congé à ses sbires, voulant être la première à découvrir le contenu de l'ordinateur. À trop déléguer, on ne maîtrise plus ses troupes.

L'inventaire des objets trouvés dans le logement de la victime a été vite effectué. Rémi Mérévitch fumait de l'herbe, lisait des poésies, ne possédait pas d'arme. Kubsac et Fabre n'ont rien trouvé dans la cour ni dans la carcasse de l'Opel Ascona. Le puits n'a pas donné plus d'informations.

Lisa Monestier, n'entendant plus le bruit de l'imprimante, retourne à son bureau.

Le journal tenu par Rémi Mérévitch est rapidement lu ; il en ressort tout de même une liste de prénoms des fréquentations locales du défunt et un aperçu de ses tribulations sexuelles avec sa logeuse. Tout cela recoupe visiblement les déclarations de Marie-Claude Morell, le cunnilingus en moins.

La commissaire passe un bon quart d'heure à réorganiser son tableau à cases multiples et encadre d'une couleur différente l'information sur laquelle il va falloir mettre le paquet dès demain : « On tient la bande de merdeux qui collent n'importe quoi sur les murs et souillent les statues de la famille Schneider. »

Lisa Monestier sort de son bureau avec la satisfaction du devoir accompli. Elle a imprimé également les pages du dossier nommé « La peau des Statues ». Un roman, cela en a l'aspect. Elle l'a juste survolé ; d'une part c'est assez long, et d'autre part ces histoires politico-historiques l'ennuient prodigieusement. Fabre s'en chargera.

Seul compte le présent et la commissaire s'est déjà pratiquement forgée une conviction : c'est dans l'entourage creusotin de Rémi Mérévitch qu'il faut fouiller. Cet entourage abrite selon toute probabilité le meurtrier ou la meurtrière. Un pistolet de gros calibre, même militaire, cela se trouve partout dorénavant. Ce type se camait, buvait aussi et ne dédaignait ni les femmes mûres ni les *lollitas* libertaires. Largement de quoi entraîner des ennuis.

En revanche, que vient faire ce discours de lutte de classes datant du siècle dernier, tout au long du roman de Mérévitch ? La commissaire a pratiquement le même âge que l'auteur assassiné et pour elle, à l'époque de leur jeunesse, c'était déjà des propos de dinosaure ! Comment des jeunes d'une vingtaine d'années pourraient-ils se passionner pour ce genre d'histoire ?

« Ni dieu, ni maire », qu'ils affichaient ! On commence comme cela et on finit par abattre le patron de l'usine Renault, comme l'ont fait les membres d'Action Directe dans les années 1980 !

Toute à ses réflexions d'ordre et de sécurité, Lisa Monestier se promet de téléphoner demain à son amie Christiane Tellime, ex-capitaine des Renseignements Généraux, en retraite depuis le mois dernier. Elle doit en connaître un bout sur le milieu des marginaux de ce style dans la région.

Cherchant les clés de sa voiture, elle tombe sur cette feuille de cahier qu'elle a empochée l'après-midi. « ... mais à mi chemin entre mes deux oreilles... », lit-elle dans la suite du poème !

Elle chiffonne et balance le papier dans la corbeille du couloir avant de sortir du commissariat. Rideau, dodo. Toute seule.

Peut-être que cette nuit, passeront dans un rêve, Hélène, le gros Fabre ou Sancerre avec un masque de loup sado-maso ? Qui sait ?

## **23 heures 30**

Anaïs a mis la musique en sourdine. Ils sont assis tous les quatre devant la cheminée, dos au vieux canapé défoncé. L'appétit de l'adolescence les a quittés et les restes sont nombreux sur la table.

- De toute façon, faut se préparer à se faire interroger si un abruti nous a vus à proximité du bahut samedi soir et moucharde. On doit tenir à la

même version : on collait des affiches pour Sancerre, point final, dit Jérémie.

- Ouais ! Et on ouvre grand nos oreilles, intervient José. Demain ça va être le *Bronx* dans la presse locale, va y'avoir des commentaires.

- N'empêche que les deux mecs qui couraient dans le lycée mériteraient qu'on leur fasse sauter l'caisson, article Benjamin en allumant son troisième pétard. C'était un pote, Rémi, merde !

Des paroles définitives, il y a de la surenchère dans l'air...

Anaïs hésite. Elle a lu le roman de Rémi une bonne partie de la nuit, elle n'a plus les idées très claires. Il était un peu « cintré » Rémi, mais les fusils, ils ne les a pas inventés ; ils étaient bien là où il le lui avait dit. Elle voulait lui faire une surprise, ce « butin » comme un cadeau le 18 mars, anniversaire du déclenchement de la Commune de Paris. Le sac d'armes n'était resté que quelques heures dans le coffre de la carcasse de l'Opel. Anaïs dit enfin :

- Les fusils sont dans l'histoire qu'écrivait Rémi ; on les retrouve, ainsi que les boîtes de poudre. C'est peut-être cela le lien avec l'assassinat de Rémi ?

- Qui ça peut intéresser ces vieux trucs, à part peut-être les historiens et les rats de bibliothèque ? On ne tue pas quelqu'un qui fait ce type de découverte, c'est débile ! remarque Jérémie.

- Peut-être y avait-il autre chose à découvrir ? ajoute Anaïs.

- Bon alors, dans ce cas, on est tous en danger. Les deux zigotos qui ont aligné Rémi ont dû nous

repérer et croire que l'on est en possession de je ne sais quoi ! s'énerve José.

Jérémie ne dit plus rien. La peur a gagné tout le monde. Tout le monde, sauf Benjamin mais ce n'est peut-être qu'en apparence. Il dit :

- Putain c'délire, on va se faire rectifier pour une vieille histoire de plus de cent trente ans, n'importe quoi ! C'est moi qui fume, c'est vous qui déjantez !

- Ferme-la Ben ! lui lance José. D'après ce que nous dit Anaïs, il y a des chances pour qu'il y ait autre chose de vrai dans l'histoire de Rémi.

- Et quand bien même ? Y'a prescription après plus d'un siècle. Tout le monde s'en fout, lui répond Benjamin qui se met à débarrasser la table basse. Je fais la vaisselle, c'est moins prise de tête.

José, prétextant la fatigue du boulot, demande à Anaïs s'il peut coucher sur place, puis va s'allonger dans la pièce où plusieurs matelas sont étendus, pour les copains de passage.

Jérémie se retrouve seul avec Anaïs, comme avant, avant Rémi.

Ils ne mettent pas longtemps pour retrouver les gestes interrompus il y a plus d'un mois et quand Benjamin revient de ses exploits ménagers, les choses sont déjà bien avancées : mains dans les culottes qui elles-mêmes ne tardent pas à valser.

- Assemblez-vous mes frères, leur chuchote Benjamin qui prend son matériel à fumette et sort. Il se dirige vers la voiture de Jérémie et s'assied à la place du passager. Le radiocassette peut fonctionner sans les clefs. Benjamin glisse Asian Dub Foundation dans le lecteur. Il incline un peu plus

le siège et se roule un petit *stick* pour mieux percevoir le monde, car il a sacrément tendance à se complexifier... le monde, en ce moment.

Le jeune homme reste un long moment à écouter la musique et à regarder à travers le pare-brise les nuages foncer, poussés par le vent. La lune en éclairage, la voiture comme un cocon et les effets du haschich... pas de quoi se plaindre finalement.

La portière avant côté conducteur s'ouvre d'un coup.

- La vache de trouille que tu m'as foutue, proteste Benjamin.

Jérémie s'assied derrière le volant en rigolant.

- On va dormir ici, dit-il.

- J'avais compris, répond Benjamin, tu sens encore le sexe.

- T'es classe, y'a pas à dire !

- Tu crois vraiment qu'on risque quelque chose ? C'était peut-être un vrai gangster en cavale ?

Benjamin laisse pointer maintenant des signes d'inquiétude.

- Un gangster qui écrit des romans pendant sa cavale ? Une fois en taule peut-être, avant d'y aller, c'est une drôle de couverture ! Je vais me coucher, j'ai cours demain. Bonne nuit Ben, et t'en fais pas, ça va s'arranger.

Jérémie sort de la voiture et laisse son copain de nouveau seul.

Celui-ci se demande si finalement, il ne faudrait pas envoyer le roman aux flics, mais chasse rapidement cette idée de son esprit. Aider les flics à

quoi que ce soit ne présente aucun avantage à ses yeux.

« Ne sous-estime pas la police de Babylone, *man* ! Nous faire croire qu'elle est nulle fait partie de sa stratégie et lui donne ainsi une longueur d'avance. »

## Mardi 13 mars 2001

La date est au tableau de la classe de CM2 de l'école élémentaire dans laquelle enseigne Marc Péchin. Il est assis au bureau. Les mômes ont une carte de géographie à compléter, une évaluation. Un classeur entre chaque élève, pour éviter le copiage.

- M'sieur, l'orthographe ça compte ?

- Sur les noms propres du vocabulaire géographique, répond Péchin. Il a les yeux rivés sur le portail de la cour et le parking devant l'école. Il attend les flics.

« À coup sûr, ils vont se pointer ! », pense-t-il. « Il n'avait sûrement pas fini son bouquin Rémi. Comme tout ce qu'il commençait d'ailleurs ; il vivait par bribes. Dans quoi avait-il bien pu se fourrer pour se faire descendre ? C'était incroyable cette histoire. »

Marc avait immédiatement repensé à l'aventure avec la fleuriste, mais cela dépassait l'entendement un truc pareil. Il ne voyait pas Marie-Claude l'arme au point. La nouvelle avait été propagée rapidement : c'était un meurtre. *Le Journal de Saône-et-Loire* en faisait son gros titre ce matin.

Avec toute la documentation qu'il lui a fournie, les livres avec le tampon de son nom en première page... Marc Péchin sait que la cavalerie va débouler. Les justiciers auront peut-être la correc-

tion d'attendre la récréation, mais c'est peu probable. Il se souvient d'un copain de promotion qui s'est fait mettre les menottes aux poignets en classe, devant les élèves, pour insoumission au service national. L'inspecteur accompagnait la manœuvre et un remplaçant attendait dans le couloir.

Et puis, il y a cette histoire de fusils planqués depuis la Commune. Cent trente ans ! Il a beau être sonné par la mort de son copain, l'intérêt historique resurgit.

Le contrôle terminé, deux élèves ramassent les copies. Marc vérifie qu'il y a bien un prénom sur chacune d'entre elles, ce qui n'est jamais le cas. Où ont-ils la tête les mômes ? Dans quelle galaxie ?

Il a volontairement bouleversé l'emploi du temps ce matin. Les élèves ont fait la tête, mais il se voyait mal discuter de l'actualité en début de journée, comme il le fait d'habitude. L'actualité, c'est le cadavre d'un ami retrouvé sur le chantier du lycée.

Il décide de « faire sport » maintenant. Si les flics arrivent, il sera dans la cour, l'effet dramatique en sera diminué.

C'est Kubsac que la commissaire a envoyé à l'école. Péchin ne l'a pas vu arriver. Il arbitrait une partie de basket au même moment et tournait le dos à la grille d'entrée de l'école. En revanche il voit maintenant très bien la directrice sortir de son *bunker* accompagnée d'un type. « *Bunker* et inspecteur, Rémi en aurait fait une poésie... », se dit le maître d'école.

- Ce monsieur aurait des choses à vous demander. Je garde vos élèves pendant ce temps.

Elle a eu une grimace de dégoût en disant cela.

Marc Péchin sert la main du « monsieur » en cherchant vainement où il a déjà vu cette tête de grand blond baraqué à la raie sur le côté. « Ben voilà, on y est ! », pense-t-il, une enclume sur chaque épaule.

\*\*\*

José est aux commandes du petit tracteur-tondeuse. Il arpente les pelouses du parc de La Verrière, ancienne propriété des Schneider cédée à la ville du Creusot en 1971 par la veuve de Charles, le dernier mâle de la dynastie. On dit qu'il y a encore des vieux qui n'osent pas y entrer, pensant que c'est toujours une propriété privée !

José s'est levé le premier, comme toujours. Les intellos roupillaient encore, alors qu'il était déjà en bleu de travail et avait fait le café. Puis ils ont fini par émerger, sauf ce fainéant de Benjamin qu'ils ont laissé roupiller.

- Putain, elle est encore là ! jure José.

Il arrête son engin et en descend. Il veut demander à la clocharde allongée dans un duvet sur la pelouse de déguerpir. Sinon, la ville va lui offrir une coupe de cheveux définitive à l'aide d'une tondeuse grand format.

- Eh ! Madame ! Faut pas rester là, je vais passer avec le tracteur !

- Qu'est-ce'tu m'veux ptit'con, répond la pocharde. Va don't'noyer dans l'étang d'la Forge

et quand t'en auras bu toute la merde tu r'viendras m'voir !

José n'insiste pas, le parc est grand, il tondra cette partie plus tard.

Il attaque l'espace arboré le long du mur, quand il la voit se lever. Elle lui fait un grand signe avant de se réinstaller sur une partie déjà tondu. José termine la rangée commencée puis remet les gaz vers l'emplacement libéré par la clocharde.

En deux passages c'est fait. Le jeune homme lui fait un petit signe de remerciement. Elle lui crie :

- Viens voir José, j'ai un truc à t'dire !

Tout surpris d'entendre son prénom, José en fait caler le moteur. Il redescend de son engin, intrigué.

- Assieds-toi mon gars, j'en ai pour un moment.

Comme hypnotisé, José s'exécute. Les oreilles comme des paraboles. Elle lui tend sa bouteille en plastique :

- Passetougrain du Cellier Saint-Charles, tu peux y'aller.

Le jeune homme refuse d'un hochement de tête, il n'est que dix heures du matin ; cela doit salement gratter cette mixture !

- T'connais Taradian, le marchand d'slips du marché d'La Molette ? Ben j'l'ai vu samedi soir courir dans le lycée derrière un gars.

- Et alors ? répond José, abasourdi.

- Toi aussi t'y étais, j'tai reconnu avec ta queue d'cheval.

- Pourquoi vous allez pas raconter ça aux flics ?

- Pourquoi t'y vas pas toi non plus ? Allez, tchao bambino et tiens-toi droit sur ton truc à roulettes.

José attrape la bouteille et machinalement, s'en-voit un gorgéon de rouge avant de balbutier :

- Merci Madame.

- Tu vois, t'y viens, dit-elle.

\*\*\*

Le commissariat est calme, ce que Raymond Fabre apprécie. Kubsac court les rues à la recherche de divers protagonistes mentionnés dans le journal tenu par le cadet des frères Mérévitch. Hélène de même, mais en ciblant plus particulièrement la bande de jeunes qui jouent les subversifs. La patronne réfléchit dans son bureau.

Rémi Mérévitch avait donc un frère, également décédé de mort violente, mais pas au Creusot lui. Au Nicaragua, en 1982. Il avait 30 ans.

Quelques coups de fils à diverses administrations ont suffi à mettre au clair le parcours de la famille Mérévitch au Creusot. Le père de Rémi est mort en 1983, la mère dans les années 1970. Le grand-père est arrivé en 1921 de sa Serbie natale. Il s'est marié à une paysanne du coin et a trimé toute sa vie « chez Schneider ».

Ni Milovan Mérévitch le grand-père, ni son fils, n'ont d'antécédents judiciaires. Rien sur eux du point de vue politique non plus. En revanche, le parcours des petits-fils est plus agité, c'est le moins que l'on puisse dire au regard de leur fin !

Patrick Mérévitch, l'aîné, est connu des fichiers des R.G. depuis le début des années 1970. Il avait réussi à entraîner deux cents lycéens sur le « pont de la direction » qui enjambe les voies ferrées des usines Schneider au cri de « Métallos, étudiants, même combat ! ». Tentative qui s'est soldée par un échec cuisant, les quelques ouvriers ayant assisté à la scène se demandant « c'que faisaient ces cras-sous à ch'veux longs sur le pont au lieu d'tra-vailer ».

Patrick Mérévitch aurait tâté un peu d'usine, un an ou deux. Son service national fut chaotique. Il fut soupçonné dans le cadre d'une histoire de vol de munitions de guerre et impliqué dans un comité de soldats. Ce garçon aurait aussi appartenu à un groupuscule maoïste. Il disparaît du Creusot en 1973. On retrouve sa trace en 1977, dans les Cévennes : il aurait tenté de se présenter aux élections municipales du village où il vivait en communauté. Ensuite, plus rien, jusqu'à cet avis de décès envoyé par les « Sandinistes » nicaraguayens en 1982, du temps où le gouvernement français leur accordait un peu de sympathie.

Le petit frère qui vient d'être assassiné a un parcours bien plus calme quoique aussi militant. Photographié dans pas mal de manifestations, contre la guerre du Golfe, en soutien aux sans papiers et à l'aéroport de Toulouse-Blagnac tentant d'empêcher le renvoi forcé d'un immigré africain. Surveillance téléphonique après cette histoire... Cotise au CIRC (Centre d'Information et de Recherche Cannabique), une association qui milite pour la légalisation du haschich.

Fabre se dit que si le grand frère avait quelques raisons de mourir violemment étant donné ses fréquentations, Rémi Mérévitch lui, n'a pas baigné dans les mêmes eaux dangereuses ! Bien qu'avec la drogue, les ennuis arrivent vite.

En tout cas, Marianne Tellime, l'ex-capitaine des R.G., a fait du bon boulot. L'inspecteur socialiste Fabre a oublié que la suppression des Renseignements Généraux figurait parmi les cent dix propositions Mitterrand en 1981 !

« Un café et je plonge dans l'historique », se dit non sans un certain plaisir le policier, en se dirigeant vers la machine à boissons du couloir. Sur son bureau : le dossier que Lisa Monestier a déposé à son intention, « La peau des statues ». Il aime bien l'Histoire Fabre. Et puis, « les clés de l'histoire sont peut-être dans l'Histoire, comme dans un polar de Didier Daeninckx », philosophe-t-il dans sa grosse tête.

\*\*\*

- Tu m'emmerdes Henri, avec tes histoires de Commune et d'ouvriers en grève, qu'est-ce qu'il t'a dit d'autre Mérévitch ?

- Écoutez m'sieur Kubsac, moi j'ai pas tout saisi, il causait trop, voilà ! À un moment j'me suis débranché, j'écoutais plus.

- Gilles ! Remets une chopine pour Henri et un demi pour moi, demande Kubsac au serveur.

Il commence à en avoir sa claque. L'instituteur Marc machin-chose s'est déjà foutu de lui ; ça se voyait sur sa tronche qu'il savait des trucs qu'il ne

voulait pas dire ! Et l'autre épave devant lui qui joue au plus con...

- Qu'est-ce que vous foutiez, toi et lui devant la mairie dans la nuit du 9 janvier ? Le trottoir ?

Henri se rappelle avoir chanté l'Internationale et même avoir empêché Mérévitch de décrocher le drapeau français du fronton. Mérévitch voulait découper le blanc et le bleu, puis le remettre en place avec juste le rouge. Il se serait tué ce con ! Henri veut expliquer tout cela mais l'inspecteur l'arrête et demande :

- Il t'a proposé de la came ?

- De la came ?

- Putain, t'es vraiment con. De la drogue, pour fumer.

- Moi je touche pas à ça, je fume français mon caporal, dit le poivrot en montrant son paquet de « gris ».

Kubsac se dit qu'il n'en tirera pas plus et met les bouts en laissant un billet de cinquante sur la table. C'est que sa tournée n'est pas finie ; la commissaire va vouloir un rapport et surtout des résultats. Il aurait préféré s'occuper des cinq jeunes, manière de se défouler, d'allier l'utile à l'agréable. Il connaît quelques coups efficaces pour reprendre un ballon ou des renseignements, c'est kif.

\*\*\*

Julie est quand même venue travailler aujourd'hui ; elle est surveillante au lycée. Elle n'est pas en grande forme, mais elle est présente.

C'est une journée civique aujourd'hui : tous les délégués de classe y compris ceux des classes de B.T.S. sont à Collonge-la-Madeleine pour une session de formation. Au menu : droits et devoirs du citoyen ; les délégués devront par la suite faire passer l'information à leurs pairs.

Démocratie lycéenne ou courroie de transmission de l'administration pour assurer l'ordre ? Julie a réussi à éviter la sortie. Une autre surveillante s'y est collée.

Julie se trouve dans la cour du « vieux bahut » à midi et quart lorsque José l'appelle. Il est debout sur le muret, derrière les hautes grilles qui entourent l'établissement scolaire.

Elle court vers son ami, pensant que les emmerdes s'aggravent.

- T'as vu les flics ? lui dit José en guise d'accueil.

- Non, mais qu'est-ce qui se passe maintenant, on est repéré ?

- Ça ne devrait pas tarder, mais on n'a rien à se reprocher de plus que des collages sauvages. Alors, restons cool. Tu vas bien ?

- C'est bon... Mais tu fais quoi toi ? demande Julie dont l'inquiétude grandit.

- Je retourne bosser, faut rien changer pour l'instant. Je passerai te chercher.

Il est déjà parti lorsqu'elle crie :

- Quand ?

José disparaît au coin de la rue. Quelques secondes plus tard, Julie voit passer la fourgonnette de Jérémie avec celui-ci au volant et... José sur le siège du passager.

\*\*\*

Monsieur le Maire reçoit. Robert Sancerre répond avec tout le sérieux que lui impose sa fonction aux questions posées par la jeune inspectrice de police Hélène Stopira.

Pendant qu'il parle, Hélène ne peut s'empêcher de penser à Mérévitch qui le surnommait « Bob » dans son journal. Un sourire se dessine sur son visage rose et poupin que Sancerre prend pour lui, évidemment. Il ne peut imaginer être objet de dérision. Il croise les jambes. Séducteur, il susurre :

- Pour les collages, il faut voir avec Michel Pélaudre qui supervise toutes les questions matérielles ; il vous *briefera* sur les militants qui ont assuré ce travail, de manière tout à fait légale j'en suis sûr, en respectant les lieux de collage officiels.

Hélène ne retient que le nom de Michel Pélaudre dans ce fatras de formules ampoulées et obtient l'adresse personnelle et le lieu de travail du Michel en question. Puis elle se dit qu'il faut fouiller plus profond, que l'élu doit aussi en cracher un peu plus, parce que là, « le Bob », il botte en touche.

- Et cette Anaïs faisait donc partie de l'équipe de collage de monsieur Lautrepé ?

Transformer les mots volontairement, cela vous met n'importe qui sur le gril. De plus la commissaire lui a fait lire le journal de Rémi Mérévitch et il est clair que cette jeune Anaïs a eu quelques « rapports » avec la victime.

Robert Sancerre la trouve un peu sèche tout à coup, la jeunette en survêtement.

- Je n'ai jamais évoqué le nom de cette personne et c'est Pélaître pas Lautrepé, barrit-il.

- Vous ne connaissez donc pas les jeunes militants qui collent vos affiches ?

Sancerre inspire une bonne goulée d'air. Il ne va quand même pas se laisser démonter par cette midinette ! Il a côtoyé les plus « grands », à l'Assemblée nationale, dans les ministères ! Il fait partie des « éléphants » tout de même ! Oui mais, en ces temps électoraux, Bob doute. Sa ville, une ville ouvrière historique, ne se reconnaît pas dans cet ersatz de gauche converti au capitalisme néo-libéral. Le peuple ne se laisse plus emmener aux urnes. Sancerre y pense beaucoup depuis dimanche...

Pourtant, il a « parlé populaire » aux électeurs ; il leur a promis d'autres « Tour de France » et s'est même prononcé pour une hausse du SMIC, c'est dire.

Merde, si le peuple se fout des courses cyclistes et ne croit plus aux promesses électorales, c'est peut-être qu'il comprend que le vrai pouvoir, ce ne sont pas les Sancerre qui le détiennent, mais les héritiers des Schneider, les patrons quoi ! Bob sait bien où se trouvent en réalité les leviers de commande, même s'il fait semblant d'en détenir un grand nombre pour conserver sa part de petit pouvoir.

Les patrons ! Oh le gros mot ! Il s'était habitué à entrepreneurs, décideurs ou même employeurs, mais patrons, c'est le XIX<sup>e</sup> siècle ! Il en est tout chamboulé, « le Bob ». Pour lui la lutte de classes, c'est une révélation. À son âge, cela n'est pas un

peu tard ? Va-t-il pouvoir rebondir ? Et qu'est-ce qu'il veut réellement le peuple ? Des flics municipaux partout, comme en promet sa concurrente ? Même pas !

Il y a conflit dans la tête de Bob.

Hélène a perçu le malaise. Le maire a changé de couleur comme ces bibelots sensibles à la température ; il tire un peu sur le vert !

- Vous ne pourriez pas m'en dire un peu plus sur cette... Anaïs, cela m'aiderait, relance Hélène, tête.

Alors là, Sancerre implose littéralement ! De la bave mousse légèrement aux commissures de ses lèvres, il *r'boule* des *calots* et finalement *s'époutraille* comme un sac, les coudes sur son bureau, la tête au ras du sous-main, tout en articulant difficilement :

- Vous...vous avez noté les coordonnées de Mauchel Peaulètre, alors allez le voir.

Hélène se lève, ajuste son sac à dos. Puis elle se dirige vers la porte, se retourne et lance à destination du maire :

- Vous voulez dire Michel Pélaudre ? Au revoir, monsieur Sancerre.

Hélène court.

\*\*\*

Les rideaux sont tirés, une lumière indirecte éclaire son bureau.

Raymond Fabre termine la lecture des écrits romanesques de Rémi Mérévitch durant laquelle il a laborieusement listé une série d'hypothèses.

Cette histoire d'armes de guerre cachées qui parcourent des décennies, cette poudre enfermée dans du plomb, ces lettres de mouchards, ont peut-être un lien direct avec la mort violente de l'auteur.

Au début, cela lui a paru rocambolesque, puis sa lecture progressant, il a fini par y croire.

L'inspecteur vient à peine de lire les dernières lignes que Lisa Monestier entre avec perte et fracas. Envolées les intrigues du siècle dernier !

- Fabre, vous connaissez Michel Pélaudre ?

- Heu... oui, c'est un ami.

- Vous saviez qu'il était compromis dans une histoire de vol de munitions de guerre dans une caserne de l'armée française en Allemagne, en 1973 ?

- ...

- Vous saviez qui était avec lui à la caserne ?  
continue de questionner la commissaire.

- Ben... l'aîné des frères Mérévitch, réagit Fabre, pas tout à fait au hasard.

- Et vous en tirez quoi, comme conclusion ?

Fabre ne sait trop que répondre, mais aimerait bien qu'elle aille droit au but, la dame ! Au lieu d'avancer comme un pion, de case en case.

Lisa Monestier, comme pour accéder au désir de son collègue, mais surtout emportée par sa fougue naturelle, répond à sa propre question :

- Les munitions dérobées dans cette caserne en 1973 sont du même calibre que celles retrouvées dans le crâne de Rémi Mérévitch. De plus, Michel Pélaudre appartenait à l'époque, selon les R.G., à la même organisation maoïste que Patrick Mérévitch, le grand frère.

- Oh là ! réagit Raymond. Pas si vite ! C'est un peu léger pour prouver que Michel Pélaudre a tué Rémi Mérévitch !

- Pas tant que cela, reprend la commissaire. Pélaudre est le seul qui peut avoir gardé les armes et les munitions dérobées à la caserne ; Patrick Mérévitch est mort en 1982.

L'argument est de poids. Raymond Fabre encaisse le coup. Il pense bien sûr aux répercussions politiques que pourrait avoir une mise en examen de son ami Pélaudre, lequel figurait aussi sur la liste de Robert Sancerre. L'inspecteur a également encore en tête le récit historico-romanesque de Rémi Mérévitch. Une sorte d'alchimie cérébrale s'opère alors. Un déclic : « Pourquoi je n'ai pas fait le rapprochement plus vite ? Merde de merde en bois, Raymond t'es lent. Comme dans l'album de la comtesse du *Canard Enchaîné*, il fallait jouer sur les sons ! »

- Pélaudre c'est Trépeleau... P... é... l... au... tr... e, Tr... é... p... l... eau... Il manque un e, mais c'est pour les besoins de la transformation, s'emporte l'inspecteur.

Il griffonne le résultat de ses cogitations phonétiques sur une feuille qu'il tend à Lisa Monestier.

- Et alors ? rétorque celle-ci.

- Trépeleau, c'est le nom d'un des protagonistes de l'histoire écrite par Mérévitch, un type louche. Par association différente des sons voyelles et consonnes, on obtient Pélaudre.

- Qu'est-ce que c'est que ce jeu de piste, Raymond ? C'est chez le Pélaudre d'aujourd'hui que Rémi Mérévitch a dîné et s'est engueulé comme il

le raconte dans son journal ! Vous le connaissez bien, vous aurez donc assez de facilité pour nous le ramener rapidement afin de l'interroger. Je vais voir où en est Kubsac avec l'interrogatoire des amis de la victime, conclut la commissaire.

Raymond Fabre est têtue. Il pense qu'il doit tout de même reprendre le manuscrit, le mobile du crime peut très bien s'y cacher.

« Rémi Mérévitch voulait peut-être révéler quelque chose avec son récit historique ? Qu'est-ce que cela pourrait être ? Que Trépeleau est un traître à la cause au temps de la Commune du Creusot ? Que ce traître a un descendant qui s'appelle Pélaute, P.D.G. socialiste ? Et alors ? On n'est pas responsable des conneries de nos ancêtres. Et *conneries*, cela dépend de quel côté on se place ! Admettons que Mérévitch ait vraiment des révélations à faire sur Pélaute ou sa famille, pourquoi alors transformer son nom ? C'est qu'il y a nécessairement autre chose. Le *héros* poignardé à la fin par l'ancêtre de Pélaute ? C'est du roman ça. Quoi qu'il faudrait vérifier. »

Fabre continue à s'autoquestionner : « Le mélange des sons ne serait dû qu'au hasard ? La commissaire a raison et Mérévitch aurait eu une embrouille contemporaine avec Michel Pélaute, une histoire de cul, de drogue, qui se termine en meurtre ? »

Raymond Fabre a phosphoré dur. Il n'envisage que deux options, car il ne croit pas au hasard : soit c'est un retour de manivelle venu du XIX<sup>e</sup> siècle qui a tué Rémi Mérévitch, soit c'est un pataquès du début du XXI<sup>e</sup> siècle qui est à l'origine du

meurtre... Et dans les deux cas, Michel Pélaudre est de la partie, peut-être même dans le rôle de l'assassin !

En plus de la migraine qui le menace, Fabre se sent les jambes infiniment lourdes à l'idée de traverser le pont de l'amitié pour ramener depuis l'autre rive son pote Pélaudre.

\*\*\*

Le roi du sous-vêtement, c'est lui : Émir Taradian. Le samedi matin au marché de La Molette, le mercredi à celui de Montchanin, le reste du temps dans sa boutique de l'avenue Maréchal Leclerc, la grande rue commerçante du « cœur de ville » chère à not'bon maire. Taradian, ce serait plutôt « Maréchal, nous voilà » sa tendance, mais on ne peut tout avoir : le beurre et l'argent des slips...

En ce début d'après-midi, depuis son comptoir, le commerçant surveille attentivement les deux jeunes qui s'affairent autour d'un bac où s'entassent divers articles soldés. Des fois qu'ils embarquent un soutien-gorge de couleur pour l'offrir à leur copine, il faut avoir l'œil.

Émir Taradian se décide à entrer en contact commercial avec eux : un client est un client.

- Je peux vous aider dans votre choix ?

- Oui, répond José. On ne sait pas si on va te ratatiner la tronche tout de suite ou dans trente secondes.

Jérémie est allé très vite, ne laissant pas le temps à Taradian, qui avait déjà pivoté, de prendre

le large : un fabuleux coup de cric en pleine poitrine étend le marchand sur place.

- S'il est asthmatique, il y passe.

- Hé oui, se contente de répondre Jérémie, laissant tomber à terre l'accessoire qu'il cachait plus tôt sous son manteau.

Taradian est traîné par les pieds jusque dans l'arrière-boutique et ficelé sur une chaise à l'aide de collants déroulés. Dans sa bouche, une paire de chaussettes en boule. Jérémie ferme la porte du magasin discrètement avec les clés trouvées sur le comptoir. Le jeune homme semble plein d'assurance. Il n'a d'ailleurs pas hésité quand José est venu le chercher au restaurant de l'I.U.T. Il fallait rapidement « voir de quoi il retournait chez ce Taradian ».

Le marchand de bas nylon a repris ses esprits bien qu'il respire difficilement. Les deux copains ont commencé à mettre son arrière-boutique à sac, ils ne s'intéressent même plus à lui. Ce qui n'est pas fait pour le rassurer. « Ils vont bien finir par trouver... », redoute Taradian qui a compris qu'il ne s'agissait pas de flics. En tout cas, ils sont allés un peu vite pour le ficeler. Les collants glissent et les nœuds se relâchent inévitablement. Lui ficelait autrement mieux les « crouilles » du F.L.N. en 1961 à Alger ! Libéré de ses liens, il bondit sur le comptoir et sans perdre de temps, sort le revolver de l'une des boîtes contenant aussi des bobines de fil.

Taradian court maintenant vers la porte qui donne sur l'avenue. José et Jérémie n'ont pas bougé, ils regardent le commerçant ouvrir la porte

avec un jeu de clés issu de sa poche. « C'est déjà bien qu'il ne nous tire pas dessus. »

Émir Taradian est allé très vite, trop. Il a ignoré un élément essentiel : un revolver n'est d'aucune utilité contre le bus numéro 24 de la Compagnie des Transports du Creusot, roulant dans le sens « Montcenis-Marolle ».

Il est maintenant bel et bien « hors la vie », *Émir*. Percuté comme il vient de l'être par le service public des transports urbains, cela n'a rien d'étonnant.

Une paire de chaussettes roule doucement vers le caniveau.

\*\*\*

« Allez, Benjamin ! Réagis et mets tes pieds sur le sol. Comment ? Tu juges que ce monde se suffit à lui-même et peut largement se passer de toi ? Dans ce cas reste au *plume* et basta ! On a déjà assez de mal à être con tout seul ; alors à deux, soi et le monde, imagine ! »

C'est en résumé, le dialogue imaginaire qui a lieu sous les tresses du jeune rasta vers 11 heures ce mardi. Mais les besoins biologiques d'un corps dépassent quelquefois les meilleures pensées.

La température et plus prosaïquement les crampes d'estomac nous poussent en avant, vers le haut et nous font triompher de la pesanteur. C'est le programme universel, celui contre lequel on ne peut pas grand-chose.

Finalement armé d'un café et d'une poignée de petits-beurre, voilà Benjamin devant la maison d'Anaïs, le cul sur une chaise de jardin métallique.

Un soleil bourguignon, d'éternel automne, cogne légèrement sur ses épaules encore recouvertes du duvet dans lequel il a dormi. Hum !

Oui, on est au printemps comme en automne.

Le dialogue imaginaire reprend : « Là-devant, regarde la vigne du voisin qui ne demande qu'à se couvrir de feuilles et les rayons de lumière sur la carrosserie rouge du tracteur... Et puis, les reflets métalliques du hangar qui lancent leurs flèches scintillantes, perçantes et fragiles à la fois. Non ? Tu vois pas ? Ouvre tes portes perceptives, laisse-toi envahir... Là, au bout de la petite cour devant la maison, un mur en pierres grossières. Pas de celles brûlées par le soleil du sud ; non, de celles qui restent humides, séparées par des mottes de mousse de-ci, de-là. Une allée gravillonnée pour éviter les trous d'eau et la boue. Et puis des arbres, d'espèces qui vivent côte à côte en parsemant le sol d'aiguilles ou de feuilles lobées, c'est selon. Du vert, même l'hiver. »

Un témoin est alors convoqué : « Tu n'aimerais pas t'arrêter là, t'asseoir à côté de ce jeune type à la longue tignasse emmêlée ? Non ? Tu as tort ; même si tu n'as plus ses artères, tu peux encore entendre ce qu'il a dire, et humblement lui faire partager le peu que tu as appris, sur la boule qui nous tourne, nous retourne et nous détourne... Le peu, parce que tu n'es qu'un maillon, une petite quantité d'essence nécessaire au gigantesque malentendu pour carburer. Mais as-tu le choix ? Ce

peu, c'est quand même beaucoup à l'échelle de nos vies dérisoires, passées à rester dans le sillage de quelques manipulateurs de sens, leaders provisoires et cyniques ! Alors ? »

\*\*\*

- Pas comme ça Michel, pas ici. Attends, je vais me déshabiller sur le canapé.

- Non, non ! Garde ta culotte.

- Et si Claire rentre maintenant ? Elle va nous trouver là, dans l'entrée !

- Comme cela, ouais ! Parfaitement.

Michel Pélaudre s'énerve un tantinet. Il n'en peut plus de remettre à plus tard la concrétisation de ce dont il a envie depuis des lustres. Maintenant qu'il a franchi le pas, il veut foncer. Un point de non retour a été atteint.

« Un patron de P.M.E. qui s'envoie sa secrétaire entre deux portes, c'est d'une banalité ! », se plaît-il à penser. Il compte d'ailleurs contribuer au renforcement de cette banalité. Le P.D.G. débou-tonne son pantalon.

Il y a bien deux portes. Celle de l'entrée principale du domicile de Michel Pélaudre et celle qui s'ouvre sur son salon de cuir fauve.

Gisèle, sa secrétaire, s'est fait une raison. À défaut d'être parvenue à rejoindre le canapé, elle laisse le cuir fauve du ventre patronal lui frotter maintenant l'arrière-train. Elle est accoudée à un petit meuble, la joue posée sur un annuaire, louchant sur le combiné téléphonique.

Michel Pélaudre fait une pause. Il caresse les fesses de Gisèle passant ses doigts sous les dentelles, pensif. Puis il se tient la base du membre, fasciné par l'image de la copulation humaine, de son gland absorbé par le sexe de sa secrétaire. Soudainement ré-excité, il reprend à un rythme soutenu, frénétique même.

Gisèle a accepté un café au domicile de son patron ; elle savait ce qui l'attendait, servir d'encas entre 13 et 14 heures. Fataliste, elle pousse un ou deux soupirs de circonstance, ne voulant pas vexer le patronat ; elle est surtout obsédée par une éventuelle ouverture de la porte d'entrée.

La suite ne lui donne qu'à moitié raison, car l'inspectrice stagiaire Hélène Stopira est polie et frappe avant d'entrer.

Michel Pélaudre éjacule en catastrophe dans son pantalon en tentant de le remonter. Gisèle a plus de facilité pour remettre sa jupe, laissant toutefois sa culotte continuer de lui rentrer dans les fesses. Elle fonce enfin vers le canapé et allume une cigarette, pendant que son amant ouvre la porte.

Quand Hélène Stopira fait son entrée dans le salon, Gisèle est soulagée : ce n'est pas Claire. Elle se détend tout à fait.

- Je dois avoir un entretien avec Madame. Je vous rejoins au bureau, Gisèle, lance l'ancien gauchiste reconverti dans l'import-export de matériels électromécaniques.

La secrétaire de Michel Pélaudre ne se fait pas prier pour quitter les lieux et attend d'être hors de vue, sur le perron, pour remettre son sous-vête-

ment en place. Quelques secondes plus tard, au volant de sa Ford Ka rutilante, elle s'éclipse.

Bandante, c'est sûr ! Coupe au carré, longues guibolles sur talons, tailleur... Secrétaire certes ! Mais de direction !

\*\*\*

- Ben mon vieux ! Il les consomme en brochettes ton père, et toutes différentes avec ça, dit José.

Jérémie n'est pas vraiment surpris. De toute façon, il a autre chose en tête. La jeune femme qui vient de sortir ne lui est pas inconnue. Ce geste de réajuster sa culotte en descendant les escaliers l'a tout de même un peu figé.

L'autre fille est un mystère. Elle est arrivée comme une bombe, sur un V.T.T. qu'elle a accroché aux grilles de l'entrée du petit parc devant la maison. Survêtement griffé, sac à dos, elle a monté les marches sur les pointes, bu une rasade d'eau en bouteille avant de frapper. Moins d'une minute après, Gisèle, en tailleur et culotte, sortait de la maison.

- Tant pis pour le fric, on se démerdera, dit Jérémie à son copain. On a le tiroir-caisse de Tardian, c'est déjà pas mal.

Les deux jeunes ne sont toujours pas descendus de voiture. Ils observent le perron de la maison depuis la fourgonnette.

Jérémie démarre, regarde dans le rétroviseur pour déboîter, mais le fourgon de police qui s'encadre dans le miroir le fait caler. Le véhicule des

forces de l'ordre se gare quelques mètres derrière celui des deux garçons.

- Merde, les « bleus » ! Planque-toi, dit Jérémie à José tout en glissant lui-même sous le volant.

- Là, on est fait ! affirme José. Ils vont nous accuser d'avoir poussé « l'autre Faf » sous les roues du bus ; on nous a vus, c'est certain.

- On m'a vu, chuchote Jérémie. Ils vont chez moi, c'est donc moi qu'ils cherchent, peut-être pas toi.

Des bruits de portières que l'on ferme, puis une, deux, trois minutes passent, pendant lesquelles l'avenir s'annonce sombre. Jérémie risque un œil par la vitre.

- Putain, qu'est-ce que tu vois ? lance José.

- Ils sont tous rentrés, répond Jérémie.

- Allez, on y va !

- Non ! s'exclame Jérémie en appuyant fortement sur la tête de son copain qui allait se redresser. Y'a une autre tire qui vient de se garer.

À cet instant, José n'y tient plus et jette aussi discrètement que possible un coup d'œil à l'extérieur.

- Merde, Sancerre ! Qu'est-ce qu'il fout là ? dit-il, incrédule.

C'est l'heure du facteur.

\*\*\*

« Je suis pour l'égalité des sexes, comme ça j'en aurai une plus grosse. » En d'autres temps, cela l'aurait fait rire comme la radio du même nom. Celle qui déverse ce sirop de blagues

vaseuses dans l'habitacle de la 306 de service. Mais Gérard Kubsac n'a pas franchement envie de rigoler. La commissaire l'a surpris en train d'enfoncer ses gros doigts dans les lobes oculaires d'un des témoins de l'enquête, Jérôme Boullier, dont la voiture a été identifiée sur la photo récupérée par Fabre. L'inspecteur Kubsac a eu beau se justifier, en arguant que cet individu l'avait copieusement insulté ; Lisa Monestier lui a promis les foudres de la répression hiérarchique s'il ne mettait pas plus d'intelligence dans cette enquête. « Plus d'intelligence ! Elle a le souci de son enquête ou celui de la santé de ce Boullier, éducateur aux oreilles percées ? On fait pas d'omelette sans casser des œufs ! », c'est sa philosophie, à Kubsac.

Le téléphone de bord se met à carillonner.

- Ouais ? grommelle le conducteur.

- C'est Fabre, on est tous chez Pélautre. Tu sais le P.D.G. des établissements « Méca-Produits ». Il est probablement mouillé dans l'affaire du meurtre de Mérévitch, tu te rends compte ? Il a craché le nom et les adresses des petits colleurs d'affiches anarchistes ; dans le tas, y'aurait son fils !

Gérard Kubsac s'en fout et pour cause. Il coupe la communication.

Il n'a que quelques secondes de répit avant que ne retentisse à nouveau la sonnerie maudite. Kubsac hésite, puis décroche quand même. S'il s'agit de la commissaire, il veut la jouer « profil bas ».

- Gérard, c'est encore moi. Écoute, Sancerre est venu nous annoncer en personne qu'un « gonze » est passé sous un bus dans la rue qui monte de LARC à la place Schneider.

- L'avenue Maréchal Leclerc, l'interrompt son collègue, en se disant que le Toulousain pourrait faire un effort pour apprendre le nom des rues d'ici.

- Si tu veux, mais attends ; le gars a été retrouvé avec un revolver soudé dans une main. Monestier veut que tu ailles voir de quoi il retourne. Elle dit deviner déjà le calibre du flingue en question. Quand tu as terminé, rejoins-nous chez une certaine Anaïs Mazelier à Givry. À l'entrée du village, cinq cents mètres après la scierie, tu prends à gauche juste avant la pancarte d'entrée dans la commune. À partir de là : troisième maison sur la droite au milieu des vignes, un portail vert.

La 306 effectue un demi-tour en catastrophe, Gérard Kubsac a lâché son micro ! « C'est direction Chalon qu'il faut prendre et fissa. Et Émir ? Qu'il se démerde dans son jus de mort ! » décide-t-il.

Car le policier en est sûr, le « gonze » percuté par un bus, c'est Taradian.

\*\*\*

Benjamin a ouvert les fenêtres de la cuisine, il fait rissoler quelques oignons dans une *casse*, il ajoute des herbes de Provence, des olives et du coulis de tomate. Il compte faire une sauce digne des spaghettis qui cuisent sur le feu d'à côté.

En même temps qu'il cuisine, il bouquine un petit livre qui traînait sur la table. Les bouquins, ce n'est pas ce qui manque chez Anaïs. Celui-ci s'appelle *Avertissement aux écoliers et lycéens*. C'est

écrit par un certain Raoul Vaneigem. Benjamin a remarqué, sur la couverture à l'intérieur, un petit mot manuscrit : « Avec optimisme et tendresse, Rémi ». Le jeune homme s'est mis à dévorer ce court texte du situationniste Vaneigem. Les pages se tachent copieusement d'huile, de jus de tomate et d'œuf. Benjamin relit pour la troisième fois un passage qu'il apprécie plus particulièrement et qui renforce ses choix de mode de vie : « Au terme d'une course au profit, les rats en salopette et en costume trois pièces découvrent qu'il ne reste qu'une portion congrue du fromage terrestre qu'ils ont rongé de toutes parts. Il leur faudra progresser dans le dépérissement, ou opérer une mutation qui les rendra humains.»

Il a conscience d'avoir devancé la mutation, lui Benjamin le rasta martiniquais.

Bientôt il grossira le nombre des insoumis au service national. Il devrait faire partie de la dernière fournée d'esclaves livrés aux militaires pour qu'ils leur formatent le cerveau. Il n'en sera pas. Un « sans nous » Benjamin ? Non ! Plutôt un « sans moi » ; les « sans nous » en question ressemblent plus aux « rats en salopette » de Vaneigem. Ils veulent éviter le service pour être productifs plus vite.

Il lui faudra franchir une frontière pour fuir la caserne, mais il a encore quelques semaines devant lui.

Les pâtes sont prêtes, le jeune homme va se poser sur le canapé, la casserole sur la table devant lui. Un petit peu de musique et ce sera parfait.

Benjamin va fouiller la pile de C.D. devant la fenêtre et se décide pour Tryo, un groupe de reggae acoustique. Tandis qu'il enfourne le disque dans le lecteur, il entend une voiture piler devant la maison, puis voit une 306 freiner sur les gravillons après une rapide marche arrière.

Un grand type blond en sort brusquement et court vers l'entrée. Benjamin n'a pas le temps de répondre à la question « J'ouvre ou j'ouvre pas ? », que la porte découvre le visage rouge de l'inspecteur Gérard Kubsac hurlant :

- Toi tu restes où tu es ! Y'a quelqu'un d'autre ?

Il a dû survoler les escaliers !

L'arme qu'il pointe vers le jeune homme est plus que dissuasive ; Benjamin fait non de la tête, un automatisme, un réflexe : dire NON !

Le flic s'approche de lui et lui colle son flingue contre la poitrine. Le jeune garçon pense que ce type-là a vraiment une « gueule de cinglé » avec ses yeux bleus délavés, sur un fond jaune injecté de sang.

- T'étais bien un des potes de l'autre dégénéré de Mérévitch ! T'as sûrement plein de choses à raconter. Tu vas aller vite et me déballer tout ce qu'il t'a dit.

Benjamin se tend encore plus, ses doigts se crispent sur un objet qu'il a dans la main. Le début du morceau numéro neuf du disque démarre :

- J'ai pensé que peut-être on pourrait nous permettre de fumer nos pètes, chantent les gars de Tryo.

Benjamin n'avait pas lésiné sur le niveau du volume.

En tournant son flingue en même temps que sa tête en direction d'un des hauts parleurs, Kubsac se prend une casserole de spaghettis encore fumants en plein visage. Il se met à tirer dans tous les sens, les yeux tartinés de sauce tomate aux oignons. Benjamin a plongé derrière le canapé, la télécommande de la minichaîne toujours vissée dans une main.

- Putain d'macaque, je vais te crever ! gueule l'inspecteur rendu fou.

- Ca m'étonnerait ! lui répond une voix venant de l'entrée.

Kubsac pointe son arme dans la direction de la voix mais, re-belote ! Le coup de crosse du fusil qu'Anaïs tient par le canon l'assomme tel quel.

- Alors tu vois Alémanus ! Tu vois Augustin ! Voilà vos efforts récompensés, crie la jeune fille, brandissant la vieille pétoire.

- La vache, dit Benjamin, une casserole dans une main, une télécommande dans l'autre.

- Fusil à piston, milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ignare !

Anaïs éclate en sanglots dans les bras de son ami.

\*\*\*

La douche est brûlante, mais bénéfique. Michel Pélaudre n'avait qu'une envie : se laver. Les conditions de l'interrogatoire ont été assez pénibles... Mais Sancerre et Fabre sont des amis et le P.D.G.

a plus d'une carte dans son jeu, au cas où cela tournerait mal.

Raymond Fabre attend devant la porte de la salle de bains. La commissaire, Hélène et Sancerre sont toujours dans le bureau que le patron a aménagé à son domicile.

- Réessayez une nouvelle fois, ordonne Lisa Monestier à sa subordonnée.

Hélène Stopira obtempère et retourne appeler, depuis un véhicule de police, la radio de bord de l'inspecteur Kubsac. Celle-ci sonne dans le vide.

- Kubsac est aux abonnés absents, rapporte Hélène quelques secondes plus tard.

- Vous allez sur les lieux, Hélène, et vous le sortez du bistrot alentour dans lequel il doit croupir, s'emporte Lisa Monestier.

Robert Sancerre se croit obligé d'intervenir, manière de rabibocher tout le monde, en bon politicien averti qu'il est. Il dit à l'intention de Lisa Monestier :

- La police municipale est sur place, ne vous faites aucun souci.

La commissaire, le voyant sortir son portable, saisit l'occasion et lui rétorque non sans une bonne dose de perfidie :

- Dites-leur de rester sur place justement et de ne rien faire d'autre en attendant l'arrivée du car de police et de l'inspectrice Hélène Stopira. Ne laissons pas la police municipale traverser hors des clous. N'est-ce pas, monsieur le maire ?

- C'est l'intérêt républicain d'avoir une coordination efficace des services de police, réplique

Sancerre qui reprend visiblement du poil de la bête.

- Et bien, je vous tiens au courant pour une bonne coordination, ponctue la commissaire qui veut le dernier mot.

Sancerre sort sur le perron, le téléphone mobile à l'oreille. La commissaire rejoint Fabre devant la salle de bains et lui dit :

- Laissez Monsieur Pélaudre se faire raccompagner en panier à salade après sa toilette. Il aura le temps de sécher jusqu'au commissariat. Nous, nous allons à Givry.

Raymond Fabre frappe à la porte de la salle de bains.

- Michel, le car t'emmène au commissariat. À tout à l'heure ! Pas de connerie, hein ?

- Y'a que les coupables qui s'évadent, réplique Pélaudre de l'autre côté. Fais gaffe à mon gamin.

Fabre ne répond rien, il fait signe au flic en uniforme de le rejoindre et lui explique la suite des opérations. Puis l'inspecteur sort de la maison, emboîtant le pas à sa supérieure. Il n'est plus sûr de rien.

\*\*\*

Tout le monde a quitté les lieux, enfin ! Les deux copains ont repris la route qui des Combes, redescend vers le centre du Creusot. Ils ont laissé par précaution, une distance raisonnable entre eux et le car de police qui vient d'emmener le père de Jérémie.

- Qu'est-ce que c'est que ces conneries ?  
Qu'est-ce qu'il a foutu ton père ? Il détourne les  
bénéfices de sa boîte pour payer des culottes sexy  
à ses secrétaires ?

- T'es vraiment trop con, José.

- Attends ! On a les « keufs » au cul, ton père  
se fait embarquer et tout ce que tu trouves à me  
dire, c'est que je suis trop con ?

Jérémie s'énerve sérieusement sur l'accéléra-  
teur. La route étant une suite de virages très serrés,  
les problèmes sont fatalement au rendez-vous. Un  
coup de frein au troisième virage fait faire un tête-  
à-queue à la fourgonnette qui aurait pu froisser de  
la tôle, ou pire, un jour de gros trafic.

- Écoute José, tu prends la voiture, tu en fais ce  
que tu veux et surtout tu ne me dis rien, je ne veux  
rien savoir, rien du tout !

José en est médusé. Il voit aussi les larmes qui  
commencent à couler sur les joues de son ami.  
Celui-ci sort précipitamment de la voiture, laissant  
la portière grande ouverte.

- Jérémie ! Déconne pas ! Où tu vas ?

Mais le jeune Jérémie Pélaudre court sans se  
retourner, sur la route, en direction du domicile  
familial.

- Putain, tout ça pour une histoire de collage  
d'affiches, le merdier total ! s'emporte José,  
rageur.

Il tire la portière côté passager et s'installe au  
volant, puis démarre. La voiture est au milieu de la  
route, il faut la dégager ; un accident n'arrangerait  
rien aux embrouilles actuelles. José se dit aussi  
qu'il doit éviter de servir de suspect idéal dans le

meurtre de Rémi Mérévitch. Il vaut mieux qu'il mette des kilomètres entre cette ville et lui. « Entre cette ville et nous », réagit-il. José prend la décision d'aller chercher Julie. « Jérémie n'a qu'à régler ses problèmes avec son bourgeois de père, en famille. Après tout, le père Pélautre a peut-être tué Rémi pour une histoire de cul, va savoir... Le démon de midi, tous ces trucs de vieux. Cela signifierait que Pélautre était de mèche avec le marchand de slips ! Qu'il était le deuxième homme dans la cour du lycée dans la nuit de samedi à dimanche ! Et la clodo, peut-être en sait-elle plus que ce qu'elle t'en a dit ? » José se surprend à penser comme un enquêteur, comme un flic !

Le Kangoo a repris la route plus calmement ; en contrebas s'étale la ville du Creusot. Un panorama d'est en ouest permet d'embrasser toute la ville depuis cette route. De la gare et du pont de la Direction jusqu'à la piste de karting, en passant par le lycée et la plaine des Riaux. Toute la ville s'étale, le dos aux derniers contreforts du Morvan. Les « Morvandiaux » ! Les seuls autochtones !

L'industrie a mélangé les peuples et les races. Polonais, Yougoslaves, Italiens, Chinois, Espagnols, Arabes, Turcs, Portugais... Tous dans la cuvette creusotine des fours et des laminoirs. Au service du travail et des guerres, pour l'État, pour Schneider, pour « l'État-Schneider ».

José sait qu'il est en train de démissionner du service public municipal. Du boulot précaire que ce bon gouvernement progressiste a daigné lui accorder pour cinq ans payé au SMIC.

Le voilà soulagé d'un certain poids, affranchi du travail, c'est quelque chose.

\*\*\*

Il ne pensait pas la retrouver si vite ! L'abonnée au Cellier Saint-Charles est justement devant le cellier. Elle est en train de scruter le fond du cabas dans lequel elle a glissé ses bouteilles en plastique remplies de son nectar préféré.

Descendant la vitre côté passager, penché sur le siège, José l'interpelle :

- Madame ! Montez !

- Tiens ! Te v'là mon mignon ! On s'quitte plus ma parole, t'es collé à mon cabas ! J'te remercie, mais je sais encore marcher à c't'heure.

José sort de la fourgonnette. Il est déterminé à obtenir plus d'informations avant de quitter Le Creusot. Il se plante devant la clocharde et lui dit :

- On est allé voir Taradian, il était armé.

- Putain, tire-toi José, je veux pas qu'on me croit complice d'un criminel, lui répond la cloche.

José n'a même pas remarqué qu'elle a parlé cette fois-ci très distinctement. Il l'agrippe par le bras, ouvre la porte coulissante et l'assied d'autorité sur la banquette arrière du véhicule.

- Hé ! Doucement beau gosse, fais gaffe à mes bouteilles ! lâche-t-elle. Mais finalement, elle se laisse faire.

José prend la route de Couches et rejoint la « rocade » qui mène à l'entrée principale de la ville, là où trône le célèbre marteau-pilon. Ce n'est pas le chemin le plus court, mais José se donne un

peu de temps pour rejoindre le lycée, car la pocharde se met à table et les plats sont copieux.

Elle connaissait Rémi Mérévitch, les Mérévitch, Rémi avait un frère...

Boulevard de la Mouillelongue, rue de la Yougoslavie, du Canada, le stade, la place de la Molette et enfin le lycée devant lequel un petit attroupement s'est formé autour d'une femme qui tient un micro devant un jeune lycéen :

- Il n'était pas candidat pour devenir délégué de classe. Mais il a été élu et désigné par son professeur principal ; nous l'écoutons.

Il ne veut pas être délégué ? Il le sera quand même. La démocratie lycéenne est une obligation ministérielle, elle se décrète...

José se gare en face de la grille d'entrée et demande à sa passagère de l'attendre, le temps d'aller chercher sa copine. Il pénètre facilement dans le temple du savoir secondaire. « L'entrée est toujours aussi mal surveillée ! », songe le jeune homme qui a effectué dans ce lycée un court séjour, il y a quelques années.

Il parvient à « la vie scolaire », en clair le bureau des pions. Il y retrouve facilement Julie, affairée à ranger de grands cahiers verts dans des casiers muraux.

- Julie ! Viens ! On y va, l'interpelle José.

C'est un costume-cravate présent dans le bureau qui se charge de répondre :

- On ne rentre pas ici comme au bistrot jeune homme. Vous êtes en quelle classe ?

- Je t'ai passé la communication à toi ? Non ? Alors, écrase !

C'est Julie qui vient de trancher dans le lard. Il y a de l'irréremédiable dans l'air et d'ailleurs personne ne songe à remédier à quoi que ce soit. Julie prend ses affaires et sort avec José du bureau des pleurs, réclamations et sanctions de la vie lycéenne.

Dès qu'ils arrivent dans la cour, la musique leur parvient ! Les hauts parleurs doivent être à fond dans le Kangoo.

José se met à courir vers la voiture autour de laquelle se pressent les lycéens qui auparavant s'atroupaient autour de la journaliste et de leur camarade délégué.

De camarade, il est d'ailleurs question dans le discours que tient la clocharde, bouteille à la main, debout sur la marche pied du véhicule.

Elle a coupé le son de l'autoradio qui a seulement servi de trompette de rappel, et quel rappel ! « Y'a pas d'arrangement » du groupe Zebda.

- Camarades lycéens, crie-t-elle maintenant. Nous sommes plus nombreux qu'eux ! Leur pouvoir ne tient d'ailleurs que par notre propre volonté d'asservissement ! Allons-nous indéfiniment rester à genoux ! Plier sous le joug impérialiste du savoir directif et normé ! Non ! Unissons nos désirs, nos fantasmes, nos colères et ce vieux monde s'écroulera !

La vingtaine de jeunes présents applaudit. On siffle, on rigole... Un franc succès ! La face rubiconde de la clocharde se fend d'un sourire magnifique. José qui n'a pas osé intervenir tellement il est estomaqué, remarque seulement qu'elle a de beaux yeux verts.

- Allez ! On décolle, dit-il à l'adresse de Julie et de l'oratrice.

La vedette fait le tour de la camionnette en trotinant, les bras levés, récoltant encore quelques vivants et reprend sa place à l'arrière.

Julie, prenant la mesure du particularisme de la situation, n'a fait aucun commentaire et s'est aussi assise dans l'auto.

- Elle pourrait se laver les dents, ça ne gênerait rien, grogne-t-elle, alors que le véhicule refait le parcours inverse de tout à l'heure.

- Tu ne peux pas demander à la fille spirituelle de Zapata de s'arrêter à ce genre de détail ! On va voir Anaïs et Benjamin, y'a eu du grabuge depuis ce midi.

José tient la forme.

- Je suis au courant, les élèves ne parlent que de cela. Un commerçant qu'on aurait poussé sous un bus, on a retrouvé une arme sur place, t'es mêlé à ce bazar, José ?

- Il est emmêlé dans ce bazar, oui ! intervient la clocharde.

- Hé ! Je t'ai déjà dit qu'il y est allé tout seul sous le bus, ce facho ! Le revolver, c'est lui qui le tenait. Avec Jérémie, on est sorti par l'arrière du magasin, on a juste entendu le bus piler et le bruit du choc. Dis donc, ajoute José réagissant, tu t'exprimes plutôt bien maintenant !

- Le sujet m'intéresse, p'tit con.

- Taradian, le marchand de collants, est l'un des deux hommes qui a tué Rémi, reprend José ne relevant pas l'insulte. Sylvie, notre passagère, l'a reconnu dans la cour du lycée samedi soir. Elle ne

sait pas qui est le deuxième homme. Jérémie a vu avec moi les flics arrêter son père, il y a moins d'une heure. Il s'est barré en me laissant la voiture, je n'ai pas compris pourquoi. Il a dû avoir la trouille. Taradian est mort mais les flics doivent savoir qu'il y a un complice. Tu vois pas que ce soit le père de Jérémie ! Il faut se barrer Julie, le temps que les choses s'éclaircissent. Les flics veulent un coupable, pas forcément le coupable.

- Pourquoi ?

- Elle va t'expliquer pourquoi, répond José.

Alors Sylvie commence à raconter. Le lycée, le même que celui où travaille Julie, mais à la fin des années 1970 ; leur jeunesse, à elle et à Rémi ; celle de leur génération coincée entre les grands frères soixante-huitards mythiques et le début des « années-fric ». Elle prend son temps, veut dresser un tableau de l'ambiance de l'époque et peut-être, coquetterie suprême, ménager le suspense, jusqu'à cette soirée de juin 1980...

Puis elle se raconte. Sa propre dérive, sa fille qu'elle a laissé tomber. Ces derniers temps où elle sent poindre la fin... sa fin... Elle part en bribes... D'ailleurs de ces bribes, elle en laisse sous les statues à la gloire des Schneider, disséminées partout dans la ville du Creusot...

- C'est toi qui chie sous les statues ! s'exclame Julie.

Sylvie ne répond pas, tout absorbée qu'elle est par le défilé des fantômes de son passé. Elle reprend :

- Ce soir de juin 1980, j'ai vu Rémi sortir des toilettes en se tenant le pantalon. Il était défoncé,

moi aussi. Je l'avais poussé à prendre un acide... Il était en plein « mauvais trip » avec ce qu'il venait de voir ; mais est-ce que c'était vrai ? On était raide, il s'agissait peut-être d'une hallucination due à l'acide. Et puis, qu'est-ce que ça changeait pour Anne-Marie ? On n'a rien dit à personne, on ne voulait pas d'emmerdes avec les flics à cause de la drogue. C'est hier matin, quand ils ont sorti Rémi de la bétonnière, que j'ai fait le rapprochement. J'avais reconnu Taradian dans la cour du lycée samedi. Celui-là, c'est le plus gros *dealer* de poudre de la région ; je sais de quoi je parle. La presse, en 1980 avait parlé d'overdose à propos d'Anne-Marie. Vous aussi, je vous avais vus devant le lycée samedi soir. Vous parliez fort, et toi Julie, tu as appelé José. Quand je l'ai vu tondre le parc ce matin, j'ai décidé de lui parler, voilà.

La voiture roule maintenant en direction de Chalon-sur-Saône.

- C'est le même qui a tué ta copine et Rémi, c'est ce que tu penses ? Le deuxième crime pour effacer le premier, vingt ans après ? Taradian ?

- Oui. Où on va maintenant ? murmure Sylvie épuisée par sa propre histoire.

- Chez des copains, on va s'occuper de toi, lui répond Julie la serrant contre elle.

Il y a une solidarité qui se fout des odeurs.

\*\*\*

Hélène Stopira fait évacuer le cadavre d'Émir Taradian dans les règles de « l'art flic ». Il était temps ! Les charognards étaient nombreux et visi-

blement en manque de viande froide. Celle-ci offrait un morceau de choix : tout le quartier connaissait Émir Taradian. Alors, de le voir comme cela, comme qui dirait de l'intérieur, au sens propre bien sûr, pas philosophique, c'était impressionnant. Un spectacle, un avant-goût de sa propre mort...

- Il a un sang drôlement noir, j'trouve ! Y d'vait pas que sucer d'la glace... R'garde don'l'trou qu'il a sous l'nez, c'est p'us une bouche, ou alors de métro ! L'a dû s'faire voler par des crassous, y voulait p't'êt'leur faire peur avec le revolver ?

Les policiers municipaux n'étaient pas les derniers à baver sur la dépouille d'Émir Taradian. Ils se faisaient passer l'arme que la victime tenait encore pour en admirer le calibre, en connaisseurs... Pas un seul ne faisait la circulation et si Émir ne s'est pas fait aplatis et charcuter un peu plus, il ne le doit qu'au hasard. Au point où il en est, c'est somme toute secondaire...

Deux de ces policiers discutent encore ferme avec un groupe d'« amateurs » et le chauffeur du bus.

Hélène enregistre maintenant les quelques témoignages qui ne peuvent établir ni qu'Émir Taradian était poursuivi par un tiers, ni qu'il poursuivait quelqu'un.

« Qu'est-ce qu'il voulait faire ? Tirer sur le bus, se suicider ? », se demande Hélène Stopira. Elle suppose que le calibre de l'arme ressemble fort à une arme de guerre et dans ce cas, Monestier a raison : c'est probablement l'arme qui a servi à tuer Rémi Mérévitch. Encore faut-il la « faire parler »,

cette arme ! Pour l'instant rien ne prouve que Tardian soit l'auteur du meurtre... Hélène a bien enveloppé le revolver dans un sac plastique, pour garder les empreintes, mais étant donné le nombre d'abrutis qui l'ont tripotée, c'est certainement peine perdue.

L'inspectrice se dit qu'elle a oublié son collègue Kubsac dans tout ce cirque. Elle demande à l'un des policiers municipaux encore sur place si un inspecteur du commissariat est passé avant elle :

- Négatif, ma jolie ; on a assuré sans vous !

Hélène Stopira renonce à écumer les bistrots du quartier comme la commissaire le lui a demandé ; Gérard Kubsac n'est pas passé du tout.

La circulation est rétablie ; les curieux, rassasiés, s'évaporent. Hélène rejoint la Peugeot de service et appelle le véhicule de sa patronne. Après un rapport rapide, elle quitte les lieux avec les trois « bleus » qui l'accompagnaient.

Sur le sol de la rue, la silhouette d'Émir tracée à la craie, un bras levé, les salue.

\*\*\*

Gérard Kubsac revoit les poteaux du stade Jean Garnier.

« Le COC est mené à la marque. Kubsac peut inverser le tableau des points en transformant son propre essai. Le stade toulousain peut encore mordre la poussière ! Il a déposé la calebasse sur un petit monticule de terre. Il prie maintenant tous les saints de Pologne qu'il connaît, l'espace de

quelques secondes, se décontractant à cinq mètres du ballon. Il prend un élan en angle, c'est son style, sa marque... Petit trot, frappe, la balle monte en tournant lentement sur elle-même, tape sur la barre transversale et... retombe du mauvais côté. »

L'inspecteur ouvre les yeux ! Il est ligoté sur une chaise en fer devant le maison, juste à côté de sa voiture.

Son visage le brûle, s'il se voyait, sa rage décu-  
plerait.

Le « bouillon » a coagulé, mais il a encore ses deux yeux. Le nez, il faudra du travail pour le redresser.

Autour de lui, c'est le vide absolu, personne ! Kubsac s'octroie une belle décharge d'adrénaline non prohibée en s'apercevant qu'il n'a plus sa veste ! La disquette !

Obstiné, il croit qu'il n'a pas encore perdu ce match-là et entreprend de sautiller, attaché à la chaise, jusqu'à sa voiture, pour y jouer du téléphone main libre !

Au troisième saut, dans lequel il a mis tout ce qu'il lui restait d'énergie, la chaise se dérobe et la grosse bouille de l'inspecteur Kubsac, déjà bien abîmée, vient cogner violemment la tôle au-dessus de la roue avant gauche. Il s'écroule sous la voiture.

\*\*\*

Benjamin et Anaïs ont pris des chemins de traverse en moto : Givry, Buxy, Germagny, Saint-Micaud... dans la direction du Creusot, en évitant

la route express. Ils ont dans l'idée de retrouver leurs potes et d'envisager la suite avec eux ; une suite qui prend maintenant la forme d'une fuite.

C'est Anaïs qui pilote et Benjamin porte sur son dos, attaché à la va-vite, le sac qui contient une partie du trésor de guerre du grand Alémanus et de son pote Augustin. Deux fusils à piston et les boîtes plombées.

Les canons lui font froid dans le dos, au propre comme au figuré. Il a eu sa part d'émotion !

Anaïs qui avait quitté l'école plus tôt, prétextant un léger malaise, s'est trouvée là au moment opportun et a eu les gestes qu'il fallait. Pour la jeune fille, ce qui s'est passé confirme les inquiétudes qu'elle avait concernant le meurtre de Rémi. Ce flic (ce type en est un, ses papiers l'attestent) cherchait quelque chose, un objet ou une information. Son interrogatoire musclé du pauvre Benjamin le prouve, sa détermination aussi : il n'a pas hésité à tirer. Ce qu'il cherche doit être sacrément important pour en arriver là ! La disquette trouvée dans la veste du policier contient peut-être des renseignements.

Anaïs rumine tout cela depuis Givry. Son cerveau carbure comme le moteur de sa petite moto, qui peine sous le poids de deux personnes. Elle se surprend elle-même par tant de rationalité et par la froideur de son comportement. Elle n'est plus la jeune fille d'une vingtaine d'années qu'elle était deux jours plus tôt. Elle ne regrette rien, il y a eu des causes, elle prend en main les conséquences.

Le passager de la moto, Benjamin, se laisse quant à lui emporter par son amie, la mécanique et

ses propres pensées, plutôt d'ordre poétique et bucolique. Il se laisse imprégner par le décor. Il en émane une douceur dont il perçoit bien les contours. La moto a traversé successivement vignes, forêts et hameaux. Le relief se creuse maintenant devant eux. Ils viennent de dépasser le café du Loup. Benjamin a bien vu l'inscription presque complètement effacée sur la maison à droite, le mot « Loup » remplacé par un dessin.

La moto attaque maintenant les quelques virages montant Montsarin. Il y a le viaduc, à gauche, dans la lumière culminante de ce milieu d'après-midi.

Benjamin pense qu'Anaïs lui montre le pont, voulant lui en faire apprécier la vue. Il lève le pouce pour lui signifier que tout est « au poil » dans un monde pareil.

C'est en faisant ce geste qu'il identifie le Kangoo jaune de Jérémie descendant sur la même route !

« Tout baigne à présent, au présent ! », pense Benjamin. « Qu'a-t-on à faire des causes et des conséquences ? »

La moto s'est arrêtée et ses deux passagers sont bien visibles au bord de la route. Il est difficile de rouler à plus de soixante-dix kilomètres heure sur cette portion et José les a vus depuis un bon moment. Il stoppe la voiture à leur hauteur.

- Maman ! s'écrit Anaïs, devant les trois autres stupéfaits.

\*\*\*

- J'ai un suspect sans arme mais avec mobile ! J'en ai un autre sans mobile apparent, mais avec arme, mort à l'heure qu'il est ! J'en déduis qu'en les unissant, on a l'arme et le mobile ! Qu'en pensez-vous Fabre ?

C'est la première fois qu'elle lui demande son avis aussi sincèrement. Cette histoire de deux complices, ne serait-ce que parce que l'un des deux larrons est un ami, ne lui plaît pas. Et puis, cette combinaison ne repose sur aucun élément tangible.

- Admettons que Michel Pélautre ne peut pas blairer Mérévitch junior. Qu'est-ce qui fait que Taradian l'aide à le supprimer ? Qu'est-ce qui lie ces deux-là au point de les pousser à commettre un meurtre ? répond Raymond Fabre à sa supérieure.

Ils reviennent de Givry où ils ont retrouvé Kubsac inconscient. Il a dû être évacué par hélicoptère sur Dijon.

- Les jeunes, cette Anaïs en particulier, sont peut-être mouillés dans le crime, reprend Lisa Monestier. Le mobile serait la jalousie, l'arme aurait été volée à Taradian. Quand on voit comme ils ont assaisonné l'inspecteur Kubsac, cette hypothèse n'est pas farfelue... La violence ne leur est pas étrangère ! La fleuriste aussi peut avoir la jalousie comme mobile... Peut-être même que Taradian lui prête l'arme... Une solidarité entre commerçants en quelque sorte...

La commissaire parle toute seule. Raymond Fabre lui, pense qu'il va maintenant se taper le boulot sans Kubsac, mais finalement, cela ne fait pas une grande différence. Gérard faisait n'importe quoi ou rien du tout.

- OK, on reprend tout à zéro, décide la commissaire. Hélène continue la recherche des jeunes. Vous vous recollez à l'interrogatoire de tous ces gens, enfin ceux que l'on a sous la main. On laisse de côté l'éducateur et l'institut, je ne les vois pas dans le coup. L'arme devrait parler avec les empreintes de ceux qui l'ont utilisée. Il faut aussi vérifier sa provenance. Le calibre correspond, c'est la bonne...

- Il y a du monde, d'après ce que nous a dit Hélène, intervient Fabre.

- Du monde ?

- Oui, qui a touché au revolver !

- On interrogera tout le monde, se raidit la commissaire.

Puis d'un ton plus affable, elle ajoute :

- Je vous dépose, on voit cela d'ici deux heures, d'accord ?

- Hum ! se contente de lui répondre Fabre.

« Les douilles de balles retrouvées chez Anaïs Mazelier, Kubsac qui ne s'est pas rendu, comme on le lui avait demandé, sur les lieux où le type est passé sous un bus, cela fait beaucoup... », se dit Raymond Fabre. Mais il n'en pipe pas mot à Lisa Monestier. Il veut creuser la piste en solitaire.

\*\*\*

Hélène Stopira a pourtant eu une bonne inspiration en rejoignant Givry par les petites routes. Elle fait souvent du vélo dans ce coin-là. La côte de Montsarin lui sculpte les mollets...

Elle médite maintenant devant une moto de petite cylindrée, couchée sur le bord de la route. Le moteur est encore chaud. « Ils doivent être ensemble maintenant ! Dans un autre véhicule ? Ou vont-ils à pied par les chemins ? Peut-être sont-ils encore dans le secteur et même, l'observent, restant planqués dans la nature ? »

Cette dernière éventualité la trouble. Hélène se passe les cheveux derrière les oreilles, redresse la tête et le cul ! Qu'ils en profitent, elle l'a rebondi et ferme.

Pendant que l'inspectrice stagiaire Stopira fait l'oeie en humant l'air, Benjamin s'allume un petit *stick* bien mérité sur le quai de la gare de Chalon-sur-Saône. Il voyage avec « Sylvie la cloche », à qui il passe le pétard.

- Ouh ! Il y avait longtemps, fait-elle en soufflant un beau nuage à l'odeur capiteuse.

- Tu devrais t'y remettre et abandonner le litron, lui dit Benjamin, tu y gagnerais certainement.

Ils attendent le prochain train pour le Nord, via Paris.

José, Julie et Anaïs tentent le coup en voiture jusqu'en Bretagne, pour brouiller les pistes.

Tous ont rendez-vous dans quelques jours.

## *Mercredi 14 mars, préfecture de Mâcon, 10 heures*

Beau bureau, beau monde : il y a là le trio policier creusotin, Monestier, Fabre et Stopira. Il y a aussi le duo politique également creusotin, Sancerre et Pélaudre. Bien sûr, le préfet, mais aussi, dans l'angle gauche du bureau, le jeune juge d'instruction venu au lycée le jour de la découverte du cadavre de Rémi Mérévitch.

- Résumons, lance celui-ci, à la surprise de Lisa Monestier. Vos interrogatoires n'ont pas donné grand-chose et c'est logique, vous manquez d'informations. Nous avons pu tout de même identifier les coupables.

- Qui, « nous » ? intervient la commissaire Monestier, sonnée.

- Entre autres, le représentant du gouvernement dans ce département, intervient le préfet. Je comprends aisément le trouble que vous devez ressentir, commissaire Monestier ; nous allons d'ailleurs le dissiper. Continuez, Monsieur le juge.

- Monsieur Pélaudre ici présent reconnaît avoir possédé cette arme, ce pistolet de guerre. Sa secrétaire nous a avoué l'avoir volé à son domicile à la demande de Gérard Kubsac, son oncle. Elle lui avait parlé de la présence de cette arme dans l'appartement de son amant. Le vol initial du revolver en 1973 est une... disons... erreur de jeunesse,

commise par Michel Pélaudre lors de son service militaire. On ne veut pas voir ressortir cette histoire.

Profitant de la pause marquée par le juge dans son discours, Lisa Monestier explose :

- Quand ont-ils reconnu ces faits et devant qui ? Vous avez mené une enquête parallèle dans la nuit ou quoi ? C'est inadmissible. Je vais...

- Vous n'allez rien du tout ! coupe le préfet. Et vous savez pourquoi ?

Il attend quelques secondes observant son auditoire, sûr de son effet. Il y a Robert Sancerre droit dans son siège, la petite Stopira dont les yeux font dix mille tours à la minute dans leur orbite et les deux potes socialistes Fabre et Pélaudre visiblement nerveux, mais très attentifs.

- Parce que Gérard Kubsac est l'homme qui a tué Rémi Mérévitch ! assène enfin le préfet. Tout est dans cette disquette que Kubsac avait sur lui et qu'un informateur nous a apportée hier soir. Elle contient le journal que tenait Rémi Mérévitch depuis son arrivée au Creusot, explicite pour qui sait lire entre les lignes.

Cette dernière remarque est pour elle, Lisa Monestier. Le journal, c'est elle qui s'en est chargée. Trop confiante. Alors qu'elle rumine sa défaite, le préfet lui tend quelques feuillets et pour arrondir les angles, dit doucement :

- Vous ne pouviez pas savoir. Kubsac avait effacé le début du journal de la mémoire de l'ordinateur.

Lisa se souvient que Kubsac a eu largement le temps de modifier les fichiers contenus dans l'or-

dirigeant de Rémi Mérévitch pendant qu'elle se restaurait au café.

Le jeune juge prend le relais du préfet :

- Mérévitch fait mention de sa visite aux archives et de sa consultation de la presse de juin 1980. Le service des archives nous a confirmé son passage et indiqué les documents consultés. En juin 1980, une jeune fille de la même classe que Mérévitch au lycée polyvalent du Creusot a été retrouvée morte dans les toilettes de la place Schneider : overdose d'après le rapport de police établi par Gérard Kubsac. Il a avoué hier soir, à l'hôpital, avoir violé et étouffé cette jeune fille.

Émir Taradian a fourni la drogue qui a servi à masquer le crime. Son trafic était couvert par votre collègue au nom d'une vieille amitié datant de la guerre d'Algérie.

- Mais pourquoi a-t-il tué Mérévitch ? demande la commissaire.

- Mérévitch a découvert son amie morte dans les toilettes. Il pouvait très bien avoir identifié Kubsac ce soir-là ; enfin c'est ce que Kubsac croyait, car il était toujours dans les toilettes quand le jeune homme y est entré. L'inspecteur pensait que Mérévitch allait rendre cette histoire publique en revenant au Creusot. Il l'a vu discuter avec une journaliste du *Journal de Saône-et-Loire* le 3 décembre sur la place Schneider. Rémi Mérévitch avait peu changé et Kubsac se rappelait très bien de lui. L'inspecteur l'a surveillé, s'est renseigné. Des commerçants lui ont rapporté que Mérévitch écrivait des articles. Gérard Kubsac s'est alors senti réellement menacé. Il l'a tué. Taradian

était avec lui, toujours pour couvrir son trafic de drogue. Kubsac avait probablement menacé de le faire couler aussi, si Rémi Mérévitch publiait ses articles.

- Il n'y a jamais eu d'articles, mais peu importe. Quelle sera la version officielle ? demande Lisa Monestier qui a compris que le grand public ne connaîtrait pas la vérité.

- Officiellement, répond le préfet, Émir Taradian a tué Rémi Mérévitch pour une histoire de dette concernant la drogue, avec une arme conservée depuis la guerre d'Algérie. Kubsac n'apparaît pas, il est maintenant interné en hôpital psychiatrique. La police est épargnée, la mairie aussi, en laissant Michel Pélaudre dans l'ombre. En ces temps d'abstentionnisme, nul besoin de discréditer nos institutions. Instructions ministérielles. Inutile de dire qu'elles ne sortent pas de ce bureau.

Gisèle Taradian s'est suicidée ce matin, elle n'a pas dû supporter l'idée d'avoir été la complice, même involontaire, d'un meurtre.

- Et les jeunes ? se risque Hélène Stopira.

- Ils ne savent pas grand-chose. En revanche, ils en ont pas mal à se reprocher, même si elles sont mineures, comparativement au meurtre. Ils resteront d'eux-mêmes en dehors de cette histoire, c'est leur intérêt, conclut le préfet.

Fabre et Pélaudre sont restés silencieux.

« Fabre a dû faire des heures supplémentaires toute la nuit ! », se dit Lisa Monestier, vaincue.

Et les merdes sous les statues ?

Cela n'intéresse plus personne.

## Épilogues

**Amsterdam, jeudi 15 avril 2001**

- Ben ? Tu nous rapportes la carte, s'il te plaît !

Sylvie a dit cela le plus sérieusement du monde. Et Benjamin court la chercher, cette carte. Il est aux petits soins pour la mère d'Anaïs. C'est lui, le principal artisan de sa métamorphose : Sylvie a perdu vingt-deux kilos en un mois ! La cure a été profitable. Elle n'a pas, bien sûr, retrouvé les cellules grillées à jamais en raison de l'alcool, mais leur massacre est stoppé.

Sylvie et sa fille sont assises au Doors, l'un des *coffee shops* de la ville d'Amsterdam, situé au bord d'un canal. On y vend du hachisch, herbe ou résine de chanvre, comme cela est autorisé en Hollande. Les deux femmes regardent passer les vélos sur les ponts qui enjambent les nombreux canaux ; le printemps est froid mais lumineux à Amsterdam, c'est agréable.

Depuis leur arrivée aux Pays-Bas, elles ont vécu un peu à l'hôtel. Elles louent maintenant un meublé modeste, au sortir de la ville, dans un quartier populaire accessible en tramway. L'appartement n'est pas très grand, mais suffit pour le moment à loger tout le monde.

L'argent récupéré par José dans la caisse du magasin de sous-vêtements du Creusot ainsi que

celui envoyé par Jérémie, leur a filé entre les doigts. Mais Benjamin a trouvé du travail, il sert et livre au *coffee shop*. Un boulot taillé sur mesure ! Son look rasta et ses compétences en matière canabique correspondent au profil de l'emploi. Les variétés de chanvre et les mille et une façons de les préparer n'ont pas de secret pour lui...

\*\*\*

Du travail, Anaïs en a eu pas mal aussi avec sa mère. Elles viennent de partager un sacré choc avec ces retrouvailles involontaires !

Elles ont beaucoup parlé, évoqué les années d'enfance et d'adolescence d'Anaïs. Cette époque où elles étaient seules toutes les deux, avec l'alcool au milieu. Puis est venue la « libération », avec la faculté pour Anaïs, à Lyon. Mais pour Sylvie, ce fut le dernier plongeon : la clochardisation.

Avant le départ de sa fille, Sylvie se maintenait. Sur un flot certes alcoolique, mais elle se maintenait !

Elle ne travaillait plus depuis longtemps. Elle avait envoyé balader tous ces petits boulots sous-payés qu'elle avait dû accepter, n'ayant pas le choix. Repassage, ménages chez les bourgeoises locales. Alors, la boisson avait repris le dessus et s'était installée définitivement.

Elles ont aussi parlé de Patrick, père d'Anaïs et frère de Rémi. Celui que Sylvie voulait suivre au Nicaragua. Il y est allé tout seul pour y mourir, sans savoir qu'il pouvait être père.

Sylvie garda dans son ventre cet embryon comme un souvenir. Elle l'emporta. Cinq ans à galérer en banlieue parisienne avec la petite Anaïs pour finir par revenir au Creusot. Rémi non plus, n'avait rien su à propos de cette enfant.

Sylvie avait peu touché à l'héroïne que trafiquait Taradian. Le rouge était bien meilleur marché et faisait autant de dégâts. C'était le but.

Ces dernières années, Anaïs ne voulait plus, ne pouvait plus voir sa mère. Chaque virée au Creusot l'angoissait à l'idée de la rencontrer.

Elles ont aimé le même homme, de cela aussi elles ont parlé. Un amour éphémère. Rémi Mérévitch a cédé la place à son grand frère au début des années 1980, puis à la mort, vingt ans plus tard. Rémi s'effaçait toujours.

Tout ce qui reste des Mérévitch, c'est Anaïs !

\*\*\*

À la terrasse du *coffee*, les filles attendent toujours José et Julie qui sont retournés à l'appartement pour y chercher le sac contenant les fusils. Ils ont dans l'idée d'en faire un don à l'Institut International d'Histoire Sociale qui archive des documents concernant les mouvements sociaux du monde entier, ici, à Amsterdam.

Sylvie est plongée dans un petit guide pratique qui donne des conseils pour bâtir un site Internet. Elle veut en construire un, tout personnel. Anaïs a l'intention de l'aider, puis ensuite de rejoindre l'Irlande.

Là-bas, comme ailleurs, c'est la croissance des boulots précaires, mais « c'est toujours moins faux-cul que les emplois jeunes *made in France*. Tu ne te fais aucune illusion en vendant des disques ou en servant des *Guinness*. Dans une école, on se croit déjà enseignante, alors que l'on fait le café et que l'on sert d'accompagnatrice pour les sorties scolaires. Et cinq ans plus tard, t'es viré ! ». C'est en tout cas ce qu'elle pense, Anaïs.

- Maman ! José a toujours son sac !

- C'est sûr, un fusil c'est un document encombrant ! Qu'est-ce qu'il se figurait ? Ce n'est pas le musée du débarquement en Normandie, cet Institut ! Tu n'as plus qu'à enterrer tes reliques en Irlande.

José s'assied, tout sourire.

- On se sent plus léger, finalement, dit-il.

- On ne le dirait pas. T'as tout rapporté ?

- Pas tout à fait, précise José. Dans les boîtes plombées, il n'y avait pas que de la poudre mais aussi des lettres, une demi-douzaine. Elles intéressaient les gens de l'Institut. J'ai demandé des photocopies en échange du don.

José pose les feuillets sur la table, Anaïs s'en saisit. Elles sont toutes signées Jean-Claude Trépeleau et adressées au préfet de Saône-et-Loire en 1871.

Le peu que la jeune fille en lit lui rappelle le roman de Rémi. Trépeleau était un mouchard qui faisait payer ses renseignements. Elle repose les feuillets sur la table.

Jérémie aussi leur a écrit des lettres. Dans l'un de ses courriers, il leur confirme qu'il a transmis à

la police, dès le soir de leur départ, la disquette trouvée dans la veste du flic. Benjamin avait téléphoné à Jérémie qu'il laisserait cette disquette au comptoir de la brasserie de la gare de Chalon-sur-Saône. Le barman avait donc bien fait suivre l'enveloppe.

Dans un autre courrier, il a joint un article de journal qui désigne Taradian comme étant le meurtrier de Rémi. Mais cet article ne mentionne pas que Taradian aurait déjà assassiné une jeune fille vingt ans plus tôt et que les deux histoires seraient liées... On évoque juste une affaire de drogue... En tout cas, le père de Jérémie a dû être mis hors de cause, l'article ne parle pas de lui non plus...

Jérémie s'est expliqué aussi longuement dans ce courrier, à propos du jour où il laissa tomber José pour retourner chez lui. Il invoque des études qu'il ne peut abandonner à cause de son père, c'est assez confus.

Il doit quand même venir chercher le Kangoo.

- Oh Anaïs, j'ai lu le roman de Rémi, c'était vraiment un salaud ce Trépeleau ! intervient Julie en s'installant.

« Et oui ! Le Trépeleau avec ses lettres, le Trépeleau dans le roman de Rémi et le Jérémie Pélaudre aussi avec ses lett... ! » Anaïs vient de comprendre :

- Trépeleau égale Pélaudre ! lance-t-elle.

- Anaïs, ça va pas ? T'es raide ? T'as trop fumé, lui rétorque Julie.

- T'as déjà joué à sons consonnes, sons voyelles ? dit Anaïs à l'intention de son amie.

- Je prendrais bien un petit bout d'afghan noir avant de retourner sur le Net moi ! dit Sylvie. Benjamin, mon ange !

Puis la maman d'Anaïs ajoute à destination de sa fille :

- Pélautre ? Ton père disait que dans un film sur les apôtres de Mao, le rôle de Judas lui était tout indiqué. Je veux parler de Michel Pélautre bien sûr, qui avait l'âge de ton père Patrick.

Anaïs se demande alors ce que voulait écrire Rémi dans la suite de son « roman ». Des révélations sur le meurtre d'une amie commis par un dealer commerçant ou sur les embrouilles historiques de la famille Pélautre ?

Peut-être sur les deux... Ou sur rien...

« La fin de son livre s'est écrite sans lui, c'est la seule suite réelle... », se dit Anaïs.

\*\*\*

## **Le Creusot, quelques jours plus tard**

À l'angle de la place Schneider et de la rue Jean Jaurès, dans les locaux du *Journal de Saône-et-Loire*, deux jeunes maquettistes se font face. Chacun devant son Mac. La rédaction locale est accessible par le boulevard, une petite porte, un escalier, deux pièces à tout casser.

C'est la maquette de la partie « Le Creusot-Autun » du quotidien que concoctent les jeunots.

À la rubrique « Faits divers » aujourd'hui, l'information suivante :

« Décès de l'inspecteur Kubsac à la clinique psychiatrique de Saint-Rémy, près de Chalon, où il était soigné depuis un mois. Selon toute probabilité, il s'agirait d'un suicide. Le policier se serait donné la mort à l'aide de neuroleptiques volés dans la réserve de médicaments, trompant la vigilance des infirmiers. Gérard Kubsac était en poste au commissariat du Creusot depuis la fin des années 1960. Il était connu des supporters du COC qui se souviennent de ce puissant trois-quart-centre. L'inspecteur Kubsac était à deux ans de la retraite. Son coéquipier Raymond Fabre décrit un homme extrêmement déprimé ; son suicide ne l'étonne guère. De son côté, le syndicat national de la police rend hommage à l'un de ses militants et dénonce dans un communiqué *le manque de moyens et les conditions de travail détériorées des policiers qui ont provoqué cet énième suicide... »*.

- C'est tout bon, dit l'un des jeunes. J'ai inséré la photo de Kubsac en rugbyman à côté de l'article, ça tient !

- Viens voir ce truc ! C'est dingue ! lui lance son collègue en guise de réponse.

En attendant de pouvoir envoyer les pages maquettées au siège mâconnais, celui-ci « se promenait » sur les différents sites Internet du Creusot, une façon de se tenir au courant pour le journal.

Son pote le rejoint et assiste derrière son épaule à une animation inédite : sur l'écran sont reproduites les photos des nombreuses statues à la gloire des Schneider, éparpillées dans la ville. Un

étron stylisé saute de statue en statue, un « jumper caca », comme c'est écrit dessous.

Dans l'angle supérieur droit de l'écran clignote la mention « À toi de jouer ».

- Clique dessus, dit le jeune maquettiste à son copain.

- Ouaaaaah ! C'est trop ! Regarde, tu peux apporter toi-même une crotte avec la pelle qui est là ! Hop ! Tu peux même choisir le type de crotte que tu veux déposer : bouse, colombin ou billes. Le saint Éloi là, je vais l'emmerder un peu. Saint Éloi noyé dans le caca en moins de deux !

- Dès que t'as terminé, j'essaie !

Au dernier coup de pelle merdique, saint Éloi disparaît et un score s'affiche. C'est le temps qui sert au classement. Le score est médiocre, le jeu a déjà intéressé d'autres jardiniers plus véloce.

Le jeune maquettiste va pour laisser la place à son copain quand à l'écran, apparaît la mention suivante en caractères gras : « **Si tu veux connaître l'histoire de celui que tu viens d'encacter, clique ici, mais reviens vite.** »

L'icône en forme de point d'interrogation renvoie à la page html d'un site Internet creusotin, qui donne des informations à destination des touristes sur les statues et monuments de la ville.

Pris au jeu, les deux jeunes lisent les quelques lignes consacrées à Henri Schneider « ... qui n'a pas connu de grèves pendant qu'il était maire et dirigeant de l'usine de 1871 à 1896... qui a construit la mairie, l'Hôtel Dieu, la maison de retraite, l'école spéciale... qui s'est fait représenté en saint Éloi sur un vitrail de l'église Saint-

Henri... et à qui le conseil municipal a offert cette statue du saint patron des ouvriers... ».

Retour à la page précédente. À côté de l'icône représentant une enveloppe, on peut lire l'adresse électronique suivante : *schneider.caca@game.net*

Le jeune maquettiste du *Journal de Saône-et-Loire* clique dessus et l'ajoute au carnet d'adresses de l'ordinateur.

*Toulouse, le 15 novembre 2001*

## Références des ouvrages et documents consultés

### 1. Ouvrages et articles sur les événements de la Commune, les grèves et le mouvement ouvrier creusotin

*Bulletin de l'association des amis de Benoît Malon.* n°5 à 10, décembre 1996 à juin 1999 (articles de Martine Richard, Pierre Ponsot, lettres de B. Malon à J.-B. Dumay, reportage de B. Malon pour le journal *La Marseillaise* au Creusot en 1870).

CASOAR, Phil, CALLENS, Stéphane. *Les aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux.* Ed. Humeurs Noires, Centre Culturel Libertaire de Lille, 1993.

DUMAY, Jean-Baptiste. *Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot : 1841-1905.* Maspéro, Presses Universitaires de Grenoble, 1976.

*La Gazette du Centenaire : journal de l'association « La mère en gueule » de Montceau-les-Mines.* Septembre 1997.

GRAWITZ, Madeleine. *Bakounine : bibliographie.* Calmann-Lévy, 2000.

GUILLAND, Henri. *Commune de Montchanin-les-Mines.* Office Municipal de la Culture et des Loisirs de Montchanin, 1983.

JEANNET, André. La Commune du Creusot, ses origines, son procès. *La Physiophile*, décembre 1993, n°119.

LISSAGARAY, P. O. *Histoire de la Commune de 1871.* Maspéro, 1972.

MAITRON, Jean. *Dictionnaire bibliographique du mouvement ouvrier français*. Éditions de l'Atelier, 1997.

MAITRON, Jean. *Le mouvement anarchiste en France : des origines à 1914*. Gallimard, 1992.

MICHEL, Louise. *La Commune, histoire et souvenirs*. La Découverte, 1999.

PONSOT, Pierre. *Les grèves de 1870 et la Commune de 1871 au Creusot*. Ed. Sociales, 1958.

SUTET, M., BRESILLON, J. P. *Le Creusot – Montceau-les-Mines, autrefois : du terroir à l'usine*. Horvath, 1983.

TALES, C. *La Commune de 1871*. Spartacus, 1998.

VUILLEUMIER, Marc. Le gouvernement de Versailles, les autorités suisses et les proscrits de la Commune en 1871. *Le Mouvement Social*, 1962, n°38.

VUILLEUMIER Marc, Latta Claude, Dalotel Alain et al. *Du Forez à la revue socialiste, Benoît Malon(1841-1893)*. Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2000.

## **2. Presse d'hier et d'aujourd'hui**

### **2.1 Quotidienne**

*L'Alliance Républicaine*. Mai 1871.

*Le Journal de Saône-et-Loire*. 1870-1871 et septembre 1874.

*Le Journal de Saône-et-Loire*. Décembre 2000 à mars 2001. URL <http://www.lejssl.com>.

*Le Messager de Saône-et-Loire*. 29 mai 1884.

*Le Progrès de Saône-et-Loire*. 30 octobre 1873.

### **2.2 Militante**

*Le Cri de Saône-et-Loire : organe révolutionnaire*. 1908-1909.

*Le Réveil de Saône-et-Loire*. 1900-1901.

*Le Révolté : organe communiste-anarchiste.*

Avril 1885.

*Terre et Liberté : organe communiste-anarchiste.*

Novembre 1884.

### **2.3 Autre**

*La gazette des Tribunaux.* Avril 1874.

## **3. Archives départementales de Saône-et-Loire – Mâcon**

*Série M : police générale et politique.* 1870-1908.

*Série M : surveillance des anarchistes et des anti-militaristes.* 1885-1908.

## **4. Autres sources**

DECK, Jean-Pierre. *La reconversion c'est possible.* Erès.

GAUTHE, Lucien. *Le « causer » du Creusot.* JYB Repro, 1996.

PALLOT, Claude. *Au temps du Creusot autrefois.* Les Nouvelles éd. du Creusot, décembre 1999.

SUTTET, Marcel, BRESILLON, Jean-Pierre. *Le Creusot-Montceau autrefois : du terroir à l'usine.*

*Le Creusot : les statues.* URL <http://www.creusot-net/creusot/histoire/monuments/statues/statues.htm>.

Je venais de lire que le directeur de l'usine Schneider estimait en 1866 qu'il était fort dangereux d'avoir des salaires exagérés avec une population immorale ; le budget du vice venant s'ajouter à celui de la famille, c'est presque toujours qu'arrivent alors les mécontentements, les réclamations et les grèves !

J'étais toujours au 19<sup>ème</sup> siècle.

On s'est tellement engueulé que Claire, sa femme est partie se coucher.

J'ai laissé la table et les bouteilles en vrac et j'ai filé rejoindre mon sommier à mailles de fer.

